

Université Assane Seck de Ziguinchor



UFR des Lettres, Arts et Sciences Humaines
Département de Langues Étrangères Appliquées

Mémoire de Master

Coopération internationale et développement local

**Sujet : La contribution par transferts de fonds des émigrés au
développement local de la commune de Niomré**

Présenté par :

Adama NDIAYE

Sous la direction de :

D^r Baboucar DIOUF

Membres du jury :

Prénom et Nom	Grade	Qualité	Établissement
D ^r Cheikh S DIOP	Maître de conférences	Président du jury	UASZ
D ^r Babacar DIOP	Maître-assistant	Examineur	UASZ
D ^r Paul DIEDHIOU	Maître-assistant	Examineur	UASZ
D ^r Baboucar DIOUF	Maître-assistant	Directeur de recherche	UASZ

Année académique : 2019 - 2020

DÉDICACES



Ce travail est dédié à :

- 📖 Mon défunt père, Issa NDIAYE. Que la terre lui soit légère ;
- 📖 Ma regrettée sœur jumelle, Awa NDIAYE. Paix à son âme ;
- 📖 Ma mère, Mame Ndieumbat FALL, ma raison d'être ;
- 📖 Mes sœurs et frères ;
- 📖 Mes neveux, Mounirou SALL et Limamou GUEYE ;
- 📖 Mes chers amis, Malick GAYE, Mor DIOP, Alassane DIA et Moustapha NIANG.

REMERCIEMENTS

Un mémoire de master est un exercice de longue haleine et le résultat d'un travail d'équipe. C'est pourquoi, je souhaite remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail.

📖 Tout d'abord, je souhaite exprimer toute ma gratitude et ma reconnaissance à mon directeur de recherche D^r Baboucar DIOUF pour qui j'ai beaucoup d'estime. Sa disponibilité, la confiance qu'il m'a accordée et son soutien inconditionnel ont été ma plus grande motivation, malgré toutes les difficultés qui ont jalonné la réalisation de ce mémoire. Je voudrais saluer son sens de l'écoute, sa rigueur scientifique et sa pertinence. Merci D^r Baboucar DIOUF !

📖 Mes remerciements s'adressent aussi à tous les enseignants-chercheurs du département de LEA qui ont participé à ma formation. Je remercie également le personnel administratif de l'UFR LASHU pour la confiance toujours renouvelée. Je ne peux oublier mes camarades de promotion et mes amis pour l'esprit d'équipe, sceau de notre franche collaboration durant toutes ces années d'études.

📖 Mes remerciements vont particulièrement à M. Pape LO (maire de Niomré), à M. Mbarguane THIAM (adjoint au maire), à M. Demba LO (représentant de l'association des émigrés), pour leur disponibilité et l'importance qu'ils ont accordée à mon travail.

📖 Je remercie infiniment ma famille d'accueil qui m'a mis dans des conditions favorables pour faciliter mon adaptation et mon séjour dans cette Casamance qui jadis m'était inconnue. Je remercie particulièrement M^{me} Clémentine BADJI et son mari Patrick DIATTA qui m'ont considéré comme leur propre fils.

📖 Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude et ma reconnaissance à ma famille, particulièrement à ma mère, mes frères et à toutes mes sœurs. Sans leur soutien de tous les jours, leurs encouragements, leurs conseils et leur patience, je ne saurais réaliser un tel travail qui demande beaucoup de sacrifices.

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose une étude de cas sur le rapport entre l'émigration et le développement local. L'objectif est d'analyser la contribution des émigrés dans le développement de la commune de Niomré. Pour ce faire, les transferts de fonds sont étudiés pour déterminer leur effet sur les conditions de vie des ménages et sur la communauté de manière générale. La thématique abordée est confrontée à une littérature associant la migration et le développement et permettant une mise en œuvre d'une méthode de travail basée sur une approche microéconomique d'ordre qualitatif et quantitatif. L'application de cette approche a abouti à des résultats comparatifs démontrant les effets positifs induits par les transferts de fonds sur les conditions de vie des ménages récepteurs. Ces effets ont été facilement repérés sur le niveau des dépenses de consommation, de santé et d'éducation grâce à une comparaison entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires. Au-delà de cette comparaison, l'étude a également porté sur l'utilisation de cette manne financière dont l'effet sur la création d'emplois et d'activités économiques est moins significatif. D'autres résultats ont montré un apport déterminant des émigrés, qui est parfois collectif ou individuel, que l'on considère comme la redistribution des revenus migratoires au profit de la communauté.

Toutefois, l'effet des transferts de fonds sur le développement local de Niomré n'est pas significatif même s'ils permettent d'améliorer les conditions de vie des ménages. Ils ne sont pas utilisés pour des investissements productifs pouvant créer des emplois qui peuvent permettre aux jeunes sans emplois de travailler dans les secteurs clés du développement local, l'agriculture par exemple.

Mots clés : Émigration, émigrés, transferts de fonds, contribution, développement local.

ABSTRACT

This present paper proposes a case study on the relation between emigration and local development. The goal of the study is to analyze the migrants' contribution in the development of the urban district of Niomré. To do so, the remittance of funds is studied so as to determine their effects on the household living conditions and on the whole community in general. The issue concerned is confronted with a literature that associates the migration and the development by allowing the setting of a working method based on an approach microeconomic qualitative and quantitative at the same time. The application of such a method ends at comparatives results demonstrating the positives effects that involved by the remittance of funds on the recipient household living conditions. Such effects have been easily determined on the expanses of consumption, health and education thanks to the comparison between the recipient households and the non-recipient. Beyond the comparison, the study is also about the utilization of the migrants' incomes for which effects on the jobs creation and economical activities is less significant. Other results show a determining contribution which is individual or collective at the same time. This kind of contribution is considered as the redistribution of the migrants' funds for the common benefit of the community.

However, the remittance of funds' effects on the local development of Niomré is not potentially important even if they improve the household living conditions. They are not used for productive investments to create jobs in the main development sectors, the agriculture for example.

Key words: Migration, migrants, remittance of funds, contribution, local development

RESUMEN

Esta memoria tiene que ver con el estudio de la relación entre la migración y el desarrollo local. El objetivo es analizar la contribución de los inmigrantes en el desarrollo de la comunidad de Niomré. En eso, los traslados de fondos son estudiados para determinar su efecto en las condiciones de vida de la población en la comunidad de una manera general. La temática abordada se ha vinculado a una literatura que asocia la migración del desarrollo permitiendo el establecimiento de un método de trabajo basado en un enfoque microeconómico de orden cualitativo y cuantitativo. La aplicación de este enfoque ha saldado en éxito resultados comparativos demostrando los efectos positivos inducidos a través de los fondos en el modo de vivir de las casas receptoras. Estos efectos han sido identificados fácilmente en nivel de los gastos de alimentación, de salud y de educación debido a una comparación entre las casas receptoras y los que no reciben. Más allá de esta comparación, el estudio se basa igualmente en la utilización de esta bendición de cuyo efecto en la creación de empleo y de actividades económicas es un poco significativo. Otros resultados han aprobado una aportación determinante de los inmigrantes, que es colectiva unas veces o individual, que consideramos como una redistribución de los ingresos migratorios a beneficio de la comunidad.

Sin embargo, el efecto de los traslados en el desarrollo local de Niomré no es importante, aunque ellos permitan mejor las condiciones de vivir. Esos ingresos no son utilizados por inversiones productivas que pueden originar una creación de empleos que permiten a los jóvenes de trabajar en los sectores importantes del desarrollo local, la agricultura, por ejemplo.

Palabras llaves: Migración, inmigrantes, traslados de fondos, contribución, desarrollo local

Liste des sigles et abréviations

Sigles et abréviations	Signification
ACEP	Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APD	Aide Publique au Développement
ARD	Agence de Recherche pour le Développement
BFEM	Brevet de Fin d'Études Moyennes
BM	Banque Mondiale
CAD	Communauté d'Aide au Développement
CCFD	Comité Catholique Contre la Faim pour le Développement
CEA	Commission Économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEM	Collège d'Enseignement Moyen
CFA	Communauté financière en Afrique
CFEE	Certificat de Fin Études Élémentaires
CIEDEL	Centre International d'Études pour le Développement Local
CMS	Crédit Mutuel du Sénégal
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DIM	Discours International de la Migration
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GERM	Genre, Environnement, Religion et Migrations
GPF	Groupement Féminin
GRDR	Groupe de Recherche pour le Développement Rural
ICP	Infirmier Chef de Poste
IDE	Investissement Direct Étranger
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
MDL	Maison de Développement Local
MLA	Modern Language Association
NEMT	Nouvelle Économie de la Migration de Travail
OCED	Organisation de coopération et de développement économique

OCDE	
OIM	Organisation Internationale de la Migration
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAIDEL	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local
PAS	Politique d'Ajustement Structurel
PED	Pays en Développement
PEPAM	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMDERO	Programme de promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leurs villages d'Origine
PLD	Plan Local de Développement
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SDE	Sénégalaise Des Eaux
SENELEC	Société nationale d'électricité du Sénégal
TFM	Transfert de Fonds Monétaire
UASZ	Université Assane Seck de Ziguinchor
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UGB	Université Gaston Berger

Avertissement

Nous souhaitons porter à la connaissance des lecteurs que la norme utilisée dans ce document est MLA (Modern Language Association).

Sommaire

Introduction générale.....	1
Première partie : Cadres théorique et méthodologique.....	5
Chapitre 1 : Cadre théorique.....	7
Chapitre 2 : Cadre méthodologique.....	29
Deuxième partie : Présentation général du cadre de l'étude.....	37
Chapitre 1 : Présentation générale de la commune de Niomré.....	39
Chapitre 2 : L'émigration.....	56
Troisième partie : Présentation des résultats de l'étude.....	65
Chapitre 1 : Etats des lieux des transferts de fonds dans la commune de Niomré.....	67
Chapitre 2 : La contribution par transferts de fonds des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré.....	78
Chapitre 3 : Vérification des hypothèses, discussion et recommandations.....	92
Conclusion générale.....	106

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les questions liées à la migration internationale ont longtemps été au cœur des débats relatifs à la politique de développement. Les pays d'origine et ceux d'accueil, les chercheurs et les organisations internationales sont les principaux acteurs qui s'intéressent le plus à ce phénomène migratoire dont la pratique transcende les générations. Les positions idéologiques et les intérêts des parties concernées tournent autour de ses causes et conséquences notamment sur le développement. Certains ont manifesté leur pessimisme sur l'effet positif de la migration sur le développement des pays de départ. En effet, l'argument de taille qui fait dire que la migration constitue une entrave pour le développement de ces pays réside dans le fait que ces derniers perdent de la main-d'œuvre et subissent une fuite des cerveaux.

Cependant, la persistance des débats sur la migration fait apparaître de nouvelles pistes de réflexion qui s'ouvrent vers d'autres enjeux pouvant changer la donne. Ainsi, « au début des années 80, connaissant leur potentiel de stimulation de la croissance économique, on admettait déjà l'importance de ces transferts pour compenser la perte de capital humain des pays en développement du fait des migrations » (Keita 2013, 1). Aujourd'hui, une attention particulière est accordée aux transferts financiers des migrants que l'on considère comme des retombées juteuses de la migration. Dès lors, une nouvelle orientation du débat sur la migration commence à voir le jour et prend de l'ampleur. C'est pour cette raison que Yéro Baldé nous signale que : « longtemps considérée comme néfaste pour le développement des pays d'origine, la migration internationale occupe aujourd'hui une bonne place dans la littérature du développement à travers le rôle des importants flux de transferts des migrants sur les pays d'origine » (2012, 8).

Les transferts financiers des migrants sont devenus un élément privilégié dans les recherches consacrées à la migration. Les études menées sur cette manne financière ont fait l'objet d'une littérature axée sur leurs déterminants, leurs utilisations et leurs effets sur les pays récepteurs notamment sur le développement. La revue critique de la littérature est tirée de deux approches basées sur des recherches macro et microéconomiques. Cette littérature a permis de confronter les termes de référence de l'étude aux résultats de recherches microéconomiques exploités.

Ainsi, cette étude s'inscrit dans un contexte actuel d'affirmation de la décentralisation et /ou de montée en puissance des collectivités territoriales où il est plus que jamais important de considérer l'action des émigrés dans le développement local. L'objectif poursuivi dans ce mémoire est de discuter de la problématique liée à la contribution par transferts de fonds des émigrés au développement local de la commune de Niomré. Ici, la question centrale à laquelle

veut répondre notre travail est la suivante : Quel est l'effet de la contribution par transferts de fonds des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré?

Pour arriver à des conclusions sur cette question, nous nous sommes inspiré de la littérature et de certains travaux de recherche sur les transferts financiers comme celui de Serigne Mansour Tall (2004) pour établir une méthode de travail. Cette méthodologie adéquate à notre étude est celle de l'approche microéconomique d'ordre qualitatif et quantitatif constituée d'entretiens et d'enquêtes ciblant uniquement les ménages, les autorités locales, les émigrés et/ou leurs intermédiaires. Cette approche se veut pluridisciplinaire en ce sens qu'elle est confrontée à un défi conceptuel et méthodologique lui imposant une perspective transversale à une diversité de champs de recherche en sciences sociales. L'élaboration des questionnaires ont permis de déterminer l'importance des transferts de fonds en comparant les ménages bénéficiaires à ceux non bénéficiaires afin d'en analyser leur effet sur les conditions de vie. En dehors de cette comparaison, la méthodologie impliquera également d'autres techniques destinées à déterminer les postes d'affectation de l'argent des émigrés dans les secteurs de développement en vue d'étudier son effet sur le développement local de Niomré.

Ainsi pour mener à bien notre étude, le travail est scindé en trois grandes parties dont les deux premières comptent chacune deux chapitres et la troisième trois.

D'abord, dans la première partie, on exposera en premier lieu (chapitre 1) le cadre théorique et en second lieu la méthodologie (chapitre 2). Ensuite, la deuxième partie sera consacrée à la présentation générale de la commune de Niomré au niveau du premier chapitre et à l'émigration au deuxième chapitre. Enfin, dans la troisième partie, on abordera en chapitre 1 la question des transferts de fonds avec une analyse destinée à les représenter tels qu'ils sont dans la commune de Niomré. Le chapitre 2 s'attache à analyser l'effet des transferts de fonds sur le développement local de la commune de Niomré. Le troisième chapitre se focalisera sur la vérification des hypothèses de la recherche ainsi que sur la discussion des résultats et la formulation des recommandations.

**PREMIÈRE PARTIE : CADRES THÉORIQUE ET
MÉTHODOLOGIQUE**

Introduction partielle

Les cadres théorique et méthodologique représentent, pour un travail scientifique, la porte d'entrée permettant une bonne compréhension du sujet à travers une élucidation des concepts et des méthodes de recherche utilisées. Ainsi, cette première partie sera constituée d'une conception aussi bien théorique que méthodologique de l'étude portant sur la contribution par transfert de fonds des émigrés au développement local de la commune de Niomré. Elle est divisée en deux chapitres.

Le premier chapitre (cadre théorique) abordera successivement la problématique, le contexte de l'étude, la justification, la pertinence et intérêt du sujet, la revue critique de la littérature et la définition des concepts. Le deuxième chapitre (cadre méthodologique) sera axé sur la méthodologie adoptée notamment sur l'ensemble des techniques et outils de collecte et de traitement des données ainsi qu'à la technique d'échantillonnage et aux difficultés rencontrées.

Cadre théorique

Essentiellement, un travail de ce genre repose sur deux niveaux de conception à savoir les cadres théorique et méthodologique. Ainsi, dans ce premier chapitre, il s'agira d'aborder théoriquement le sujet en déterminant le problème posé, le contexte et la justification de l'étude, le champ littéraire, sa pertinence et son intérêt ainsi qu'à l'analyse des concepts clés qui le composent. L'intérêt de ce chapitre est non seulement de décliner une approche théorique de l'étude, mais aussi de faciliter la compréhension du thème abordé.

1. Problématique

1.1. Contexte

Au fil des années, les potentialités des transferts de fonds suscitent un intérêt croissant et imposent une nouvelle approche du débat sur la migration. En effet, l'importance de ces revenus migratoires a entraîné une nouvelle orientation de la réflexion sur le rapport entre la migration et le développement. Effectivement, le débat est campé et deux courants se sont dégagés : l'approche « développementaliste » et l'approche « pessimiste ». La première développe l'idée de l'effet, généralement positif des transferts de fonds (Taylor, 1999 ; Lucas et Mark, 1985 ; Azam et Gubert, 2005, Lindley, 2009). La deuxième, pour sa part, comprend cet effet sous l'angle de l'effet négatif sur les économies d'origines (Reichert, 1982 ; Wiest, 1984).

En dépit de cette contradiction, les transferts de fonds sont unanimement considérés comme la deuxième source de financement extérieur pour les pays en développement (PED) après l'Investissement Direct Étranger (IDE) (Pecoud, 2013). C'est dans cette optique que Mills Soko précise que « dans un continent aussi pauvre en capitaux que l'Afrique, on ne peut ignorer cette source de revenus » (2005). Consolidant son propos, il indique que l'Afrique « ne reçoit pas l'attention qu'elle mérite » (Soko, 2005) en ce qui concerne la prise en compte des transferts des migrants dans la politique de développement.

Le Sénégal fait partie des pays où le volume des transferts de fonds dépasse l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers. En 2017 par exemple, le montant des envois de fonds était de « 2,22 milliards, représentant 13% du PIB » (Konandi, 2017) et était « quatre fois plus nombreux que les investissements directs étrangers reçus par le pays estimés à 532 millions de dollars la même année » (Konandi, 2017). Selon les statistiques de la Banque mondiale, le Sénégal est le quatrième pays africain subsaharien récepteur de flux financiers officiels en provenance de ses ressortissants résidant à l'étranger, derrière le Nigeria,

le Soudan et le Kenya (Banque Mondiale, 2017). Cette importance numérique des transferts venant de l'extérieur montre que « beaucoup de localités du pays, surtout celles les plus exposées aux vulnérabilités environnementales, dépendent des transferts des migrants pour financer les besoins de base des ménages et certaines initiatives socio-économiques »¹. De l'avis de Serigne Mansour Tall, « le centre ouest du pays est pourvoyeur de migrants, et dans le vieux bassin arachidier les modes de vie ruraux dépendent de plus en plus des transferts » (3). La région de Louga où se trouve la commune de Niomré, notre site de recherche, est incluse dans ce vieux bassin arachidier ainsi que les régions de Diourbel, du Sine-Saloum et de Thiès.

La commune de Niomré, avec son fort taux d'urbanisation et de mobilité de ses fils, est touchée, à plus d'un titre, par le phénomène de l'émigration. La population de cette zone compte beaucoup sur les revenus migratoires depuis des années subséquemment à la grande sécheresse des années 70 qui a ravagé le Sénégal et plus particulièrement cette partie jouxtant la Mauritanie. Ainsi, « de nombreux travaux empiriques ont montré qu'il existe un lien fort entre les TFM et les chocs subis par les familles de migrants dans leur pays d'origine, tels que des chocs agricoles comme une sécheresse » (Lucas et Stark, 1985 ; Azam et Gubert, 2005). Les effets de la sécheresse additionnés à la « crise qui s'est installée au Sénégal, au début des années quatre-vingts, provoquant de très amples déséquilibres financiers et l'instauration de vastes programmes d'ajustement et de restructuration dans les secteurs décisifs de l'activité (...) » (Kassé, 1990,7), exigent un élan politique avec une stratégie de développement efficace pour rattraper le retard économique. Le Sénégal s'est donc lancé dans cette politique d'ajustement structurel pour apporter des solutions efficaces afin de corriger ses échecs dans les secteurs clés de développement.

Malgré cet effort politique à l'échelle nationale, destiné à renforcer le secteur public, la pauvreté continue de s'étendre surtout en milieu rural où l'émigration devenait de plus en plus pratiquée. La propension à l'émigration dans la commune de Niomré est motivée par le déclin du secteur de l'agriculture handicapé depuis la sécheresse. En conséquence, les populations de cette localité, qui ne comptaient que sur l'agriculture pour subvenir à leurs besoins élémentaires, étaient exposées à la vulnérabilité. Face à la persistance de la pauvreté, le Sénégal s'est vu obligé de reconsidérer sa politique de développement en prenant en compte cette fois-ci la dimension locale à travers la décentralisation. C'est ainsi qu'apparaît un défi de développement local associé aux politiques de décentralisation.

¹ Pour plus d'informations aller sur <https://www.iedafrique.org/Senegal-transferts-des-migrants-dynamique-entrepreneuriale-et-resilience-au.html> (consulté le 30-10-20)

En principe, « la décentralisation ainsi envisagée de façon globale conduit à un État qui ne fait plus tout mais qui fait faire, par d'autres que lui, les activités pour lesquelles ils sont mieux placés et mieux outillés » (Ligneau, 1990, 160). Autrement dit, cette initiative politique encadre un nouveau mode de développement qui se base sur une approche intégrative et participative. Et ce, à travers un transfert de compétences aux collectivités territoriales suivant trois réformes en 1972, en 1996 et, enfin, en 2013 avec l'acte III de la décentralisation. L'État du Sénégal a ainsi exprimé, à travers cette politique, un besoin d'améliorer les conditions de vie des populations locales.

Cependant, il faut dire que la décentralisation est loin d'être une panacée car les compétences transférées ne sont pas accompagnées de moyens suffisants pour une gestion effective. Cela revient à dire que « malgré les progrès et acquis enregistrés, beaucoup de faiblesses et de contraintes pèsent encore sur la mise en œuvre de la politique de décentralisation » (*Code général des collectivités locales*, 2013, 1). Par conséquent, « les collectivités territoriales dans cette logique de responsabilité sont obligées, en dehors des fonds de dotation attribués par l'État, de chercher des moyens additionnels » (Maréna, 2019, 14). S'il s'agit d'un défi pour les collectivités locales, elles doivent s'assurer que « personne ne soit laissée pour compte » (*Rapport final du pays-Sénégal*, 2007, 4), y compris les émigrés. Ils doivent être impliqués ainsi qu'à leurs potentialités dans la mobilisation des ressources pour le financement du développement local dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations à la base.

De même, les émigrés de la commune de Niomré semblent avoir le même objectif vis-à-vis de leurs familles, c'est-à-dire améliorer leurs conditions de vie. Et, c'est pour cette raison qu'il est important de les impliquer dans le processus de développement local pour mieux répondre aux exigences de la décentralisation qui implique également l'action des migrants. Ce qui pousse Foly Ananou à dire que « personne n'aime quitter son chez soi pour des terres inconnues. L'émigration s'impose lorsqu'on veut contribuer à un meilleur avenir pour sa famille, sa communauté ou son pays » (2013).

C'est dans le cadre d'une telle orientation et en cohérence avec les politiques de décentralisation que s'inscrit cette étude. L'objectif est d'analyser la contribution des émigrés par transferts de fonds sur le développement local de Niomré. Cela étant, le contexte de la décentralisation du Sénégal va servir de cadre d'observation et d'évaluation du rôle de l'émigration et des émigrés de Niomré dans son processus de développement local à travers les fonds envoyés individuellement et collectivement. Ce qui implique une nécessité de s'intéresser

à ces revenus issus de l'émigration même s'ils ont un caractère privé parce qu'étant des ressources potentielles sur lesquelles les ménages portent plus leur espoir de survie. Cette situation fait imaginer que la promotion du développement local de Niomré ne peut pas se faire sans l'intégration des émigrés dans le plan de développement et l'optimisation des transferts de fonds dans la mobilisation des ressources qui est une nécessité au regard des politiques de décentralisation.

Aujourd'hui, il s'avère important de s'interroger sur la véritable contribution des revenus issus de l'émigration au développement socio-économique local de Niomré. Autrement dit, la question centrale à laquelle veut répondre cette étude est la suivante : Quelle est l'effet de la contribution par transferts de fonds des émigrés sur le développement local de Niomré ?

A cette question principale, se rattachent des questions secondaires :

- De quelle manière les transferts de fonds affectent le bien-être des ménages ?
- Les affectations de ces transferts sont-elles profitables à toute la communauté ?
- Existe-t-il des rapports de collaboration entre les autorités locales et les associations d'émigrés dans une dynamique de développement local ?

1.2. Justification

D'une part, le choix de notre sujet se justifie par l'intérêt croissant porté sur les transferts de fonds du fait de leur évolution grandissante et par le débat mitigé sur le rapport entre migration et développement, d'autre part. Il est également motivé par la rareté des études sur cette zone où le phénomène de l'émigration devient une réalité préoccupante. Cela va sans dire qu'une recherche approfondie dans ce domaine aiderait à déterminer le rôle et l'effet de l'action des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré. Pour ce faire, les avantages de l'émigration et les politiques de décentralisation pour la promotion du développement local serviront de repères pour atteindre l'objectif de cette étude.

De même, le choix de Niomré comme terrain d'étude cadre bien le sujet d'autant plus qu'il est constaté une importance numérique d'émigrés dans cette zone. Ainsi, le choix de notre site de recherche s'explique également par l'absence d'une politique migratoire et des initiatives pouvant encourager les actions individuelle et collective des émigrés en termes d'investissement et d'implication dans le processus de développement. Aussi, les résultats actuels de la politique de décentralisation ne sont pas satisfaisants selon le maire² de Niomré qui constate un manque d'accompagnement en insistant sur l'insuffisance des dotations de

² Cette précision a été faite par le maire de Niomré M. Pape Lo lors de notre entretien réalisé le 19 Août 2019

l'État et la déficience du recouvrement des impôts et taxes. C'est ce que Bachir Kanouté, coordonnateur Enda Ecopop, a voulu expliquer en ces termes :

Si vous regardez au Sénégal, il y a des compétences qui sont transférées, mais quand vous discutez avec les acteurs locaux ou quand vous analysez ce que l'État fait, on se rend compte que le transfert des compétences ne se fait pas concomitamment avec le transfert des ressources financières³.

En conséquence, nous engageons cette étude de recherche sur les transferts de fonds des émigrés de Niomré. Ces derniers sont un potentiel de développement à ne pas négliger, même s'ils ne sont pas des ressources pouvant à elles seules financer le développement local de Niomré. Cette hypothèse est soutenue par Isle Pinto-Doberning pour qui, « [...] il est indispensable d'avoir une perspective réaliste quant aux avantages potentiels de la migration sur le développement et d'en comprendre les limites » (2005, 290). En d'autres termes, « il faut reconnaître que les ressources des migrants ne représentent pas un mode de développement économique, mais bien un apport à ce processus » (Doberning, 2005, 290).

En dehors de ces aspects relatifs à l'importance des transferts de fonds et leur rôle dans le développement local, le choix du sujet est aussi motivé par d'autres raisons. Il s'agit, entre autres, d'un choix relatif à notre projet de carrière professionnelle. En réalité, travailler sur les transferts de fonds va nous permettre de se pencher sur d'autres aspects concernant le rapport entre la migration et le développement local.

1.3. Pertinence du sujet

La mobilité internationale a toujours fait l'objet d'un débat autour duquel deux catégories de pays se confrontent pour des intérêts différents. Il s'agit des pays d'émigration dont la position est d'en profiter pour optimiser les retombées et ceux d'immigration qui y gagnent de la main-d'œuvre.

Par contre, c'est au début des années 90 que les enjeux migratoires occupent une grande place dans l'agenda des chercheurs, cette fois-ci sous un angle plus socio-économique que juridique, en relation avec les questions de développement. Ainsi, les transferts de fonds des migrants dans leur pays d'origine sont devenus, en l'espace de quelques années, l'objet de débats approfondis.

Aujourd'hui, ces transferts financiers et, plus généralement, les relations entre migration et développement sont au cœur de l'action de certaines institutions et organisations internationales comme la BM et l'Organisation Internationale de la Migration (OIM). Par

³<http://www.senterritoires.com/decentralisation-au-senegal-les-collectivites-territoriales-prisonnieres-de-tares-congenitales/> (consulté é--1262019)

exemple, la BM et le FMI publient des statistiques sur ces flux financiers. Elles sont ventilées par région, par pays et publiées dans différents rapports tels que celui intitulé « *Migration and Remittances Factbook* » de la BM.

Dans le même sens, elles ont longtemps contribué au développement de la recherche scientifique sur les transferts de fonds et leurs effets sur le développement. En effet, la BM leur a consacré un rapport entier, intitulé *Economic Implications of Remittances and Migration* (Dilip, 2006). Ce rapport a pour objectif de comprendre la dynamique des transferts de fonds et les facteurs qui déterminent leur volume et leur direction. Il cherche également à analyser leur effet macroéconomique et microéconomique sur la pauvreté, la consommation, les inégalités, les investissements, etc., et d'étudier la manière dont les politiques devraient traiter les transferts de fonds afin d'améliorer leurs effets sur le développement. Bien plus, elle a placé ces transferts au cœur des débats sur le rapport entre la migration et le développement et en a fait un instrument des politiques publiques, dignes d'attention de la part des gouvernements et des experts en développement (Banque Mondiale, 2005).

1.4. Intérêt du sujet

L'ampleur des transferts financiers des migrants et l'implication de tous les États du monde font naître le Discours International sur la Migration (DIM). Ce discours montre l'importance des recherches sur les transferts de fonds des migrants à travers une fédération des préoccupations des États de destination et ceux d'origine. Si le champ de recherche sur les transferts de fonds intéresse plusieurs acteurs, c'est parce que ces derniers représentent aujourd'hui le triple de l'Aide Publique au Développement (APD)⁴ accordé aux pays à faible revenu. Ils constituent en même temps la deuxième source de financement extérieur pour les pays en développement (PED) après l'Investissement Direct Étranger⁵ (IDE). Selon la Banque mondiale (2016), le volume des envois de fonds des migrants vers les pays en développement est estimé à 429 milliards de dollars (américain). Dans le cas des pays africains, les transferts des migrants constituent la première source de financement se situant en première position devant les IDE et l'aide publique au développement (APD) (Oumansour Nor-eddine, Mohamed Azeroual, Sarra Bahiz, 2019). L'importance d'étudier les envois de fonds des émigrés réside

⁴ L'aide publique au développement (APD) est définie par l'Insee comme l'ensemble des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics aux pays figurant sur la liste des bénéficiaires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

⁵ Le manuel de la balance des paiements du FMI définit l'investissement direct étranger comme les investissements effectués dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur.

dans le fait qu'ils ont la particularité d'être plus stables et moins volatiles que les IDE et les APD.

Au Sénégal, les transferts de fonds des émigrés sont devenus un enjeu socio-économique dans la mesure où ils représentent une part significative des ressources du pays et constituent une manne financière importante pour les ménages des émigrés. Ici, il s'agit d'un enjeu de taille si l'on cherche à obtenir un effet plus significatif et plus durable des retombées de l'émigration sur le développement. C'est la raison pour laquelle, l'État du Sénégal, en collaboration avec certaines ONG, a pris des engagements allant dans ce sens. Parmi ces engagements, nous en retenons deux qui correspondent à cette politique d'optimisation de l'effet des transferts de fonds sur le développement du pays, en général. Il s'agit :

- De la création d'un Ministère des Sénégalais de l'extérieur. Sa mission est d'insérer les migrants dans les différents secteurs de création de richesses et d'inciter les émigrés à investir dans les différents secteurs d'activités. Elle consiste aussi à les impliquer dans la politique de développement des collectivités locales et de permettre aux cadres de contribuer au développement économique et social ;
- Le Groupe de Recherche pour le Développement (GRDR) a initié, dans le cadre de ses activités, le programme d'appui aux initiatives de développement local au Sénégal (PAIDEL) et le programme de promotion de l'implication des migrants dans le développement de leurs villages d'origine (PIMDERO) en France⁶.

Bien que les États centraux et les organisations internationales aient accordé beaucoup d'intérêts aux transferts de fonds et leurs effets sur le développement, les collectivités locales n'ont pas pour autant accordé la même attention à cette manne financière. Étant donné la croissance et le rôle déterminant des revenus migratoires, l'examen du rapport entre migration et développement devient un défi à relever pour les collectivités locales. Ainsi, la qualité et l'efficacité des interventions des collectivités locales en matière de migration et de développement sont étroitement liées au processus de décentralisation politique et administrative.

⁶ PAIDEL : Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local - PIMDERO : Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leurs Régions d'Origine. Ces deux programmes sont financés en partie par le Ministère des Affaires Étrangères français et par des collectivités (Ile de France, Conseil Général Seine Saint-Denis) et par le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement (CCFD). (www.grdr.org.)

Or, il semblerait que certaines collectivités locales ne sont pas prêtes à s'engager sur cette voie, puisqu'il s'agit d'un nouveau champ d'action qui exige une nouvelle approche du développement local, ainsi que des innovations dans la recherche.

Concrètement, l'intérêt du sujet porte sur trois points. D'abord, il y a un intérêt sur le plan politique qui, se matérialise par la prise de conscience des autorités locales sur ce nouveau défi consistant à se lancer dans la gestion locale de la migration. Ensuite, il y a un intérêt sur le plan social se traduisant par la possibilité des ménages bénéficiaires et des émigrés de comprendre le rôle important des transferts de fonds dans l'amélioration de leurs conditions de vie en particulier et dans le développement de leur localité en général. Enfin, il y a un intérêt sur le plan académique en ce sens que cette étude contribuera au développement de la recherche concernant le rapport entre émigration et développement local au Sénégal.

2. Les objectifs et hypothèses de l'étude

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectif principal

L'objectif général poursuivi dans le cadre de ce mémoire est d'analyser à partir d'une étude empirique l'effet de la contribution des émigrés à travers les transferts de fonds sur le développement socio-économique local de la commune de Niomré.

2.1.2. Objectifs secondaires

Plus spécifiquement, les objectifs de cette étude seront :

- D'examiner les initiatives individuelles ou collectives des émigrés pouvant affecter le développement de la commune de Niomré ;
- De faire une analogie des relations entre les associations d'émigrés et la collectivité locale dans une dynamique de développement local ;
- D'évaluer la dimension contributive des transferts de fonds dans la mobilisation des ressources pour le financement du développement local.

2.2. Les hypothèses de travail

En référence aux questions et objectifs de notre recherche, nous posons un certain nombre d'hypothèses.

2.2.1. Hypothèse principale

L'hypothèse centrale qui sous-tend cette étude est que les revenus migratoires contribuent considérablement à l'amélioration des conditions de vie des ménages et, dans un sens plus large, constituent un éventuel potentiel pour développement pour la Commune de Niomré.

2.2.2. Hypothèses secondaires (HS)

En lien avec les questions spécifiques, trois hypothèses secondaires sont établies :

- Les transferts de fonds effectués par les émigrés augmentent le pouvoir d'achat des ménages et changent leur mode de vie ;
- La population de la commune de Niomré, malgré l'absence de l'Etat, bénéficie d'un certain nombre d'infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social ;
- Dans la commune de Niomré, les rapports de collaboration dans une dynamique de développement local entre les autorités locales et les émigrés sont faibles voire inexistantes.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'élaboration du thème d'étude

Thème de l'étude : Émigration et développement local		
Sujet : La contribution par transferts de fonds des émigrés au développement local de la commune de Niomré		
Questions de recherche	Objectifs	Hypothèses
<p>Question centrale : Quelle est la contribution par transferts des émigrés sur le développement local de Niomré ?</p> <p>Question spécifique 1 : Comment ces transferts de fonds affectent-ils le bien-être des ménages ?</p> <p>Question spécifique 2 : Les affectations de ces transferts sont-elles profitables à toute la population ?</p> <p>Question spécifique 3 : Existe-t-il des rapports de collaboration entre les autorités locales et les</p>	<p>Objectif général : Analyser à partir d'une étude empirique l'effet des revenus issus de l'émigration sous tous les angles sur le développement socio-économique local de la commune de Niomré.</p> <p>Objectif spécifique 1 : Examiner les initiatives individuelles ou collectives des émigrés pouvant affecter le développement local de la commune de Niomré ;</p> <p>Objectif spécifique 2 : Faire une analogie des relations entre les émigrés notamment les associations et la collectivité locale dans une</p>	<p>Hypothèse centrale : Les revenus migratoires contribuent considérablement à l'amélioration des conditions de vie des ménages et dans un sens plus large constituent un potentiel de développement local pour la commune de Niomré.</p> <p>Hypothèse secondaire 1 : Les transferts de fonds effectués par les émigrés augmentent le pouvoir d'achat des</p>

<p>associations d'émigrés dans une dynamique de développement local ?</p>	<p>dynamique de développement local ;</p> <p>Objectif spécifique 3 :</p> <p>Évaluer la dimension contributive des transferts de fonds dans la mobilisation des ressources pour le financement du développement local.</p>	<p>ménages et améliorent le bien-être des récepteurs.</p> <p>Hypothèse secondaire 2 : La population de la commune de Niomré, malgré l'absence de l'État bénéficie d'un certain nombre d'infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social.</p> <p>Hypothèse secondaire 3 : Dans la commune de Niomré, les rapports de collaboration dans une dynamique de développement local entre les autorités locales et les émigrés sont faibles voire même inexistants.</p>
---	--	--

Bref, pour poursuivre notre réflexion sur les transferts de fonds et atteindre l'objectif de cette étude, il est important de prendre en compte le champ de recherche global qui est composé de beaucoup de chercheurs de différentes disciplines. Notre contribution en tant qu'étudiant évoluant dans le domaine des Sciences Humaines est justifiée par Papa Demba Fall, pour qui :

Dans l'entendement de nombreux interlocuteurs au premier rang desquels figurent quelques collègues, la migration serait un champ d'étude réservé aux sociologues, anthropologues et autres spécialités des sciences sociales...Il leur paraît bizarre que des chercheurs en sciences humaines s'intéressent à la question, un géographe en l'occurrence (2016, 18).

De tels propos laissent croire que la migration internationale constitue un champ de recherche qui concerne tous les chercheurs quel que soit leur domaine. Notre contribution dans

ce domaine de recherche est non seulement soutenue par notre parcours en sciences humaines et sociales mais aussi par notre spécialité qui comporte deux branches (développement local et coopération internationale) qui sont intrinsèquement liées à la migration internationale.

3. Revue de la littérature

L'importance du phénomène migratoire est réelle et sa dimension économique et sociale mérite d'être étudiée notamment sous l'angle du rapport entre migration et développement. C'est un enjeu essentiel qui occupe une place déterminante dans les politiques de développement. Il nourrit, en même temps, des positions diversifiées surtout en ce qui concerne l'effet des revenus migratoires. Dans les années 80, l'augmentation grandissante des transferts de fonds a poussé de nombreux auteurs comme Lucas (1985) et Borjas (1987) à étudier leurs déterminants et leurs effets.

En réalité, la littérature sur les transferts de fonds est issue de celle axée sur la migration. La révision de cette dernière met en évidence, depuis ces trente dernières années, un changement dans la perception des effets de la migration sur le développement local. Dans les années 70, l'ensemble des études sur la migration mettaient l'accent sur les effets perturbateurs causés par la mobilité et la faiblesse de l'incidence des retombées sur le développement des pays d'origine.

Cependant, dans les années 80, de nouvelles études ont été faites pour démontrer que les transferts de fonds ont été sous-estimés. Pour arriver à faire cette démonstration, ces études sont parties de l'idée selon laquelle la migration joue un rôle important dans la sécurisation des conditions de vie des ménages et mettent en exergue les possibilités de développement qui en découlent. Ainsi, des études de cas ont montré que les transferts de fonds des migrants peuvent avoir des effets parfois importants sur le développement local.

Ainsi, la littérature proposée dans le cadre de ce mémoire se donne comme objectif de présenter quelques-unes des principales études empiriques menées et débouchant sur les motifs ou déterminants, les utilisations et les effets des transferts de fonds. De ce tour d'horizon de la littérature consacrée aux transferts de fonds et à leurs conséquences sur le développement, notamment sur les zones de départ, deux approches ont été retenues. Il s'agit d'une part, de l'approche macroéconomique et celle microéconomique, d'autre part.

3.1. L'approche macroéconomique

Sur le plan macro-économique, les études sur les effets des transferts de fonds dans les pays récipiendaires ont abouti à des résultats mitigés. En effet, l'effet des transferts de fonds au niveau national est multiforme. Autrement dit, certains considèrent que l'effet des revenus

migratoires sur le développement des pays bénéficiaires est positif au moment où d'autres le voient comme négatif.

Les chercheurs qui prônent l'idée d'un effet positif sur le développement des pays d'origine fondent leur analyse sur le rapport entre les transferts de fonds, l'investissement, le capital humain et la consommation des ménages. Par exemple, les auteurs comme Ratha (2003) et Brown (1994) estiment que les transferts des migrants ont un effet positif direct ou indirect sur le développement des pays récepteurs lorsqu'ils sont destinés à financer des investissements productifs.

Rapoport et Docquier (2005) précisent que ces investissements productifs sont particulièrement liés à des dépenses d'éducation et de santé. Si les transferts de fonds sont utilisés pour financer des dépenses d'éducation et de santé, ils provoquent, dans ce cas, un effet positif sur l'accumulation du capital humain. Ainsi, selon Adams (2004) et Docquier *et al.* (2011), cet effet peut affecter la croissance économique à long terme et réduire la pauvreté.

Par ailleurs, Adams et Page (2005) considèrent que les transferts de fonds agissent positivement sur la balance des paiements grâce à leurs implications directes dans l'investissement du capital et physique ainsi qu'à leurs effets indirects sur la consommation. Pour renforcer cette hypothèse, Nikas et King (2005) pensent que l'argent envoyé par les migrants représente des entrées de devises étrangères qui permettent d'équilibrer la balance des paiements si l'épargne destinée à financer les investissements est insuffisante et que les biens sont importés.

Selon Aggrawal *et al.* (2006), l'effet positif des transferts de fonds des migrants sur les pays d'origine est noté dans le développement des institutions financières par lesquels ils passent. Ainsi, selon Giuliano et Ruiz-Arranz (2005), les transferts de fonds jouent un rôle déterminant en ce qui concerne l'atténuation des dettes et contraintes de crédits individuels dans les pays où le système financier est faible.

De l'avis de Stahl et Arnold (1986), l'affectation des transferts de fonds dans le poste de consommation peut provoquer un effet multiplicateur susceptible d'affecter positivement la croissance

Cependant, malgré l'effort de ces auteurs précités qui, cherchent à montrer l'effet positif des transferts de fonds sur le développement au niveau national, d'autres viennent à leur tour pour s'opposer à ce point de vue. Pour montrer leur pessimisme vis-à-vis de l'effet des transferts de fonds, El Hamma (2007), Chami *et al.* (2005) trouvent que les envois de fonds réduisent les efforts de travail des ménages bénéficiaires. C'est-à-dire que la réception de cette manne

financière peut créer des aléas moraux comme le soutiennent Khan et Islam (2013) qui en détermine une diminution de la compétitivité d'un pays. Ce qui est communément appelé « le syndrome hollandais ».⁷

Azam et Gubert (2005) jugent négatif l'effet des transferts de fonds sur le développement des pays récepteurs. D'après les résultats de leur étude empirique, ils admettent que les envois de fonds des migrants augmentent la demande de biens importés au détriment des biens locaux. Ce qui fait qu'ils n'ont pas d'effets multiplicateurs sur l'économie. L'accroissement de la demande de biens importés augmente, selon Amadou (2005), le coût de la vie et une baisse pouvoir d'achat des populations.

Binford ; Chami *et al* (2003) abondent dans le même sens en considérant l'effet sous l'angle de la dépendance des ménages bénéficiaires vis-à-vis des transferts de fonds. Bien plus, ils soutiennent que les transferts incitent les personnes en âge de travail à l'émigration et provoquent une réduction de l'offre de travail dans les pays d'origine.

Non loin de ces différents points de vue sur l'analyse de l'effet des transferts de fonds sur le développement au niveau macroéconomique, deux grands courants s'opposent également. Il s'agit du courant d'analyse « *développementaliste* » et celui « *pessimiste* ».

3.1.1. Courant d'analyse « développementaliste »

Eu égard aux études de Taylor (1999) menées dans le cadre de la Nouvelle Économie du Travail (NEMT), des résultats ont assigné une valeur potentielle de développement aux transferts de fonds. Cette théorie développementaliste évoque, dans un premier temps, la décision d'émigrer qui représente une stratégie de maximisation du revenu pour les ménages. Ici, les transferts de fonds servent de moyens financiers pour créer de nouvelles activités pouvant permettre aux ménages de diversifier leur revenu et de faire face aux aléas de la vie. C'est ainsi que les travaux de Lucas et Stark (1985) ; Azam et Gubert (2005) montrent le lien qui existe entre les envois de fonds des migrants et les chocs subis comme la sécheresse. En effet, les transferts de fonds augmentent dans des situations pareilles.

Dans un deuxième temps, Taylor (1999) considère les transferts de fonds comme une « dynamique de développement ». Dans ce cas, les transferts permettent aux ménages de faire à des contraintes de production et d'investissement. De son point de vue, cette dynamique de développement prône un effet des transferts financiers sur l'investissement et la production

⁷ La théorie du syndrome hollandais est associée à une appréciation du taux de change suite à une entrée massive des capitaux étrangers. Cette théorie a été formulée au départ pour les pays développés, notamment à partir de la découverte du gaz en Hollande dans les années 50.

du pays. Woodruff (2005) fait partie de ceux qui ont testé cette hypothèse sur les effets des remises sur la création et le financement de petites et moyennes entreprises à Mexico.

3.1.2. Le courant d'analyse « pessimiste »

D'après Reichert (1982) et Wiest (1984), les transferts des migrants ont un effet négatif sur les économies d'origine. Ils considèrent que l'effet négatif se justifie par une spécialisation de certains pays à l'export de migrants. Ce qui entraîne le « syndrome hollandais ». Certains travaux comme ceux de N. Ruiz (2008) sur les Philippines confirment cette thèse en démontrant le poids de l'émigration dans la structuration de la société et du système éducatif.

L'une des théories pionnières du courant « pessimiste » est, selon Taylor *et al.* (1996) ; Durand et Massey (1992) une consommation de l'argent envoyé par les migrants au détriment d'un investissement productif.

Cependant, Taylor (2005) signale que la définition de l'investissement productif est restreinte du moment qu'elle n'inclut pas les dépenses d'éducation. C'est pour cette raison que ces auteurs soutiennent un effet négatif des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine.

3.2.Synthèse de l'approche macroéconomique et critique littéraire

3.2.1. Synthèse de l'approche macroéconomique

D'après cette littérature consacrée à l'effet des transferts de fonds au niveau national, les aspects abordés portent essentiellement sur les dépenses de consommation et d'investissement. Autrement dit, cette approche mesure l'effet des transferts de fonds sous l'angle des utilisations qui en sont faites en termes de dépenses de consommation et d'investissement.

En revanche, l'idée la plus répandue est celle qui corrobore une concentration de l'utilisation de ces revenus pour la satisfaction des dépenses de consommation plutôt que pour les dépenses d'investissement. En effet, selon Haas (2007), le scepticisme exprimé sur la question de l'effet des transferts de fonds viendrait de l'idée selon laquelle ils sont rarement investis dans des entreprises productives. Au contraire, ils sont orientés soit dans la consommation soit dans les investissements improductifs.

De ce point de vue, l'approche macroéconomique se focalise sur des analyses qui présentent comme négatif l'utilisation des transferts de fonds pour la consommation et positif quand ils sont destinés à l'investissement productif. Force est de reconnaître que les tenants de l'approche macroéconomique justifient leur position en soutenant que l'effet des revenus

migratoires sur le développement des pays récipiendaires dépend de la manière dont ils sont dépensés.

3.2.2. Revenu critique de la littérature

L'examen de la littérature consacrée à l'analyse des transferts de fonds au niveau macroéconomique fait apparaître naturellement un certain nombre de lacunes. En fait, l'ensemble des études réalisées au niveau macroéconomique regroupe un grand nombre de pays. Cela veut dire que certains aspects comme la concentration des émigrés sur une communauté, ne sont pas bien pris en compte. C'est ce que Rosa Titouche Haddadi essaie de montrer en soutenant que

L'impact des transferts des émigrés sur les secteurs productifs semble aussi s'accroître lorsqu'il est boosté par un facteur accélérateur tel que la concentration sur une région, c'est le cas pour la région de Kayes au Mali, région d'origine de la majorité des maliens en France (Haddadi, 2013, 121-146).

Aussi, les méthodes d'analyse de l'effet des transferts de fonds au niveau macroéconomique semblent moins réalistes d'autant plus qu'elles ne touchent pas certains faits comme la situation des ménages bénéficiaires avant la réception de ces revenus. Nous remettons également en cause la thèse selon laquelle les transferts de fonds sont plus orientés vers des dépenses de consommation que vers des dépenses d'investissements productifs. Les résultats de nos enquêtes ont permis de savoir que les efforts d'investissement des émigrés dans le domaine d'adduction d'eau sont productifs en ce sens qu'ils participent à l'amélioration de la santé des individus. Ce type d'investissement ne doit pas être négligé dans la mesure où on ne peut parler de développement sans la santé. C'est le développement humain du producteur qui détermine dans bien des cas le volume et les caractéristiques de son produit.

Au-delà de ces quelques lacunes, il semble aussi moins pertinent de travailler sur des pays qui présentent tous des caractéristiques et réalités différentes et d'en déduire des conclusions générales. Le manque de spécificité dans cette approche nous amène à remettre en cause certaines conclusions sur l'effet des transferts de fonds. De surcroît, il semble moins prudent de considérer les transferts de fonds comme un substitut à de solides politiques macroéconomiques car ces revenus ont un caractère privé dès lors qu'ils appartiennent aux migrants. Il serait beaucoup plus raisonnable de les tester au niveau microéconomique qui, prend mieux en compte les communautés où il y a une concentration d'émigrés pour étudier leur vrai effet.

4. L'approche microéconomique

L'approche microéconomique s'intéresse tout d'abord à l'échelle le plus petit qui est le ménage. La littérature consacrée à l'analyse de l'effet des envois de fonds sur les ménages récipiendaires est abondante. Certains auteurs (Adams et Page, 2003 ; Lachaud, 1999) ont cherché surtout à étudier les liens entre transferts de fonds, pauvreté et inégalités. Leurs travaux ont conclu que ces flux financiers peuvent accroître le revenu des ménages, ce qui se traduit par une baisse de pauvreté au niveau des ménages.

Ensuite, pour appliquer cette approche au niveau local ou communautaire, les auteurs élaborent des modèles formels dont ils testent les hypothèses à partir des données collectées auprès des ménages. C'est à ce niveau de la littérature que les motifs ou déterminants et les utilisations sont évoqués en plus des effets sur le développement local.

Selon Lucas et Stark (1985), les émigrés envoient de l'argent à leur famille par altruisme au moment où Cox et Jiménez (1992) ; Vanwey (2004) et Osili (2007) soutiennent l'idée d'un intérêt personnel. Quant à Ilahi et Jafarey (1999) ; Aggrawal et Horowitz (2002), ils évoquent un contrat implicite d'échange.

Medina et Cordona (2010) ; Salas (2014) mènent des études qui résultent de l'existence d'un effet positif des transferts de fonds sur les dépenses privées de santé et d'éducation. Dans le même sens, Ademan (1996) signale que l'utilisation des transferts de fonds pour la satisfaction des besoins en consommation peut avoir des effets multiplicateurs considérables sur les économies locales en raison des emplois générés et des revenus pouvant réduire la pauvreté.

De l'avis de Stark (1991), les transferts de fonds peuvent permettre aux ménages de pouvoir prendre en charge les dépenses inhérentes à leur activité agricole (achat de semences et d'intrants, etc.). Dans ce contexte, les transferts des migrants peuvent être considérés comme une bouée de sauvetage économique et sociale pour les ménages bénéficiaires. Et ce, lorsqu'ils sont utilisés pour l'achat de biens et de services ou investis dans des projets communautaires ou dans des entreprises exigeantes en main-d'œuvre. Ils profitent aussi à une plus large partie de la population que les personnes qui les reçoivent directement de parents travaillant à l'étranger.

L'effet microéconomique des transferts de fonds se manifeste au niveau des ménages bénéficiaires. En fait, ils ont un effet de court terme sur le bien-être des ménages avant d'influencer le niveau et la redistribution des revenus au niveau de la communauté récipiendaire.

5. Synthèse de l'approche microéconomique et critique littéraire

5.1.1. Synthèse de l'approche microéconomique

L'approche microéconomique est peu développée et repose ses fondements sur les raisons pour lesquelles les émigrés envoient de l'argent. Autrement dit, cette littérature met en exergue les motifs des transferts financiers et leur utilisation.

L'étude microéconomique sur la dimension de l'effet local des transferts laisse entendre que les ménages sont les premiers à bénéficier de ces revenus et que les communautés n'en profitent que lorsqu'ils sont redistribués. Les transferts servent alors à répondre aux besoins de dépenses quotidiennes et donc à améliorer et à maintenir le niveau de vie des ménages (nourriture, santé, logement, éducation des enfants, transports...).

En fin, lorsque nous analysons de manière globale cette littérature, le constat est qu'il est difficile de dégager des conclusions univoques à partir du grand nombre de travaux sur les transferts de fonds. La différence des résultats des études sur ce thème est en fonction de la zone concernée, de la période, de l'échelle et de la méthode d'analyse.

5.1.2. Revue critique de la littérature

L'approche microéconomique sur l'étude des transferts de fonds n'est pas sans limites, car ayant légèrement développé certains aspects qui contribuent également à rendre plus pertinentes les analyses sur leurs vrais effets au niveau local. La lacune constatée dans cette approche provient de l'idée selon laquelle les transferts de fonds profitent à priori les ménages avant d'affecter les conditions de vie et le bien-être de la communauté. Cette idée n'exclut pas la production d'effets positifs par les transferts de fonds sur le niveau de vie des communautés dans lesquelles sont ces ménages récipiendaires.

Ainsi, l'aspect qui n'est pas bien pris en compte dans cette littérature est la capacité des transferts de fonds à avoir des effets sur la communauté toute entière. Pour aboutir à des conclusions importantes, il est nécessaire de porter les études sur la redistribution de cette manne financière qui passe nécessairement par les réalisations faites par les émigrés au profit de la communauté. Autrement dit, l'action collective ou individuelle des migrants doit être prise en compte pour mieux appréhender l'effet des transferts de fonds sur le développement local. Cette approche est caractérisée par une analyse économique des transferts de fonds en se focalisant sur l'augmentation du revenu des ménages ainsi que sur leurs motifs et déterminants.

6. Analyse conceptuelle

La définition des concepts clés et connexes de notre sujet revêt une importance capitale dans le cadre de cette étude en ce sens qu'elle permet une bonne compréhension du sujet. Ainsi,

pour les besoins de l'étude, cette rubrique comportera trois sous-parties dans lesquelles les concepts de transferts de fonds, d'émigré et de développement local seront éclairés successivement de même que les concepts connexes.

6.1. Définition des transferts de fonds

Vu leur importance et leurs caractéristiques, les transferts de fonds sont soit formels soit informels. Ils semblent avoir les mêmes caractéristiques que l'émigration qui peut être légale ou clandestine. C'est pourquoi beaucoup d'appellations leur sont associées. Il s'agit de : Remittances, Transferts Financiers, Revenus Migratoires, Remises, Retombées de la migration, etc. Ainsi, la définition des transferts de fonds est du ressort des institutions financières qui contrôlent les flux d'argent entre les migrants et leurs familles résidant dans les pays d'origine. De fait, nous allons évoquer les définitions proposées par le FMI et la Banque Mondiale.

Selon la définition du manuel de la balance des paiements du FMI, les transferts de fonds sont constitués de la « somme des envois de fonds des travailleurs » à l'étranger, de la « rémunération des employés » et des « transferts des migrants » (FMI, 2008). Cependant, la définition des transferts de fonds des migrants, indiquée dans le Manuel de la balance des paiements du FMI, n'inclut que les envois d'argent effectués par des voies officielles. Cependant, en 2009, le FMI redéfinit les transferts de fonds comme étant

Le revenu des ménages issu d'économies étrangères, provenant principalement des mouvements de personnes, temporaires ou permanents, vers ces économies. [...] Ils consistent principalement en flux financiers et non-financiers envoyés ou donnés par des individus qui ont migré dans une nouvelle économie et y sont devenus résidents (FMI, 2009, 272).

Ainsi, selon l'interprétation du FMI, les transferts de fonds sont comptabilisés dans trois différents postes de la balance des paiements :

La rémunération des salariés se compose du montant brut du salaire des travailleurs résidants à l'étranger pendant moins de douze (12) mois, y compris la contre-valeur des avantages en nature ; Les envois de fonds des travailleurs correspondent à la valeur des transferts à destination de leur pays effectués par les travailleurs résidant à l'étranger pendant plus d'un an ; Les transferts de capital des migrants représentent la richesse nette des émigrés qui passent d'un pays à un autre pour y travailler⁸.

⁸ Pour plus d'informations selon les données, voir respectivement la rubrique compte courant : sous-rubrique « rémunération des salariés, crédit », code poste 2310 ; sous-rubrique « envois de fonds des travailleurs, crédit », code poste 2391 ; sous-rubrique « autres secteurs », transfert des migrants, code poste 2431 dans le manuel de la balance des paiements établi par le FMI en 2008.

Les définitions proposées par le FMI sont malgré tout limitées car n'ayant pas pris en compte de façon précise les transferts informels et les transferts en nature qui ont aussi une valeur numéraire. Ainsi, comme les transferts de fonds sont intrinsèquement liés à la migration, les difficultés rencontrées pour définir un migrant se répercutent dès lors qu'il s'agit de mesurer avec précision les envois de fonds.

6.2. Définition de l'émigré

Le concept « émigré » vient du verbe « émigrer » qui lui-même vient du mot latin *emigrare* qui signifie migrer hors de, quitter son pays pour s'établir dans un autre, s'expatrier (*Le petit Larousse*, 2011). Par ailleurs, dans le dictionnaire *Le nouveau petit Robert de la langue Française*, émigrer vient du mot latin *emigrare* qui signifie quitter son pays pour aller s'établir dans un autre, temporairement ou définitivement. Ici, il renvoie à une expatriation pour des raisons politiques ou économiques (2007).

Pour ce qui est maintenant du concept « émigré », il est défini comme une personne qui s'est expatriée pour des raisons politiques, économiques, etc. par rapport à son pays (*Ibid.* 2007). Il est assimilé à d'autres appellations comme exilé et expatrié. Ainsi, selon Serigne Mansour Tall, trois principaux critères permettent généralement de définir l'émigré :

Un critère politique et dynamique : déplacement d'un territoire national vers un autre territoire, donc franchissement de frontière d'État ; Un critère temporel et quantitatif : durée de séjour d'une certaine période dans cet espace considéré comme étranger ; Un critère intentionnel et qualitatif : volonté de s'établir dans un pays d'accueil pour améliorer les conditions de vie par une activité professionnelle ou pour la garantie de libertés fondamentales. Ce critère est peu concret et tangible, il est difficile de mesurer les intentions dissimulées de manière délibérée par les populations (2009, 29).

- Concept connexe : Émigration

Selon Derrau M., « l'émigration est le fait de quitter l'État où l'on vit depuis la naissance ou depuis longtemps pour se rendre dans un autre État avec l'intention de s'y établir de façon durable (temporaire ou définitive) » (1961).

Pierre George quant à lui définit l'émigration, dans le dictionnaire de la géographie édité en 1970, comme le passage d'habitants d'un pays à un autre. Pour lui, l'émigration revêt plusieurs aspects :

Celui des mouvements de main d'œuvre non qualifiée des pays non industrialisés à forte pression démographique vers des pays industriels ralentis du fait de la saturation du marché de travail par suite de la crise générale des économies avancées (émigration légale et clandestine). Celui des réfugiés chassés de leur pays par des troubles politiques, les guerres civiles et les persécutions raciales ou idéologique (cité par Diakhaby, 14-15).

Selon Christian Bouvet et Jacques Martin, l'émigration est « un mouvement caractérisant un ensemble de personne quittant un territoire donné pour s'établir dans un autre » (1992, 44).

Bref, l'émigration peut donc être définie comme une stratégie de survie face aux difficultés économique et sociale que les migrants rencontrent dans leur pays d'origine et qui leur font quitter leur territoire pour chercher des conditions plus favorables.

6.3. Définition du développement local

Apparu dans les années 60, le développement local part d'un principe simple : la mobilisation des potentialités locales (ressources naturelles, sociales, individuelles, etc.) peut orienter les dynamiques socio-économiques.

Depuis 1960, le développement local apparaît comme une démarche novatrice de développement. Cette notion de développement local est donc née en France. En effet, de ce point de vue, sa définition fait l'objet d'une série de propositions du fait que le concept demeure encore peu développé dans la littérature.

Le concept de développement local a certes de multiples définitions, mais il faut reconnaître qu'il est avant tout une dynamique économique et sociale voire culturelle plus ou moins concentrée, impulsée par des acteurs individuels et collectifs sur un terrain donné.

Cette définition peut se joindre à celle qui stipule que le développement local est « un processus qui prend naissance à travers les initiatives des habitants des territoires organisés pour opérer des choix responsables, pour créer une dynamique d'amélioration des conditions de vie, et pour défendre leurs intérêts face au pouvoir public » (Mercoiret, 1994).

Le développement local n'est pas la croissance, c'est un mouvement culturel, économique, social qui tend à augmenter le bien-être d'une société. Il doit commencer au niveau local et se propager au niveau supérieur. Il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire. Il doit être global et multidimensionnel, recomposant ainsi les logiques sectorielles (Mâcon, 1982).

Selon Djibril Diop, le développement local peut être défini comme « un processus par lequel, les initiatives entreprises par un ou plusieurs acteurs institutionnels ou non, pour la valorisation sociale, culturelle, mais surtout économique d'un territoire en vue d'améliorer les conditions d'existence de sa population » (2006, 140).

Selon Christiane Longhi et Jacques Spindler, le développement local c'est « un processus de développement reposant sur une démarche de mobilisation des acteurs d'une zone

géographique donnée désireux de prendre en charge leur avenir autour de projets autonomes » (2000, 3).

Dans le contexte sénégalais et de l'étude également, le développement local peut se définir comme une stratégie de lutte contre la pauvreté à travers une approche participative qui consiste à impliquer tous les acteurs locaux afin de mobiliser les ressources pouvant contribuer à améliorer les conditions de vie. C'est ainsi que Jacques Levy et Michel Lussault le définissent sous l'approche géographique en considérant que c'est « un accroissement des richesses associées à l'amélioration des conditions de vie des populations sur un territoire » (2003, 285).

Relativement à notre étude, la mobilisation des acteurs concerne non seulement la population locale mais aussi la diaspora. C'est pour cette raison que Elong Mbassi définit le développement local comme étant :

La mobilisation des acteurs locaux ou extérieurs pour la mise en valeur des potentialités d'un territoire en même temps que les résultats de cette activité. Ce qui le caractérise, c'est avant tout qu'il intéresse un espace moins grand que le territoire national. Le développement local concerne le jeu de plusieurs acteurs locaux dont les intérêts ne sont pas toujours convergents mais qui trouvent tous avantage à la réalisation du potentiel du territoire auquel ils s'identifient pour y être nés, y résider ou y développer leurs activités (1998).

A la lecture de ces différentes définitions, nous pouvons dire que le développement local est une politique stratégique qui s'opère au niveau le plus bas à travers une mobilisation d'acteurs et de ressources pour l'amélioration des conditions de vie des populations d'une localité.

- **Concept connexe : La décentralisation**

Tout d'abord, Baguenard (J) nous propose une définition du concept décentraliser. Selon lui, « décentraliser, c'est opérer un mouvement contraire à la centralisation. Il s'agit donc d'une démarche seconde, supposant une centralisation préalable, en quelque sorte initiale qu'il faut contrecarrer » (1978, 10).

Au Sénégal, « le processus de décentralisation consiste en deux mouvements : d'une part, redistribuer les compétences du haut vers le bas afin de régler les problèmes au niveau où ils se posent concrètement, d'autre part, d'approcher les citoyens de l'exercice des décisions touchant à leur avenir » (Herzog, 1982). Quant à Demba Sy,

La décentralisation revêt une double signification : politique et technique. Du point de vue technique, la décentralisation répond à un souci de bonne gouvernance. Elle implique de ce fait l'administration des affaires locales par des personnes issues du milieu, se trouvant sur place et étant au courant de la situation de leur localité. Et du point de vue politique, la décentralisation permet de réaliser une percée dans la

démocratie en instaurant une participation des membres de la collectivité aux décisions touchant à leurs intérêts collectifs (1997).

Pour Gilbert Toppe, la décentralisation « consiste en un transfert de pouvoirs de l'État vers une personne morale de droit public distincte de lui. Cette dernière dispose d'une autonomie plus ou moins grande, selon le degré de décentralisation, d'un budget propre, et reste sous le contrôle ou le suivi de l'État, autorité de tutelle » (2010, 112).

À la lecture de ces différentes définitions de la décentralisation, nous estimons qu'elle est de façon simple un mécanisme d'allègement des pouvoirs et surtout des responsabilités de l'État central qui vise à créer un centre de décision à l'échelle local. Ce mécanisme se matérialise par la responsabilisation des collectivités locales en matière de gestion des compétences transférées sur la base de dotations de fonds faites par l'État central.

Conclusion partielle

En résumé, l'intérêt du cadre théorique est non seulement de déterminer la place du sujet dans le champ de la recherche, mais aussi de faciliter la compréhension du thème d'étude. De fait, ce chapitre a permis de ressortir le lien entre le sujet, la zone d'étude et le thème du développement local. Ce lien s'est matérialisé par la détermination de la problématique liée à l'apport des émigrés au développement de la commune de Niomré.

Toutefois, l'étude théorique a abouti à une conciliation des concepts du sujet et à leur élucidation. L'aspect théorique du sujet développé dans ce chapitre exige, cependant, une conception méthodologique pour assurer son applicabilité dans la zone d'étude afin de parvenir à des résultats.

Chapitre 2 : Cadre méthodologique

La réalisation d'un travail scientifique exige, en dehors de l'approche théorique, une méthodologie de recherche qui retrace le cheminement emprunté par le chercheur afin d'obtenir des résultats. Cette méthodologie est constituée d'un ensemble de procédés qui obéissent à une approche aussi bien qualitative que quantitative. Cela étant, ce chapitre sera basé sur la présentation de la méthodologie adoptée dont les composantes sont les suivantes : la recherche documentaire, le processus de collecte des données, l'observation directe et les outils de traitement des données. Les difficultés rencontrées seront aussi abordées à la fin du chapitre.

1. Approche méthodologique

La méthodologie adoptée ici est basée sur plusieurs techniques d'investigation telles que la recherche documentaire, l'élaboration de questionnaires, l'observation, les entretiens avec des personnes ressources et le traitement des données. En effet, appréhender la question centrale de l'étude et atteindre les objectifs requièrent toute une méthodologie basée sur une approche microéconomique d'ordre qualitatif et quantitatif.

Cette approche consiste à faire une analyse comparative des transferts de fonds en menant une enquête sur les ménages qui perçoivent des revenus de la part de leurs parents émigrés et ceux qui n'en perçoivent pas. Cette méthode permettra d'abord d'analyser les effets induits par les revenus migratoires sur les conditions de vie des ménages et enfin sur le développement socio-économique de la communauté de manière générale. Elle permettra également d'examiner la stratégie de développement des ménages qui reçoivent ces revenus et l'effet de ces derniers sur le processus de développement de la commune de Niomré.

2. La recherche documentaire

La recherche documentaire est une étape indispensable et cruciale pour toute étude de recherche. Elle permet de trouver des travaux sur la thématique abordée afin de mieux la cerner et d'en déterminer les aspects qui sont peu ou prou développés. C'est pourquoi nous nous sommes contenté de rassembler des ouvrages généraux ayant trait à notre sujet de recherche pour avoir préalablement une idée claire sur le sujet abordé. Cette phase consiste à faire un travail de lecture qui, à notre sens, est le point de départ de toute recherche scientifique. Elle est indispensable, car elle permet, dans un premier temps, de se renseigner sur l'état d'avancement du sujet traité, ce que Stéphane Beaud et Florence Weber appellent « travail de documentation préalable » (2003).

Ainsi, dans le cadre de notre travail de recherche, cette phase a été d'un apport indispensable. Nous l'avons effectuée, tout d'abord, à la bibliothèque de l'Université Assane Seck pour avoir une vue d'ensemble sur le thème choisi. Pour avoir une connaissance théorique plus large sur le thème et sur la zone d'étude, nous avons poursuivi cette recherche au niveau de quelques institutions et structures locales : la mairie de Niomré, le siège de l'ONG Enda tiers-monde à Niomré, le conseil régional de Louga, la Gouvernance, l'ARD, la MDL et la Direction de la Planification. Ces différentes structures et institutions locales ont permis de savoir non seulement la place de l'émigration dans leurs préoccupations, mais aussi l'importance de son intégration dans le Plan Local de Développement des collectivités locales de la région de Louga. Elles nous ont aussi permis de nous rendre compte de la complexité de l'étude des transferts financiers effectués par les émigrés de la région de Louga malgré leur ampleur. La documentation s'est ensuite prolongée jusqu'à Dakar au niveau des centres de recherche comme la bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), l'Institut Fondamentale Afrique Noire (IFAN) et le CODESRIA.

L'ensemble des documents (ouvrages généraux, mémoires de master, thèses, articles) consultés au niveau de ces centres de recherche a permis de manière générale de partir du rapport entre la migration et le développement pour arriver à sortir un lien très fin entre les transferts financiers des émigrés et le développement de leur localité d'origine. En effet, la plupart des documents consultés abordent le rapport Migration-Développement au niveau macro.

Cependant, ce rapport laisse entendre clairement que les transferts de fonds en constituent l'élément le plus tangible. Voilà comment nous sommes parvenu à déterminer la place du thème de notre étude dans la littérature existante et les travaux réalisés dans ce domaine.

3 Processus de collecte des données

3.1 Les techniques de collecte des données

Les instruments de collecte des données constituent l'ensemble des procédés et techniques utilisés lors de l'étude de terrain pour mettre en œuvre la méthodologie de recherche qui a pour objectif de vérifier les hypothèses. En effet, l'importance de ces outils réside dans leur rôle de fournir des informations tant qualitatives que quantitatives. Il s'agit, entre autres, du questionnaire, de l'échantillonnage, des entretiens, de l'observation directe et du traitement des données.

3.2 Le questionnaire

Le questionnaire établi a été un peu rigide pour la population en raison de la sensibilité du thème abordé. En effet, les questions du revenu et de la taille de la famille restent de nos jours des domaines du tabou pour bon nombre de familles africaines comme le soutient Mamadou Demba Dème⁹.

En revanche, nous avons pris le soin d'élaborer deux types de questionnaires pour s'adresser non seulement aux ménages qui perçoivent les fonds envoyés par les émigrés, mais aussi à ceux qui n'en perçoivent pas. Le premier questionnaire comprend entre autres parties :

- Identification du ménage ;
- Caractéristiques socio-économiques des ménages avec émigré (s) ;
- Revenus migratoires et leurs utilisations.

L'objectif premier visé à travers ce questionnaire est d'avoir des informations quantitatives sur le nombre d'émigré par famille, leur âge, le nombre d'enfants et de personnes à leur charge, la durée de leur séjour, la fréquence de leurs envoies, les montants et d'autres variables pouvant apporter des éléments de réponses précis à notre enquête. Ensuite, ce questionnaire était également destiné à fournir des informations concernant l'incidence de ces revenus sur le niveau de vie des ménages qui les reçoivent.

Par contre, le questionnaire adressé aux ménages non bénéficiaires de revenus migratoires visait à se renseigner sur l'effet de l'absence des revenus migratoires notée au niveau de certains ménages de la même localité. Il était également destiné à fournir des informations par rapport à l'effet de l'argent reçu par les ménages avec émigré (s) sur leurs conditions de vie. Pour ce faire, le questionnaire s'est articulé autour de deux thèmes principaux :

- Identification ;
- Caractéristiques des conditions de vie des ménages sans transferts de fonds.

3.3 Technique d'échantillonnage

L'échantillonnage est le procédé par lequel on détermine à l'intérieur d'une population mère, une portion assez représentative qui sera soumise à une observation. Ainsi, nous avons utilisé la méthode d'échantillonnage en grappes. Cette méthode est adoptée pour réduire les coûts de déplacements et le temps des enquêtes puisque que les villages de la commune de

⁹ Mamadou Demba Dème est titulaire d'un Master en Politiques locales et Développement UFR de Sociologie à l'Université de Rouen, il a été chargé de mission coopération décentralisée à la ville de Mantes la Jolie pendant cinq ans. Il est également l'auteur de deux ouvrages : Rôle des associations de migrants dans la coopération décentralisée : Développement local et coopération décentralisée et Le rôle de l'émigration dans les dynamiques rurales : Les exemples de Goudiry et de Missira (Région de Tambacounda, Sénégal)

Niomré sont un peu éparpillés dans l'espace. Cela nous a amené à diviser la population en grappes. Ces derniers sont des unités géographiques représentées par les 47 villages qui couvrent la population totale et dans lesquels nous avons distingué deux catégories de ménages (ménages avec émigré (s) et ménages sans émigré).

3.3.1 Population mère et choix des villages

La commune de Niomré compte 47 villages et une population de 18 690 hbts. La majeure partie de ces villages sont des Hameaux. Les villages, quelle que soit leur nature, sont tous composés de maisons qui représentent pour chacune d'elles un ménage¹⁰. De fait, la population mère telle que conçue dans le cadre de cette étude est représentée par l'ensemble des ménages qui à leur tour sont considérés comme les unités de l'échantillon. Sur ce, nous avons choisi les villages ayant plus de populations pour mener notre enquête. Il s'agit des villages de Niomré, Pakha Sow, Ndia Gourèye et Tanime.

3.3.2 La taille de l'échantillon

Pour chaque village, nous avons enquêté des ménages ayant un ou des émigrés et d'autres qui n'en ont pas. Le chef de ménage est la personne interrogée. En effet, le chef de ménage peut être un homme ou une femme.

Au total, nous avons enquêté cent (100) ménages dont 55 bénéficiaires de revenus migratoires et 45 non bénéficiaires. Dans le village de Niomré où nous avons démarré l'enquête 25 ménages bénéficiaires des transferts de fonds et 15 non bénéficiaires ont été enquêtés. Pour ceux de Pakha Sow, Ndia Gourèye et Tanime, 10 ménages bénéficiaires de l'argent des émigrés et 10 autres non bénéficiaires ont été enquêtés respectivement¹¹.

¹⁰ Selon Pilon et Vignikin (2006), un ménage est « une personne ou un groupe de personnes, apparentée ou non, qui généralement vivent et prennent leur repas ensemble au sein d'une même unité d'habitation. Dans le contexte de notre étude, on peut considérer le ménage comme un groupe d'individus qui vivent ensemble et mettent en commun tout ou partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels (logement et nourriture en particulier).

https://www.researchgate.net/publication/259999765_Menages_et_familles_en_Afrique_subsaaharienne

¹¹ Le choix des villages (Pakha Sow, Ndia Gourèye et Tanime) est motivé par le fait qu'ils sont les plus peuplés et parmi les plus touchés par le phénomène de l'émigration.

Tableau 2 : Tableau récapitulatif de la taille de l'échantillon

Villages enquêtés	Ménages avec émigré (s)	Ménages sans émigré
Niomré	25	15
Pakha Sow	10	10
Ndia Gourèye	10	10
Tanime	10	10
Total		100

Source : Enquête de terrain, septembre 2019.

3.4 L'enquête exploratoire

Tout au début de nos enquêtes de terrain, nous avons effectué une visite¹² préliminaire pour identifier les personnes ressources afin de fixer des rendez-vous avec elles. Cette visite consistait à faire connaissance avec les autorités locales et à présenter notre projet de recherche pour mieux gagner la confiance de ces dernières et bénéficier de leur soutien indispensable. En ce temps de prise de contact, nous avons eu à discuter avec le maire et son adjoint pour se renseigner sur les points suivants :

- La place de l'émigration dans leurs préoccupations ;
- Leurs attentes vis-à-vis des émigrés ;
- Les aspects à prendre en compte pour réaliser notre étude ;
- Les villages les plus touchés par l'émigration ;
- Leur appréciation sur le sujet de notre recherche.

3.5 Les entretiens

L'entretien, méthode largement utilisée en Sciences humaines et Sociales, présente de nombreux avantages en termes de récolte de données aussi bien qualitatives que quantitatives. Nous l'avons considéré comme un moyen de s'informer sur une situation qu'on maîtrise peu et qui est plus maîtrisée par des individus communément appelés personnes ressources. Au cours de nos enquêtes de terrain, nous nous sommes entretenu avec le maire de la commune (Pape Lô), le représentant de l'ONG Enda tiers monde qui est également un ancien émigré et, en même temps, l'adjoint au maire (Mbarguane Thiam), le représentant des émigrés de Niomré (Demba Lô) et d'autres personnes ayant une expérience sur l'émigration.

Cette étape a permis de situer le niveau de développement et d'application de la décentralisation dans cette zone ainsi qu'à l'importance des enjeux de l'émigration. Également,

¹² Cette visite a fait l'objet d'entretiens réalisés avec M. Pape Lô, Maire de la commune de Niomré et M. Mbarguane Thiam, adjoint au maire, le 20 Août 2019.

les informations recueillies ont abouti à un éclaircissement sur les réalisations faites par les émigrés et, en même temps, sur les attentes de la municipalité en termes d'implication et de collaboration de ces derniers dans une dynamique de développement local. Globalement, les thèmes abordés dans ces guides d'entretien étaient axés sur les points suivants :

- Émigration et décentralisation ;
- Émigration et développement local ;
- Apports et rôle de la collectivité dans les réalisations faites par les émigrés.

4 Observation directe

Joël Guibert et Guy Jumel estiment que :

L'observation est une méthode d'investigation empruntée aux sciences physiques et naturelles, transposées aux sciences humaines et sociales. Elle consiste à recueillir les informations sur les agents sociaux en captant leurs comportements et leurs propos au moment où ils se manifestent. L'observation consiste en un contact direct, sans intermédiaire avec une réalité sociale, elle repose d'abord dans une perspective inductive, sur une sélection de faits singuliers, de phénomènes restreints, le plus souvent perçus comme évidents (1997, 92-93).

Effectivement, notre présence sur le terrain a été aussi un moyen de faire une analyse de l'effet des transferts de fonds sur le développement de Niomré à travers une observation directe. Cette observation consiste à opérer la transformation de la configuration spatiale due aux transferts de fonds et l'existence d'infrastructures sociales réalisées par les émigrés. Cette phase a permis non seulement d'identifier les changements apportés dans la façon de construire les maisons, mais également de voir clairement une recomposition familiale au niveau des ménages. Dans le même sens, notre présence sur le terrain nous a permis d'apercevoir le passage d'un modèle traditionnel du mode de vie des populations vers une modernisation.

L'observation a également facilité le repérage des ménages bénéficiaires de revenus migratoires et des ménages non bénéficiaires. Cette phase est capitale dans le cadre de ce travail dans la mesure où nous cherchons à faire une analyse de l'effet des transferts de fonds qui se manifeste sans doute à travers les transformations spatiale et socioéconomique de la zone d'étude.

5 Saisie et traitement des données

Dans le souci d'avoir des informations fiables et de pouvoir les exploiter, nous avons utilisé un certain nombre d'outils informatiques tout au long de l'étude. Ainsi, nous avons utilisé à deux reprises le logiciel sphinx pour l'élaboration des questionnaires et pour la représentation

statistique et graphique des données. Ensuite, pour la rédaction du mémoire, les logiciels Word et Excel sont également utilisés. Enfin, nous avons utilisé PowerPoint pour procéder à la présentation de notre travail.

6 Difficultés rencontrées et stratégies mises en œuvre

Pour tout travail de recherche, les difficultés sont inévitables. Ainsi, notre chemin dans la recherche et la réalisation de notre étude, était pavé d'obstacles depuis la première jusqu'à la dernière étape. Malgré tout, nous avons su surmonter toutes les difficultés en mettant en œuvre des stratégies afin d'atteindre notre objectif. Parmi les difficultés rencontrées, nous en retenons les suivantes :

6.1 Une documentation lacunaire

Dès le début, nous nous sommes confronté évidemment à quelques aléas de la recherche tels que l'absence d'études spécifiques concernant la contribution par transferts de fonds des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré. Ainsi, pour surmonter ce premier défi, nous nous sommes contenté d'exploiter l'ensemble des travaux de recherche ayant trait à notre sujet afin d'en extraire avec une analyse subtile le lien entre les transferts de fonds et le développement local pour enfin l'appliquer sur la commune de Niomré.

6.2 La réticence des personnes susceptibles à l'enquête

En dehors de la documentation lacunaire sur les transferts de fonds, nous pouvons également signaler d'autres difficultés liées à la réalisation de l'enquête de terrain. En réalité, l'élaboration d'un questionnaire présente toujours une problématique surtout quand il s'agit d'aborder des questions sensibles comme le comptage des membres de la famille et les revenus. Les enquêtés ont manifesté une grande méfiance à notre égard, car nous considérant comme un étranger qui s'intéresse à leurs réalités familiales.

Cependant, pour se confronter à la réalité du milieu, nous avons dû passer par les chefs de villages sous le couvert du maire M. Pape Lô pour être reçu par les ménages ciblés dans chaque lieu. Cette enquête de terrain nous a pris beaucoup de temps parce qu'il fallait expliquer les motifs et objectifs de l'étude en Wolof pour rassurer les enquêtés avant son déroulement. Cela sous-entend que la population cible est caractérisée par un faible taux d'alphabétisation.

6.3 Insuffisance de moyens financiers

Au milieu de notre recherche, nous avons eu des contraintes financières pour supporter entièrement les dépenses inhérentes à la réalisation du mémoire. Cette faiblesse de nos moyens financiers a rendu difficile le déroulement des enquêtes sur le terrain ainsi qu'à la période

consacrée à la recherche documentaire à Dakar. À défaut d'avoir suffisamment d'argent, nous avons fait recours aux différents sites des bibliothèques pour diminuer les charges pour le transport.

6.4 Contrainte de mobilité

Au de-là de ces difficultés précitées, le déplacement pour rallier les différents villages où nous devons effectuer les enquêtes était aussi un problème particulier. Pour se déplacer d'un village à un autre, il n'y a qu'un seul moyen de transport qui a des horaires précis qui ne nous arrangeaient pas. Pour ce faire, nous étions obligé de marcher des Kilomètres et de passer la nuit dans un village pour se rendre dans un autre le lendemain. Cela est dû à l'éparpillement des villages de notre zone d'étude.

6.5 Vol

Au moment de notre recherche documentaire à la bibliothèque de l'UCAD et de l'IFAN, nous avons été victime d'un vol. En effet, notre sac qui contenait un ordinateur, outil de travail indispensable dans la réalisation d'un mémoire, et des documents, nous a été volé. Cette situation compromettante a fait que nous avons accusé beaucoup de retard dans la rédaction de notre mémoire. Si nous mettons l'accent sur cette difficulté, c'est justement pour attirer l'attention des autorités universitaires sur ce phénomène qui pousse certains étudiants à abandonner et qui mérite d'être pris en compte dans le système sécuritaire des universités.

Malgré tout, nous sommes parvenu à rédiger notre mémoire en s'inscrivant à la bibliothèque de la maison de la CEDEAO et au centre culturel de Ziguinchor afin d'avoir accès à leurs ordinateurs.

Conclusion partielle

En fin de compte, le cadre méthodologique renvoie au processus par lequel nous allons procéder pour atteindre l'objectif de départ. La méthode utilisée dévoile la panoplie d'outils et techniques déployés pour trouver préalablement des informations théoriques dans la littérature existante et des données aussi bien qualitatives que quantitatives sur le terrain. Cette méthodologie est appliquée sur la commune de Niomré présentée dans la partie suivante.

**DEUXIÈME PARTIE : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CADRE DE
L'ÉTUDE**

Introduction partielle

La deuxième partie de ce mémoire va porter sur la présentation générale du cadre de l'étude. Cette présentation consistera à déterminer l'ensemble des caractéristiques de la zone dans laquelle l'étude a été réalisée. Il s'agira en effet de déterminer l'ensemble des caractéristiques administrative, géographique, physique, démographique et économique. Pour ce faire, la présentation se fera en deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous procéderons à la présentation générale de la commune de Niomré en nous référant au Plan Local de Développement (2012-2017). Dans le deuxième chapitre, nous présenterons de manière succincte le phénomène de l'émigration dans la commune de Niomré sur la base des informations obtenues durant nos enquêtes de terrain.

Chapitre 1 : Présentation générale de la commune de Niomré

Ce chapitre consacré à la présentation générale ambitionne d'exposer toutes les caractéristiques de la commune de Niomré sur tous les plans. Ainsi, il sera abordé dans cette partie le cadre physique et humain ainsi qu'aux activités économiques.

1. Cadre physique

1.1. Situation géographique

Située dans le département de Louga, la Commune de Niomré couvre une superficie de 230 km², soit 13% de la surface de l'arrondissement de Mbédiene et compte 47 villages. La population totale est estimée à 15 822 habitants soit 7429 Hommes et 8393 Femmes en 2013¹³, soit une densité moyenne de 69 habitants par km². La commune de Niomré est limitée au Nord par la commune de Sakal, au Sud par l'arrondissement de Mbédiene, à l'Est par la commune de Coki et à l'Ouest par la commune de Nguidilé.

Le terroir communautaire forme une large bande orientée du nord au sud avec une légère incursion dans la commune de Coki et la commune de Nguidilé. Le village siège, relié par une route bitumée qui dessert la capitale régionale et Niomré, est presque implanté au centre géographique du terroir. Il exerce ainsi une polarisation de la plupart des villages compris dans son espace et est distant de la ville de Louga de quelques 12 Km. La configuration spatiale de la commune de Niomré s'illustre à travers une disposition particulière des villages répartis en zones.

Tableau 3 : Zonage de la commune de Niomré

Zonage	Village centre	Nombre de villages
Zone 1	Niomré	9 villages
Zone 2	Ndiakhaté	7 villages
Zone 3	Ndouckouk Diagne	10 villages
Zone 4	Tanime	12 villages
Zone 5	Keur Dame	9 villages

Source : PLD, Niomré, 2012-2017

¹³ Pour plus d'informations, aller sur [www.ansd.sn/Projections démographiques 2013-2015](http://www.ansd.sn/Projections_démographiques_2013-2015)

Par ailleurs, le vent dominant est l'harmattan, chaud et sec pendant une période de l'année. La saison sèche qui s'étend de la mi-octobre à la mi-juillet (8mois 1/2) est plus couverte par ces types de vents assez desséchants. La saison pluvieuse s'étend généralement de la mi-juillet à la mi-octobre soit une durée de 3mois et 1/2.

1.4. Les températures

Les températures sont marquées par des écarts parfois importants entre le jour et la nuit se traduisant par de fortes chaleurs et une fraîcheur nocturne. Les températures sont élevées, mais sont influencées par la présence de l'océan atlantique qui se situe à une quarantaine de kilomètres à l'Ouest de la Commune. En effet, les alizés maritimes atténuent la rigueur du climat dès le début du soir. Ces températures présentent les amplitudes thermiques minimales et maximales suivantes :

- Un minima variant de 16,8 degrés en Décembre à 25,1 degrés en Septembre ;
- Un maxima oscillant entre 29,2 degrés en Janvier et 31,1 degrés en Mai.

1.5. Les vents

Le vent dominant est l'harmattan. La saison sèche qui s'étend de la mi-octobre à la mi-juillet est plus couverte par ces types de vents assez desséchants. Trois principaux types de vent soufflent dans la Commune sur toute l'année :

- Les alizés maritimes observables surtout au niveau de la Commune pendant les soirs soufflent d'octobre à juin. Ils apportent de la fraîcheur aux périodes caniculaires ;
- L'alizé continental ou l'harmattan : c'est un vent chaud et sec venant du nord-est, souffle dans la Commune de janvier à fin mai. Il favorise l'érosion des terres non couvertes en emportant les particules fertilisantes du sol ;
- La mousson, vent chaud et humide venant du sud et apportant la pluie. Généralement, on note la présence de ce type de vent à partir de la mi-juin et ceci jusqu'en mi-octobre.

1.6. La pluviométrie

Plus que dans les autres localités du Sénégal, l'économie dans la région de Louga à vocation essentiellement agricole et rurale, a beaucoup souffert et continue de souffrir de la situation de la pluviométrie. La dépréciation des rendements agricoles due à la pauvreté des sols et à la faiblesse des hauteurs d'eau enregistrées, constitue le facteur limitant de l'économie essentiellement rurale de la Commune de Niomré. Les hivernages débutent généralement tard et ne durent pas longtemps. Elles se singularisent par leur caractère aléatoire, une mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace. Ainsi, les précipitations demeurent faibles (100 et

450mm) par rapport aux parties Sud et Est de la région où les hauteurs d'eau de pluies peuvent dépasser 500mm.

2. Les potentialités naturelles

De manière générale, les potentialités naturelles de la commune de Niomré sont composées de la végétation, de la faune, de l'hydrologie et de quelques ressources naturelles.

2.1. Végétation

La végétation reste clairsemée du fait de la dégradation des sols, d'une exploitation irrationnelle des terres et de la péjoration climatique. Les trois strates qui la composent se présentent ainsi qu'ils suivent :

▪ La strate herbacée

La production est liée à l'intensité et à la durée de l'hivernage et aux caractéristiques des sols, est constituée d'un tapis important avec une prédominance de *Cenchrus bifflorus* (*xaaxam*), *Schoenefeldia gracilis*, d'*Eragrostis tenubas* (*salguf*).

▪ La strate arbustive

La productivité et la pérennité est fonction à la fois de la nature du sol, de l'intensité de la pluviométrie et de l'action de l'homme, est dominée par les *Calotropus procera* (*paftanes*), le *nguer*, *ndiadame* et *Euphorbia basamifera* (*salane*) comme plantes de clôture des champs.

▪ La strate arborée

La formation sahélienne, dont la diversité, la productivité et la densité sont fonction notamment de l'intensité de la pluviométrie et de l'action de l'homme, reste dominée par les acacias (*Acacia albida*, *Acacia tortillis*), les balanites (*sump*) et le « *new* ». Les acacias sont des espèces très rustiques, de croissance rapide, appréciées par le bétail et très utilisés au niveau des ménages comme bois de service, d'œuvre et source d'énergie. Autour des habitations on note la présence remarquable des *neem*, des prosopis, des baobabs et autres espèces exotiques telles que les eucalyptus.

Le terroir communautaire, comme indiqué ci-dessus, a un niveau de déforestation et de dégradation très avancé des sols, sous l'effet conjugué des actions dépressives de l'homme et de la nature. Toutefois, les activités de Régénération Naturelle Assistée (RNA) engagées ces dernières années, pour un repeuplement des essences boisées à base d'arbres à épines (*Faidherbia albida* ou *Kàd*, *Acacia tortillis* ou *Sèng*, *Acacia egyptiaca* ou *Sump*, Jujubier, *Neb-neb*, etc.) et la plantation de haies vives, constituent une alternative sûre et peu coûteuse à adopter pour tous les agriculteurs et éleveurs.

2.2. Faune

La faune au niveau de la Commune est très peu riche en raison de la destruction de son habitat. Elle est constituée de petit gibier (lapins, rats, écureuils) et de la faune aviaire. La chasse y est interdite comme dans la quasi-totalité des communes de la région de Louga.

2.3. Hydrologie-hydrographie

Le positionnement de la commune de Niomré dans l'espace géographique ne facilite pas trop son accès à l'eau. Malgré cette situation d'insuffisance de ressources en eau, il y a quelques autres sources notées dans la zone. Il s'agit notamment :

▪ Des eaux de surface

A l'instar des autres communes situées dans le département de Louga, la commune de Niomré ne dispose pas d'une ouverture fluviale et maritime. Les quelques rares mares temporaires formées grâce aux eaux de pluies tarissent deux mois après l'hivernage, accentuant les difficultés d'approvisionnement en eau du cheptel et de la petite faune.

▪ Des eaux souterraines

Elles sont constituées par la nappe phréatique qui est à plus de 40m de profondeur et qui est fréquemment utilisée par les populations pour l'approvisionnement en eau à usage domestique au moyen des puits traditionnels creusés au niveau de la commune. On a également la nappe maestrichtienne qui se trouve entre 200 et 500m de profondeur. C'est la nappe des forages.

Bien que les ressources en eau souterraines soient importantes sur le continental terminal, la qualité est encore faible en raison du glissement des eaux saumâtres impropres au maraîchage et peu appréciées par la population locale.

Toutefois, il est noté l'existence d'une nappe souterraine (le maestrichtien) de bonne qualité et quantitativement importante. Ces ressources en eau souterraine ne sont exclusivement exploitées qu'au moyen de gros forages équipés de Château d'eau, de système de pompage et d'un réseau d'adduction dont la pression et le rayon sont fonction des ouvrages réalisés. En général, le coût de tels investissements tourne autour de 150 à 200 000 000 (cent cinquante à deux cents millions) de Francs CFA.

Il faut retenir que le potentiel très important en approvisionnement en eau potable de plus de la moitié des villages de la commune est offert par la traversée de la conduite du Lac de Guer de Keur Momar Sarr. En outre, avec le soutien de quelques émigrés certains villages de la commune disposent en leur sein des fontaines publiques d'eau potable.

2.4. Ressources naturelles et environnement

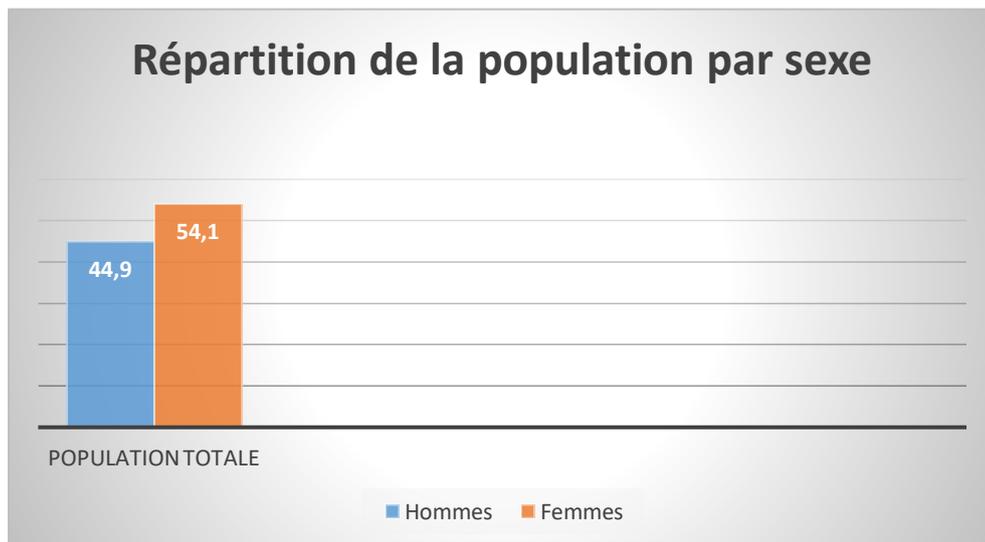
Essentiellement, les composantes des ressources naturelles de la commune de Niomré sont la terre et la végétation. Pour ce qui est de la terre, son exploitation se fait principalement pendant la saison des pluies. En fait, il n’y a pas suffisamment de ressources en eau comme les eaux de surface, notamment un fleuve pour l’irrigation de ces terres. Son exploitation est trop limitée, car elle dépend de la saison des pluies qui n’offre plus des précipitations importantes dans une longue durée. Ceci étant, une grande partie de ces terres est inexploitée et devient de plus en plus infertile.

Concernant la végétation, elle n’est pas aussi prometteuse. Elle est menacée depuis longtemps par la coupe du bois et la disparition de quelques espèces. La sécheresse des années 70 n’est pas sans conséquence sur le développement de quelques rares espèces dépendantes des eaux de pluie. Au de-là de ces ressources naturelles, la commune de Niomré ne semble pas avoir d’autres comme celles situées dans le sous-sol. Les eaux souterraines ne sont pas importantes en raison de la rareté des pluies.

3. Cadre humain

Définir les caractéristiques démographiques d’une commune revient à déterminer la structuration de la population locale en démontrant sa répartition dans le territoire, sa composition du point de vue genre et ethnique et son occupation de l’espace.

Graphique1 : Répartition spatiale de la population



Source : [www.ansd.sn/Projections démographiques 2013-2015](http://www.ansd.sn/Projections_démographiques_2013-2015_par_communes) par communes

La population de la commune de Niomré qui est estimée à 15 822 habitants en 2013, est concentrée dans 47 villages implantés sur une surface de 230 Km² de l’espace communautaire

soit une densité moyenne de 69 hbts / km². Les hommes représentent 45,9% de la population contre 54,1% pour les femmes.

La population de la commune de Niomré compte plus de femmes que d'hommes. Cette situation s'explique par le fait que les hommes émigrent de plus en plus et les femmes restent pour gérer le foyer. Cette infériorité des hommes dans la commune de Niomré explique une forte émigration masculine.

Par ailleurs, la répartition de la population montre qu'elle est composée de 90% de wolofs, de (7%) *pulaars*, de 2% de maures et d'autres minorités soit 1%. Ce mode d'occupation de l'espace, qui entraîne souvent des conflits de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs peulhs, doit amener les autorités à trouver des solutions concertées et durables pour gérer cette situation. Il faut préciser que les wolofs ont le plus occupé l'espace communautaire.

Graphique 2 : Répartition ethnique de la population



Source : [www.ansd.sn/Projections démographiques 2013-2015](http://www.ansd.sn/Projections_démographiques_2013-2015) par communes

La majorité des wolofs dans la commune de Niomré serait expliquée par le simple fait qu'ils sont les premiers à s'installer sur ce territoire. Ils occupent la plus grande partie de l'espace communautaire. Le taux de représentation de la population *pulaars* est très faible, car ils sont plus mobiles que les autres et que leur mobilité est fonction des possibilités de nourrir leur bétail. Le reste de la population de la commune de Niomré est composé, entre autres, de maure, de toucouleur, de sérère, etc. Ces derniers sont le plus souvent des étrangers travailleurs.

Cette répartition de la population permet de ressortir l'ensemble des caractéristiques concernant le système d'habitation. En fait, l'espace communautaire, de par son émiettement,

est un trait caractéristique de l'occupation du sol par les populations locales. Chaque village constitue une entité agraire et sociale autonome. Les caractéristiques du système d'habitat se déterminent comme suit :

- **Habitats Peulh** : sommaire et dispersé en cohabitation avec les emplacements des troupeaux avec un village pouvant s'étendre sur plusieurs km et des habitats constitués le plus souvent en paille et moins de constructions en dur ;
- **Habitats Wolof dans les villages centres** : plus concentrés avec des constructions en dur plus nombreuses, alignés avec emplacement marchés, mosquées et autres édifices communautaires ou collectifs.

Ces caractéristiques renseignent sur les déterminants historiques que constituent les activités économiques agricoles ou pastorales dans le choix du mode d'habitat de la communauté. Cette situation pose le problème du regroupement des villages, de l'accès aux services sociaux de base et du coût de leurs réalisations.

En tout état de cause, la configuration spatiale de la commune a beaucoup changé avec la construction de maisons en dur par les parents d'émigrés. Les villages grandissent de plus en plus en raison de la décomposition des grandes familles. Quelques fils du terroir ayant émigré depuis des années construisent leurs propres maisons qui sont souvent habitées par peu de personnes. Le secteur de l'habitat est devenu aujourd'hui le projecteur de la concurrence des émigrés qui veulent montrer leur succès. Ce phénomène d'urbanisation décrit l'évolution du cadre de vie de quelques habitants de la commune de Niomré.

3.1. Jeunesse

Les jeunes constituent une proportion importante de la population. Leur situation est caractérisée par un sous-emploi et une inactivité quasi-totale durant la saison morte, faute d'équipements et de sources de financement idoines. Par conséquent, ils sont nombreux à vouloir trouver eux-mêmes des solutions par rapport à leur manque de travail. Et ce à travers l'émigration qui depuis des années reste leur première option. Cette propension des jeunes de Niomré à émigrer a fait qu'ils représentent une petite partie de la population vivant actuellement dans les ménages. Les émigrés actuels de la commune de Niomré sont essentiellement composés de jeunes.

Tableau 4 : La répartition par âge des émigrés

Age	Nombre de citations	Fréquence
Moins de 20 ans	1	1, 8%
Entre 20 et 30 ans	11	20, 0%
Entre 30 et 40 ans	28	50, 9%
Plus de 40 ans	15	27, 3%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

La tranche d'âge la plus importante est celle comprise entre 30 et 40 ans. Cela suppose que l'émigration dans la commune de Niomré est un phénomène qui touche particulièrement les jeunes en âge de travail. Les candidats dont leur âge se trouve dans l'intervalle de 20 et 30 ans sont le plus souvent les jeunes qui ont abandonné les études pour émigrer ou ceux qui attendent l'occasion de partir. Les moins de 20 ans sont pour la plupart du temps des jeunes partis à l'étranger avec le regroupement familial.

Même si les domaines de la jeunesse, du sport et des loisirs font partie des compétences transférées aux collectivités locales, les difficultés dans leur gestion apparaissent clairement dans la commune de Niomré. En vérité, la commune ne dispose pas de terrain aménagé répondant aux normes d'une bonne pratique sportive. Les aires non aménagées demeurent les lieux où s'effectuent les rencontres sportives entre jeunes. Parmi les failles constatées dans la gestion de cette jeunesse, la commune rencontre des difficultés dans l'accompagnement des jeunes à s'organiser et à porter leurs préoccupations en toute responsabilité.

En fin de compte, la jeunesse de ladite commune est caractérisée par :

- Une faible capacité et niveau de production agricole des jeunes ;
- Une forte dépendance économique vis-à-vis de leurs parents ;
- Un faible niveau de qualification professionnelle ;
- Un manque de pratiques pleines et organisées d'activités sportives et culturelles ;
- Une forte propension à la pratique de l'exode rural et de l'émigration ;
- Un manque d'infrastructures socio-éducatives ;
- Un statut informel de leurs organisations.

3.2. Culture

Dans la commune de Niomré, les jeunes rencontrent d'énormes difficultés pour exercer des activités culturelles et de loisirs. La seule et unique activité rentrant dans ce cadre est le football communément appelé « *navétane* ». ¹⁴

Par ailleurs, l'absence des activités culturelles et de loisirs s'explique aussi par la réticence des parents à laisser leurs enfants s'adonner à des pratiques rentrant dans ce cadre. En vérité, ils ont peur de voir leurs enfants perdre leurs valeurs ancestrales du fait de la diversité culturelle. Si le domaine de la culture n'est pas bien développé dans la commune, c'est parce que les jeunes qui sont censés animer des activités culturelles sont presque tous obnubilés par l'idée de partir à l'extérieur.

4. Les services sociaux

4.1. Les services de santé

Le secteur de la santé est caractérisé par un certain nombre d'infrastructures à savoir un (1) Poste de Santé et quatorze (14) Cases de Santé. De l'insuffisance du personnel et d'équipements des infrastructures sanitaires, le secteur rencontre actuellement quelques difficultés. La raison principale, qui pousse certains villageois à ne pas se rendre dans les cases de santé, est le manque de personnel qualifié. Ceci oblige certains patients à venir auprès de l'Infirmier Chef de Poste (ICP) de Niomré pour se faire soigner une fois que leur maladie atteint un seuil critique. Il en résulte un surplus de travail pour le personnel du poste de santé qui est déjà en sous-effectif en plus d'une insuffisance de médicaments.

Toutefois, ce secteur bénéficie de l'appui considérable de quelques émigrés grâce à qui certaines cases de santé ont pu être réhabilitées. En effet, les émigrés offrent souvent des ambulances, des équipements et des médicaments pour aider le personnel déjà établi à travailler dans de bonnes conditions. Ils contribuent également à la rémunération du personnel (sage-femme), par exemple au niveau de la case de santé du village de Pakha Sow.

Le seul poste de santé situé dans le village de Niomré, dispose actuellement d'une ambulance fonctionnelle offerte par les émigrés de la zone et d'une salle d'attente construite par ses fils. Le personnel au sein du poste est insuffisant. Il s'agit d'un infirmier chef de poste, d'une sage-femme et d'une matrone pour toute la commune. Les populations sont obligées de

¹⁴ Selon Olivier Monlouis, « navétanes » signifie en wolof championnat d'hivernage. Dès la fin des années 50, quelques adultes passionnés du football entreprennent d'organiser de manière informelle, des tournois pour occuper la jeunesse le temps des vacances. <http://sheepshed.info/navetanes/presentation.html>

se rendre dans la commune de Louga distante de 12 kilomètres avec tous les risques que cela peut engendrer. Par conséquent, le secteur sanitaire souffre de contraintes dont :

- L'accessibilité des populations aux médicaments ;
- Le manque de sensibilisation sur les questions sanitaires ;
- L'insuffisance de personnel et d'équipements des infrastructures sanitaires ;
- Le faible niveau d'assainissement.

Les problèmes d'accessibilité aux soins de santé sont souvent accentués par le faible niveau du plateau technique, le manque d'équipement et de matériel médicaux et de moyens adéquats d'évacuation et de référence des malades. Cependant, entre 2017 et 2018 les émigrés ont mis à la disposition du poste de santé de Niomré des équipements à savoir une table d'accouchement, du matériel de pansement, etc. Ainsi, ils ont eu à offrir deux ambulances dont l'une n'est plus fonctionnelle.

Enfin, il faut noter que les coûts d'accès à des services de santé de qualité sont relativement chers pour les populations. Néanmoins, les populations ont pris l'engagement de s'organiser pour faire des cotisations mensuelles qu'elles versent au niveau de la structure sanitaire établie sur place pour alléger leurs dépenses de santé en cas de maladies. La somme demandée fait l'objet d'un consensus, car tout le monde, y compris les ménages sans émigré, doit participer. Cet engagement est bien apprécié par les agents de santé, car étant conçue comme un investissement collectif pour le bien-être de tous. D'ailleurs, les habitants du village de Pakha Sow parviennent même à régler le problème de rémunération de la sage-femme à travers leur cotisation.

4.2. Les services d'hygiène et d'assainissement

L'ensemble des infrastructures d'assainissement a concerné les ouvrages d'évacuation et d'isolement des excréments à usage collectif situés à l'intérieur des écoles, des postes et cases de santé.

L'assainissement individuel est encore très peu développé en milieu rural. Toutefois à l'instar des autres communes du département, l'utilisation de latrines traditionnelles ou améliorées a fait beaucoup de progrès. En prenant référence sur le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) et à partir de l'extrapolation des données de l'enquête réalisée dans ce contexte, le taux moyen d'équipement des ménages en système individuel d'assainissement des excréments est de 5% qui est largement en dessous de la moyenne nationale qui est de 17%. À l'exception de l'école élémentaire de Niomré, aucune autre infrastructure sociale de la commune ne dispose d'un système d'évacuation des excréments. Il

existe certes un édicule dans toutes les infrastructures recensées, mais, pour l'essentiel, ils ne sont pas fonctionnels, ou alors la construction ne répond pas aux normes définies par le PEPAM.

De manière générale, le niveau d'équipement des infrastructures d'assainissement des excréta dans les infrastructures socioéconomiques (établissements scolaires et sanitaires, mosquée, ...) et dans les concessions (assainissement individuel) est faible.

4.3. Les services en eau et l'énergie

La commune de Niomré compte actuellement cinq (5) forages fonctionnels qui sont bien répartis sur toute l'étendue du territoire et un réseau de raccordement d'eau potable à partir du Lac de Guer de Keur Momar Sarr. Toutes les localités desservies par les forages disposent actuellement de bornes fontaines fonctionnelles. Ceci entraîne le développement des branchements privés dans les maisons. En effet, 471 raccordements privés ont été enregistrés à partir du forage de Niomré en décembre 2009. Cette tendance se retrouve aussi dans les gros villages comme Ndia Gourèye où les bornes fontaines sont peu à peu délaissées par la population.

Malgré cette situation des équipements hydrauliques qui semble favorable, le secteur reste confronté à un problème crucial. Bien que les ressources en eau souterraine soient importantes sur le continental terminal, la qualité de l'eau est très faible en raison du glissement des eaux saumâtres et impropres aux maraîchages et peu appréciée par la population locale. L'eau des forages n'est utilisée dans les maisons que pour faire la lessive et la toilette. L'eau utilisée pour boire et pour faire la cuisine est extraite à partir des puits qui ont une eau douce. Le système d'extraction des eaux de puits est encore manuel, ce qui rend difficile l'approvisionnement.

Néanmoins, il existe une alternative qui commence à être de plus en plus exploitée. Il s'agit de la proximité avec la Sénégalaise Des Eaux (SDE) de Keur Momar Sarr qui constitue un atout majeur pour la Commune. Plusieurs villages situés au Nord et Nord-Ouest de la Commune sont déjà raccordés à ce réseau. Ceci permettra, à terme, de régler, pour une bonne partie de la population, les difficultés d'accès à l'eau potable.

L'eau des forages étant très salée, et ne pouvant servir de boisson, pousse la communauté à trouver des solutions alternatives onéreuses et peu hygiéniques. Dans les ménages où il y a un émigré, pour la plupart du temps, un bassin est construit à terre puis recouvert de tôles en zinc pour servir de réservoir d'eau destinée à la consommation.

En dehors des villages desservis par les ouvrages de captages d'eaux souterraines, six (6) autres localités de la commune sont alimentées par le réseau SDE à partir du Ndiocck Sall. La Commune de Niomré, avec 47 villages et une population estimée à 15 822 habitants en 2013, soit une densité de 108 habitants/Km² et de 266 habitants/village, dispose d'un bon réseau de desserte en infrastructures hydrauliques.

Par ailleurs, il est important de souligner l'effort des émigrés qui consiste à cofinancer l'installation de bornes fontaines dans chaque quartier de Niomré ainsi que dans les autres villages. Par exemple, la dernière réalisation faite dans ce domaine est une fontaine installée dans le quartier de *Dakhar Gua*. Ainsi, selon Demba Lô¹⁵, représentant des émigrés à Niomré, ce projet d'installation de bornes fontaines est en cours et a déjà enregistré cinq réalisations.

Actuellement, l'électrification rurale s'est significativement développée avec douze (12) villages électrifiés sur 47 avec le réseau de la Société nationale d'électricité du Sénégal pour toute la commune de Niomré, soit un taux de desserte de 25,5%¹⁶. Aussi, il faut préciser que même dans ces villages électrifiés, l'extension du réseau au niveau des quartiers et des familles demeure encore une préoccupation. Cependant, certains émigrés déploient des moyens financiers pour le raccordement électrique de leur demeure qui profite également les voisins. Cela favorise une facilité d'accès à l'électricité des populations démunies.

4.4. Les services de sécurité et de protection civile

En matière de sécurité et de protection civile, les populations et les autorités locales de la commune de Niomré dépendent des services compétents installés dans les chefs-lieux du département et de la région de Louga.

Néanmoins, certaines initiatives ont été prises par certains villages à l'image de Tanime pour créer un système de sécurité interne. C'est avec le soutien de leurs parents émigrés que des jeunes ont été recrutés pour constituer un comité de vigilance. Ce comité composé d'agents secrets permet de veiller sur les infrastructures publiques et les biens des populations comme le bétail. Selon Mame Mallé Diouf¹⁷, animateur communautaire, chaque émigré contribue 40€ (soit 26 238, 4 francs CFA) pour la collecte de l'argent destiné à payer ces agents secrets.

En somme, la sécurité et la protection civile de la commune de Niomré sont officiellement dépendantes des services suivants :

- Services de Sécurité : Brigade ou compagnie de gendarmerie de Louga ;
- Protection civile : Compagnie des Sapeurs-Pompiers de Louga.

¹⁵ Représentant de l'association des émigrés à Niomré.

¹⁶ Voir PLD de la Commune de Niomré, 2012-2017, p. 66.

¹⁷ Animateur communautaire interrogé lors de nos enquêtes de terrain, au sein de la mairie le 20 septembre 2019.

5. L'éducation

Le secteur de l'éducation dans la commune de Niomré est tout d'abord caractérisé par les infrastructures disponibles et ses enjeux intrinsèquement liés à la vie socioéconomique des populations. La Commune dispose de seize (16) écoles primaires répartis dans les différentes zones, d'un (1) Collège d'Enseignement Moyen (CEM) de proximité, vingt et un (21) Structures Préscolaires (Centres d'Éveil et de Groupes de Jeux) et des Écoles arabes et coraniques dans presque tous les villages.

Cette répartition semble être raisonnable, mais la distance qui sépare les villages polarisés et l'école est souvent longue et les infrastructures ne sont pas adéquates. Le cycle scolaire est souvent incomplet et il existe des classes sans abris dans presque chaque zone. En conséquence, la Commune ne dispose pas d'un Lycée pouvant accueillir les élèves admis à l'examen du BFEM. Ces derniers sont obligés de poursuivre leurs études au niveau des lycées de Louga. Le préscolaire connaît un développement avec les interventions de l'ONG Plan Sénégal.

En dehors de l'école française, l'enseignement coranique est aussi bien pratiqué du fait que la religion musulmane dans cette localité. L'alphabétisation est à l'arrêt et visait surtout les adolescents déscolarisés et les femmes. Néanmoins, l'éducation dans la commune de Niomré souffre de difficultés dont les plus importantes sont :

- L'insuffisance d'écoles primaires fonctionnelles (17 écoles sur 47 villages) ;
- L'insuffisance du personnel enseignant ;
- L'insuffisance de classes et de professeurs au CEM (Un collège sur 47 villages) ;
- Un taux d'abandon assez important de certains élèves ayant l'âge de voyager ;
- Un manque de rigueur et de sérieux de certains élèves qui ont l'ambition d'émigrer¹⁸.

6. Activités économiques

Essentiellement, le secteur économique de la commune de Niomré est dominé par trois secteurs à savoir : le commerce, l'agriculture et l'élevage. Le transport n'occupe pas une place signifiante dans le développement économique de la commune. Toutefois, l'agriculture reste le secteur principal et, en même, temps le domaine de prédilection de la majorité de la population.

6.1. Le commerce

Le secteur commercial de la commune de Niomré est très peu structuré et moins développé. Il n'existe pas suffisamment d'échanges commerciaux. Par conséquent, l'essentiel

¹⁸ Ces informations sont tirées du Plan Local de Développement de Niomré, 2012-2017, p. 54.

des activités commerciales est exercé par des étrangers. Les seuls marchés hebdomadaire et permanent ne constituent pas un vrai cadre d'échanges commerciaux pouvant permettre aux populations locales et à la municipalité de gagner des recettes importantes. En dehors de ce marché hebdomadaire, il y a presque tous les jours un petit marché constitué par quelques vendeuses de poissons et de légumes.

Par ailleurs, il est noté la présence de quelques commerçants constitués de boutiquiers et de grossistes. En revanche, il est à préciser que les échanges extérieurs sont presque inexistantes dans toute l'étendue du territoire. Les personnes qui ont le statut de commerçant font le plus souvent la revente des marchandises qui viennent d'ailleurs. Par exemple, les vendeuses de légumes attendent le marché hebdomadaire pour acheter une quantité qu'elles vont stocker et revendre dans la semaine.

En résumé, le commerce qui s'effectue dans la commune de Niomré se caractérise par son aspect informel et intérieur. Il n'est pas bien organisé et ne profite pas beaucoup à la collectivité.

6.2. L'agriculture

L'agriculture constitue la principale activité économique de la Commune. Elle est pratiquée par toute la population en général et les wolofs en particulier. Les principales cultures sont l'arachide, le mil et le *niébé*. Les récoltes sont destinées essentiellement à la consommation. C'est une agriculture qui se fait pendant la saison pluvieuse. La présence des sols Dior favorise les types de cultures pratiquées.

De nouvelles initiatives ont été prises pour créer des activités de culture maraichère pendant la saison morte¹⁹. Une collaboration entre la population, la mairie, les ONG et les Groupement Féminin, a permis l'implantation de projets²⁰ dans le domaine de la production céréalière et horticole. Ce projet vise à renforcer la chaîne de valeur au niveau des céréales et la sécurité alimentaire. Il ambitionne aussi d'augmenter le revenu des femmes et de renforcer les capacités organisationnelles des GPF. C'est dans le cadre de la coopération internationale que le projet est financé avec les partenaires comme Fondation Cepam, ONG Prosalus, Enda Graf Sahel, Enda Diapol, Mairie, etc.²¹ La commune s'implique dans la gestion du projet et en

¹⁹ Ces initiatives concernent les femmes qui sont organisées en groupement féminin. Elles visent à former ces femmes dans les domaines de la culture maraichère et de la transformation des produits céréaliers.

²⁰ Depuis 2015, plusieurs projets ont été implantés dans la commune de Niomré. On peut citer, entre autres, le Projet pour la Promotion du Droit Humain à l'Alimentation dans la commune de Niomré et le Projet de Valorisation des céréales Locales.

²¹ Même s'il y a une collaboration entre la collectivité de Niomré et les ONG, la coopération décentralisée n'est pas mise à profit, malgré la facilitation que pourrait jouer l'association des émigrés. Cette précision est faite dans le PLD à la page 94.

tire des avantages. Cette initiative accompagne la mission des politiques de décentralisation qu'est d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le secteur agricole est caractérisé par la pauvreté et la baisse de la productivité des sols. Et ce, à cause de nombreux aléas climatiques tels que l'irrégularité des hivernages en termes de durée et la diminution continue des espaces de cultures et de pâturages avec la pression démographique sur les terres. Aussi, il y a la récurrence des cas de divagation des troupeaux dans les champs de cultures occasionnant régulièrement de graves conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les agriculteurs ont des difficultés d'accès à des semences en qualité, en quantité suffisante et à temps. Par conséquent, le secteur de l'agriculture rencontre quelques difficultés à savoir :

- La faiblesse des rendements ;
- Persistance des attaques des cultures et des récoltes face à l'incapacité des agriculteurs à développer des stratégies de lutte efficaces ;
- Insuffisance, vétusté et désuétude du matériel agricole ;
- Faiblesse des quantités de nouveaux matériels mis en place ;
- Difficultés à réparer et entretenir le matériel agricole détenu par les agriculteurs ;
- Récurrence des retards compromettants constatés dans la mise en place des intrants agricoles, notamment les semences et les engrais.²²

Les systèmes et techniques culturales pratiqués par les agriculteurs sont extensifs, désuets, à forte utilisation de facteurs de production et de faible productivité. Ainsi, ils rencontrent d'autres difficultés liées au stockage et à la conservation des récoltes et des semences. De plus, les agriculteurs peinent à travailler en plein temps toute l'année et n'ont pas d'accès à des financements. D'ailleurs, les organisations paysannes et les opérateurs agricoles existants ne prennent pas correctement en charge les préoccupations des agriculteurs.

Enfin, il est à noter des difficultés d'accès des femmes à la terre et le manque d'accompagnement dans la commercialisation des récoltes.

6.3. L'élevage

L'élevage est pratiqué dans la zone par la faible population peulh et les wolofs, dans une moindre mesure. Le cheptel est constitué de bovins, d'ovins, de caprins, etc. Il est peu développé et est de type extensif. La production est très faible et elle est consommée sur place. Le cheptel constitue une épargne sur pied et il est utilisé ou vendu pendant les périodes de soudure. Il constitue une source de revenu pour les ménages.

²² Voir Plan Local de Développement de la commune de Niomré, 2012-2017, p. 70.

La commune de Niomré est classée deuxième au niveau départemental après la commune de Mbédiène. Toutefois, il rencontre des contraintes liées à l'insuffisance des zones de pâturages, aux difficultés d'accès aux aliments de bétail et à l'insuffisance des points d'eau.

Néanmoins, certains habitants de la commune s'adonnent à l'élevage des animaux domestiques qu'ils considèrent comme un moyen d'investir leur revenu. Aussi, l'exercice des activités d'élevage requiert d'un besoin d'éviter l'achat de moutons, par exemple, pendant certaines situations (Baptême, Événements religieux etc.). En général, l'élevage est plus existant dans la communauté peulh qui s'identifie par une telle pratique. D'ailleurs, certains habitants préfèrent confier leur bétail aux peulhs qui maîtrisent le plus le secteur.

6.4. Le transport

La commune de Niomré ne dispose pas encore d'une organisation du transport pour répondre aux besoins de déplacement des personnes et des biens. Il est noté un manque de moyens de transport public et la cherté des tarifs. Le système actuel du transport est caractérisé par l'existence des horaires qui assurent le déplacement des personnes désirant se rendre à Niomré ou à Louga. Malgré tout, une évolution du secteur qui s'est manifestée par la mise à la disposition des populations de deux bus TATA pour l'axe Niomré-Louga, n'est pas à ignorer.

Ainsi, les principales caractéristiques du secteur du transport de la commune de Niomré sont les suivantes :

- Déficit en moyens de transport public ;
- Cherté des tarifs de transport ;
- Mauvaise organisation du système de transport.

Conclusion partielle

La présentation générale de la commune de Niomré a consisté à déterminer toutes les caractéristiques sur le plan historique, administratif, géographique, démographique, environnemental et économique. Ces caractéristiques évoquées ici ont permis de retracer l'évolution administrative en déterminant les mutations concernant son organisation. Aussi, l'ensemble des potentiels de développement qui concourent à la viabilité d'une commune sont présentés.

Chapitre 2 : L'émigration

Vu que le thème de l'étude touche mieux le phénomène de l'émigration, il est important de faire l'état des lieux. L'émigration peut être considérée comme un mouvement d'individus qui s'effectue d'une contrée à une autre. Ainsi, c'est vers les années 1985 que l'émigration a commencé à se développer dans la commune de Niomré.

Aujourd'hui les émigrés de cette localité vont majoritairement en Espagne avec un taux de représentativité de 26,4% et en Italie soit 23,6%²³. Aussi, ils sont devenus, de par leur soutien inconditionnel, des acteurs de développement familial. Bien que leur objectif principal soit le soutien des parents restés, ils prennent aussi en compte les aspirations et les besoins communs de leur communauté d'origine.

L'objectif de ce chapitre est donc de donner les différentes caractéristiques de l'émigration dans la commune de Niomré. Les aspects abordés ont été étudiés lors des enquêtes de terrain. Cette présentation de l'émigration n'est que succincte.

1. Les caractéristiques des mouvements de la population

Il faut noter trois types de mouvements exercés par la population de la commune de Niomré. Il s'agit essentiellement des mouvements saisonniers ou exode rural vers les grandes villes pendant la saison morte à la recherche de travail et de l'émigration des jeunes vers la sous-région. Également, la migration vers l'extérieur est aussi pratiquée avec comme destination l'Europe qui constitue aujourd'hui un eldorado pour beaucoup de jeunes de la région de Louga. À l'époque, il y a eu des déménagements de familles et de villages vers de grands centres comme Louga et Touba, à la recherche de meilleures conditions d'existence.

Avec un rêve de partir à l'étranger pour trouver un travail plus rentable et gagner dignement leur vie, les jeunes de la commune de Niomré ne cessent de mobiliser tous les moyens possibles pour quitter leur terroir. Par conséquent, les départs augmentent et deviennent une incitation pour ceux qui ne sont pas encore partis.

Pourtant, il y a une certaine organisation dans le processus du voyage. Généralement, le candidat à l'émigration prend contact avec ses frères ou amis à l'étranger pour se renseigner sur les démarches pour voyager dans des conditions sûres²⁴. Pour bon nombre de jeunes, le souhait est d'avoir un visa et de partir par avion. Cependant, il y a une autre tendance qui commence à se développer dans la zone. Il s'agit de l'émigration clandestine. Les candidats sont pour la

²³ Voir le tableau 11

²⁴ Il arrive que les parents du candidat mobilisent toutes leurs ressources financières pour aider leur fils à financer son voyage. Par conséquent, l'argent que le candidat va envoyer après s'être établi à l'extérieur est considéré comme un remboursement d'une dette ou un règlement d'un contrat implicite.

plupart du temps des jeunes qui n'ont pas de frères à l'étranger pour la prise en charge des frais liés à l'obtention du visa. Ce type d'émigration est devenu un domaine de prédilection de beaucoup de jeunes dans la commune de Niomré.

L'émigration repérée dans la commune de Niomré était réputée légale même si la clandestinité devient une nouvelle réalité qui sévit dans tout le pays. Les résultats de l'enquête indiquent les conditions de voyage dans la commune de Niomré. Ces conditions de voyage des émigrés représentent les différents types de mobilité internationale.

Tableau 5 : Les conditions de voyage

Conditions de voyage	Nombre de citations	Fréquence
Non réponse	2	3, 6%
Voie légale	44	80, 0%
Emigration clandestine	5	9, 1%
Emigration temporaire	4	7, 3%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Visiblement, l'émigration par voie légale est dominante avec un taux de 80%. Les jeunes qui n'ont pas de parents à l'extérieur pour bénéficier de leur soutien ou qui manquent de moyens pour se payer un visa choisissent le voyage en pirogue. Ils ne représentent que 9,1%. Or, ceux qui passent par les pays de la sous-région et souhaitent atteindre leur destination de rêve occupent un taux de 7,3%.

2. Les causes de l'émigration

Comme partout où les individus se livrent à la pratique migratoire, les causes constatées dans la commune de Niomré sont d'ordre environnemental et économique. La dégradation des conditions climatiques entraînant une faiblesse de la pluviométrie oblige la population de cette localité à trouver des moyens de subsistance. Avant la sécheresse, l'activité économique était relativement basée sur la vente des récoltes, notamment l'arachide. Le lien cyclique entre l'agriculture et le commerce fait partie des facteurs qui favorisent l'économie de cette commune.

Malheureusement, les récoltes deviennent de plus en plus insatisfaisantes et ne permettent pas aux habitants de subvenir à leurs besoins primaires. Le ralentissement des activités agricoles et commerciales a poussé les personnes en âge de travail à quitter leur village d'origine pour s'établir ailleurs afin de bien gagner leur vie et soutenir leurs familles. Du fait que la commune de Niomré n'abrite pas d'entreprises ou d'industries pouvant offrir des emplois

à ses jeunes, ces derniers manquent de travail du moment que le secteur de l'agriculture rencontre des difficultés à cause de la rareté des pluies depuis la grande sécheresse des années 70. En 2013, la région de Louga, dans laquelle se trouve la commune de Niomré, occupait un pourcentage de 84,4% (ANSD, 2 013) représentant une émigration motivée par la recherche de travail à l'extérieur.

Finalement, les causes de l'émigration dans la commune de Niomré sont principalement les suivantes :

- La sècheresse ;
- La faiblesse de la rentabilité agricole ;
- Le manque de travail pour les jeunes ;
- Le mythe de l'eldorado.

Ainsi, dans cette étude les enquêtes ont exposé l'essentiel des motifs de l'émigration à Niomré.

Tableau 6 : Les motifs de l'émigration à Niomré

Motifs	Nombre de citations	Fréquence
Amélioration des conditions de vie	31	56, 4%
Manque de travail	18	32, 7%
Faiblesse de la rentabilité agricole	4	7, 3%
Possibilité de gain plus important	2	3, 6%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Il est clair que la plupart des départs sont motivés par un souci d'améliorer les conditions de vie des familles restées. Ces dernières sont déjà sous le choc de la sécheresse qui a anéanti leur principale activité, laquelle elles continuent de pratiquer depuis toujours malgré la faiblesse de la pluviométrie. Pour certains émigrés, le manque de travail est un facteur qui les pousse à quitter leur terroir. Ceux qui ne se consacrent qu'à l'agriculture ne sont plus satisfaits de la rente agricole et décident aussi de se lancer dans l'émigration. La faiblesse de la rentabilité agricole et le manque de travail dans la commune de Niomré constituent un facteur *push* qui accentue la propension des jeunes à émigrer. Cela a fait que l'émigration prend de plus en plus une place dans la conscience populaire en étant considérée comme une bouée de sauvetage et un moyen de réussite sociale.

D'autres sont convaincus que ce qu'ils peuvent gagner à l'étranger est bien meilleur que ce qu'ils gagnent ici. C'est le cas des commerçants et tous ceux qui travaillaient dans le secteur

informel avant leur départ. De manière générale, l'essentiel des émigrés de la commune de Niomré n'avaient pour métier que le travail de la terre à quelques exceptions près.

3. Les conséquences de l'émigration

Le déplacement massif des jeunes de la commune de Niomré a des répercussions sur tous les domaines. Malgré les flux financiers qu'elle génère, l'émigration reste un phénomène qui a des répercussions sur la vie sociale et provoque des contraintes dans le secteur agricole et éducatif. Autrement dit, les conséquences majeures de l'émigration dans la commune de Niomré sont d'ordre démographique, social, agricole et éducatif.

3.1. Les conséquences sur le plan démographique

Dans la configuration démographique de la commune de Niomré, l'émigration provoque un déséquilibre de genre. En effet, l'importance numérique des émigrés de sexe masculin de ladite commune fait que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les foyers. En plus du déséquilibre de genre, la forte mobilité des jeunes crée un vieillissement de la population, car son évolution ne répond pas aux exigences d'un développement démographique. Certains d'entre eux restent longtemps à l'étranger sans se marier ou sans voir leur épouse.

3.2. Les conséquences sur le plan social

À Niomré, le phénomène de l'émigration n'est pas sans conséquences sur la société. La mobilité internationale provoque des faits sociaux qui compromettent parfois la cohésion sociale et le vivre ensemble. Le cordon ombilical qui lie les émigrés à la communauté d'origine réside dans les envois de fonds. Cette manne financière, bien que juteuse, entraîne parfois une crise de confiance entre les émigrés et la famille restée. Souvent, certains émigrés se sentent déçus et trahis par un membre de la famille, un ami ou une autre personne de confiance qu'ils ont confié un projet quelle que soit la nature.

De plus, il y a lieu de signaler l'existence du mariage endogène et des cas de divorces dans la commune de Niomré. Les enquêtes ont montré qu'un long séjour d'un émigré peut entraîner le divorce. Pour la plupart du temps, c'est la femme de l'émigré qui le demande.

Entre autres conséquences de l'émigration sur la société ou la vie sociale, il faut noter un changement de comportement chez les jeunes qui reviennent de l'extérieur. Il arrive que certains parmi eux enfreignent les lois sociales établies en outrepassant leurs aînés.

3.3. Les conséquences sur le plan de l'agriculture

Comparé aux années d'avant la sécheresse survenue dans les années 70, les activités agricoles étaient très rentables dans la commune de Niomré. La pluviométrie était abondante et

les récoltes satisfaisantes. Les causes et conséquences de l'émigration sur le secteur agricole sont cycliques. En effet, la rareté des pluies qui a entraîné la sécheresse constitue, de la même manière, un facteur déclenchant de l'émigration qui, à son tour, handicape l'activité agricole en diminuant main-d'œuvre susceptible de travailler la terre. Concrètement, les conséquences de l'émigration sur l'agriculture sont les suivantes :

- Le délaissement du travail de la terre ;
- La perte de bras pour la culture de la terre ;
- La faiblesse de la récolte.

3.4. Les conséquences sur le plan éducatif

Le départ massif des jeunes n'épargne pas le secteur de l'éducation. En effet, les répercussions de l'émigration sur l'éducation sont les suivantes :

- Abandons ;
- Manque d'intérêt pour les études de la part des jeunes ;
- Baisse de niveau chez les jeunes qui veulent partir.

Bref, l'émigration est un facteur qui ralentit le développement du secteur de l'éducation. Elle encourage les jeunes à voyager au lieu de faire des études avancées. Le tableau suivant renseigne sur le niveau d'étude de quelques émigrés issus des ménages que nous avons enquêtés :

Tableau 7 : Niveau d'étude des émigrés issus des ménages enquêtés

Diplômes	Nombre de citations	Fréquence
Non réponse	2	3,6%
CFE	2	3,6%
BFEM	2	3,6%
Bac	2	3,6%
Pas de diplôme	47	85,6%
Total observation	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Parmi les ménages enquêtés, il n'y a que 3,6% d'émigrés ayant obtenu un diplôme de CFEE, de BFEM et de Bac, soit deux (2) émigrés par diplôme. À part les 3,6% représentant les ménages n'ayant pas répondu à cette question, 47% de ces émigrés n'ont pas de diplôme. Ces informations suffisent pour admettre que la jeunesse de Niomré est plus encline à émigrer que de faire des études avancées. C'est aussi un élément qui prouve que certains jeunes diplômés ont en fin de compte abandonné les études pour devenir des *Modou-Modou*.

4. Une tradition à l'émigration dans la commune de Niomré

Depuis longtemps, les jeunes de la commune de Niomré ne cessent de quitter leur terroir pour s'installer dans d'autres terres qu'ils jugent plus prometteuses. L'émigration est devenue dans cette localité, une stratégie de survie et de développement familial. C'est vers les années 80-85 que l'émigration a commencé à se développer dans la zone. Les départs se sont accélérés et les projets de voyage sont devenus de plus en plus nombreux. Jusqu'à nos jours, on trouve des jeunes dont la seule ambition est d'émigrer.

Par ailleurs, les enquêtes menées dans le cadre de cette étude ont fourni des éléments indiquant une longue pratique de l'émigration à Niomré. Bien plus, il est à noter que ce phénomène est loin de s'arrêter, car les départs ne cessent d'augmenter. La durée de séjour nous renseigne non seulement sur une vieille pratique de l'émigration à Niomré, mais aussi sur le fait qu'elle continue d'être pratiquée à un rythme plus important. Le tableau suivant en est une parfaite illustration :

Tableau 8 : Durée de séjour à l'extérieur

Duré de séjour	Nombre de citations	Fréquence
Moins 1 an	7	12, 7%
1 an	1	1, 8%
2 ans	3	5, 5%
3 ans	5	9, 1%
4 ans	7	12, 7%
5 ans	4	7, 3%
6 ans	11	20, 0%
10 ans	7	12,7%
Plus de 10 ans	3	5, 5%
Plus de 10 ans	4	7, 3%
20 ans	3	5, 5%
Plus de 20 ans	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Il y a des émigrés qui ont fait plus de 20 ans à l'étranger occupant un taux de représentativité de 5,5%. Cependant, 12% des émigrés dont leurs ménages sont enquêtés ont une durée de séjour de moins d'un (1) an. Cela s'explique par le fait que les anciens retournent au village et cèdent la place aux plus jeunes. C'est également un fait qui montre l'importance d'une migration de retour dans la commune.

5. L'organisation des départs

La décision d'émigrer peut venir du candidat, de la famille ou du parent émigré. Toutefois, il est à noter que le voyage représente un projet qu'on prépare dans la plus grande discrétion. Pour certains, l'émigration est conçue comme une affaire pour laquelle il faut tout préparer. L'affaire est prise au sérieux et fait l'objet d'un contrat entre le candidat et la famille restée. C'est le cas des familles qui n'ont pas encore d'émigré et qui compte envoyer un membre à l'étranger. Il arrive que les parents et d'autres membres de la famille mutualisent leur force pour faire partir un des leurs.

Toutefois, le candidat à l'émigration peut avoir un projet de voyage qu'il peut exécuter à l'insu de sa famille. En général, ce sont les jeunes partis clandestinement qui ne dévoilent pas leur intention d'émigrer. Ils veulent simplement éviter le désaccord des parents. Ils passent le plus souvent par les grandes villes comme Dakar, Saint-Louis et Mbour où les voyages en pirogues sont fréquents.

6. Le choix de la destination

Pour le choix de la destination, les émigrés déjà partis et les candidats sont en parfaite collaboration afin d'établir un réseau permettant d'accueillir les nouveaux venus. Cependant, d'autres candidats réussissent à entrer dans le territoire d'un pays étranger du fait de la facilité d'accès. Cette tendance du choix de la destination est représentée comme suit :

Tableau 9 : Les stratégies de choix de la destination

Motifs du choix	Nombre de citations	Fréquence
Non réponse	4	7, 3%
Existence d'un réseau	44	80%
Facilité d'entrée aux pays d'accueil	7	12,7%
Autres	0	0, 0%
Total observation	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

En réalité, le choix de la destination est guidé par une existence de réseau souvent composé d'anciens émigrés regroupés sous forme d'association ou de *Dahiras*²⁵. Ceux qui n'ont pas de relation avec ces organisations, profitent de la facilité d'accès de certains pays

²⁵ Un « *Dahira* » c'est une organisation religieuse et confrérique qui regroupe un ensemble de disciples et dont l'objectif est de se réunir autour d'un idéal. Cette organisation est caractérisée par une grande solidarité entre les membres qui le composent.

pour, le plus souvent, effectuer un voyage avec escale. Les émigrés de Niomré sont un peu éparpillés dans l'espace européen, mais les destinations les plus ciblées sont les suivantes :

Tableau 10 : Destinations

Destination	Nombre de citations	Fréquence
France	4	7, 3%
Espagne	31	56, 4%
Italie	13	23, 6%
Maroc	4	7, 3%
Canada	1	1, 8%
Amérique	2	3, 6%
Total observation	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

L'Espagne et l'Italie sont les destinations les plus ciblées par les émigrés de la commune de Niomré. Les autres pays comme la France et le Maroc ne constituent pas pour eux une destination favorite. Le choix du Maroc est considéré par certains candidats comme une possibilité d'y séjourner, de travailler et de trouver les moyens d'aller en Espagne. Les émigrés qui sont dans la sous-région occupent un taux d'estimation de représentativité de 2%. Ces pays sont le plus souvent la Gambie et la Côte-d'Ivoire qui sont considérés comme des pays de transit.

Conclusion partielle

En somme, le phénomène de l'émigration à Niomré est de nature à évoluer. La pratique de cette mobilité est ancienne et ses répercussions sur la société sont remarquables. C'est un peu après la sécheresse survenue dans les années 70 que les jeunes en âge de travail et susceptibles de voyager ont commencé à se déplacer pour trouver des terres plus clémentes. Le déplacement des jeunes de la commune vers d'autres contrées est ancré dans la conscience populaire comme une stratégie de développement familial. Les hommes sont les acteurs principaux de l'émigration dans la zone et sont devenus des héros dans le concours de l'amélioration des conditions de vie des ménages. L'émigration est alors devenue un rêve, un projet pour la plupart des jeunes vivants dans ce terroir.

TROISIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Introduction partielle

La troisième et dernière partie de ce mémoire ambitionne de rendre compte des résultats obtenus après une étude empirique portant sur la contribution par transferts de fonds des émigrés au développement local de Niomré. C'est à ce niveau que les données sont exploitées et expliquées. L'exploitation de l'ensemble des informations mobilisées permettra de prouver l'atteinte des objectifs de départ et la vérification des hypothèses de recherche.

Dans cette partie, l'accent sera mis d'abord sur les transferts de fonds et ensuite sur leurs effets induits dans un contexte de développement local. Ainsi, l'organisation de cette partie va se faire en trois chapitres. D'abord, dans le premier chapitre, l'accent sera mis sur l'état des lieux des transferts de fonds des émigrés. Ensuite, le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse de leurs effets sur le développement local de Niomré. Enfin le troisième chapitre portera sur la vérification des hypothèses, la discussion et les recommandations.

Chapitre 1 : État des lieux des transferts de fonds dans la commune de Niomré

Dans cette étude, il est important de faire l'état des lieux des transferts de fonds pour mieux répondre à la question de départ. En fait, ce chapitre ne prétend pas à l'originalité mais reflète simplement l'état des connaissances sur les transferts de fonds à Niomré. Il s'agira donc de montrer l'ensemble des aspects qui caractérisent les transferts de fonds dans la commune de Niomré. Ainsi, il est réparti en deux points traitant successivement des caractéristiques des transferts de fonds et de leur importance socio-économique.

1. Caractéristiques des transferts de fonds dans la zone d'étude

De manière générale, les transferts de fonds des émigrés se distinguent par leurs caractères soit formels soit informels. Ainsi, ces transferts recouvrent d'autres aspects qui concourent à leur caractérisation. Il s'agit entre autres, des canaux par lesquels ils passent, de leur fréquence et de leur volume. Au Sénégal, selon la Direction de la Monnaie et du Crédit, les résultats de l'enquête sur les transferts de fonds des émigrés montrent que « 80,8% des transferts des fonds des émigrés sénégalais passent par des canaux formels tandis que 19,2% transitent par des circuits informels » (Direction de la monnaie et du crédit, 2012, 50).

Néanmoins, il est important de préciser que l'ensemble de ces aspects peut faire l'objet d'une particularité propre à une zone bien déterminée. C'est pour dire que les transferts de fonds effectués par les émigrés seront abordés ici sur la base de toute la réalité qui existe sur leur caractère formel ou informel, leur itinéraire, leur importance numérique et leur périodisation dans la commune de Niomré.

1.1. Les transferts formels

Concrètement, les transferts formels représentent l'ensemble des transactions qui passent par les institutions financières ou d'autres canaux sous forme de virement. Ils sont soumis à un certain nombre de conditions permettant leur traçabilité. Ce type de transfert est beaucoup plus utilisé dans les transactions faites par les émigrés de la Commune de Niomré. Avec les différents Directeurs du Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) et celui de l'ACEP à Niomré, nous sommes parvenu à déterminer les canaux par lesquels passent ces transferts.

Essentiellement, les modes de transferts d'argent dans la commune de Niomré sont constitués de l'ensemble des services offerts par le CMS et l'ACEP en dehors de quelques services indépendants comme Wari. Ainsi, la fréquence de l'utilisation des modes de transferts est représentée dans le tableau suivant.

Tableau 11 : Les modes de transferts utilisés

Mode de transfert	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	4	7, 3%
Mandats postaux	0	0, 0%
Virement bancaire	9	16, 4%
Western Union	18	32, 7%
Money Gram	7	12, 7%
Avec l'aide d'un tiers	1	1, 8%
RIA	9	16, 4%
WARI	7	12, 7%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Dans l'ensemble, il est clair que la majeure partie des transferts se fait à travers Western Union dont le taux de représentativité est 32%. Les mandats postaux ne sont pas utilisés du fait de la lenteur et de l'emplacement de la structure qui se trouve dans la ville de Louga. Pour éviter les déplacements et les frais de transport, les bénéficiaires préfèrent retirer leur argent à travers les services existants sur place. Il est à constater également que le transfert à l'aide d'un tiers qui fait partie du lot des transferts informels n'est presque pas pratiqué. Il ne représente que 1% sur les 55 ménages bénéficiaires de transferts de fonds enquêtés. Ce mode de transfert est le plus souvent utilisé pendant les évènements religieux qui occasionnent un transfert de fonds par un tiers.

1.2. Les transferts informels

Par définition, les transferts informels sont l'ensemble des transactions qui échappent toute traçabilité. En fait, ce type de transfert existe depuis longtemps car étant un procédé qui permet d'envoyer de l'argent d'une contrée à une autre avec moins ou sans frais. Il faut dire que cette pratique occupe une place déterminante dans le domaine des transferts de fonds surtout chez les migrants. À Niomré, 99% des transferts sont formels. Ils passent par des institutions financières comme le CMS qui offre des services de transfert tels que Western Union qui est le plus utilisé.

Au contraire, les quelques rares cas de transferts informels s'effectuent à l'occasion des évènements religieux (Tabaski, Korité, Gamou et Magal) car c'est en ces périodes que beaucoup d'émigrés rentrent au village. Souvent, ce sont ceux qui n'ont pas la possibilité de rentrer qui envoient des sommes d'argent à leurs familles par le biais d'un ami ou d'un parent

de même village. Les résultats de nos enquêtes n'ont pas révélé d'autres formes de transferts informels dans la commune de Niomré.

2. La périodisation des envois de fonds selon les ménages enquêtés

Ici, il faut comprendre par fréquence des envois de fonds la période pendant laquelle les émigrés effectuent des transferts d'argent destinés à leurs familles restées au village. Pour cet usage, la fréquence peut être régulière ou irrégulière. Cela veut dire qu'elle peut s'effectuer respectivement sur une durée bien déterminée ou sur des périodes variées.

2.1. Les transferts réguliers

Les transferts réguliers sont ceux qui se font par exemple à la fin du mois. Certains ménages ne reçoivent de l'argent venant de leurs parents émigrés qu'à la fin du mois. C'est le cas des ménages avec un seul émigré et dont ce dernier perçoit un salaire mensuel. Cependant, les montants envoyés de façon régulière sont généralement colossaux du fait qu'ils couvrent les dépenses de consommation, de santé et surtout d'éducation pour le compte du mois en cours. Pour ces transferts réguliers, c'est uniquement la période d'envoi qui est régulière mais le montant peut varier en raison d'une nouvelle dépense liée au paiement d'une dette ou à la réalisation d'un projet de construction d'une maison. Le tableau suivant représente les informations données par les enquêtés sur la régularité des envois.

Tableau 12 : Estimation des ménages recevant régulièrement des transferts de fonds

Régularité des envois	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	6	10,9%
Oui	47	85,5%
Non	2	3,6%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

La régularité des transferts de fonds dans la commune de Niomré est largement soutenue par son fort taux de représentativité qui est de 85, 5%. Les autres 14, 5% représentent les transferts irréguliers. Ces derniers sont souvent liés au fait que les ménages concernés ont des émigrés qui ont une courte durée de séjour ou qui sont dans des difficultés comme ceux qui sont partis clandestinement.

Par ailleurs, il a été question de déterminer la périodisation des envois d'argent. Autrement dit, des résultats ont montré les périodes pendant lesquelles les ménages reçoivent des transferts de fonds avec des taux de représentativité. Le tableau ci-dessous contient des

informations sur la fréquence de la réception des transferts de fonds par les ménages dans la commune de Niomré.

Tableau 13 : Périodisation de la réception des transferts de fonds

Fréquence des envois	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	5	9, 1%
1 fois/mois	28	50, 9%
2 fois/mois	19	34, 6%
3 fois/mois	0	0, 0%
Plus de 3 fois/mois	0	0, 0%
Période variable	3	5, 5%
Total observations	55	100%

Source : Enquête terrain, septembre 2019

L'examen du tableau indique que 50,9% des ménages reçoivent de l'argent à la fin de chaque mois de la part de leurs parents émigrés. C'est le cas des ménages dont le nombre d'émigrés est égale à un (1). Cependant, 34,6% des ménages reçoivent deux fois par mois. Il s'agit pour la plupart du temps des ménages qui comptent deux ou plusieurs émigrés. Ces derniers envoient chacun une somme et c'est ce qui fait que leurs familles reçoivent deux fois ou plus en un mois. Les 5,5% représentent le nombre de ménages dont la réception des transferts n'a pas de période fixe.

2.2. Les transferts irréguliers

Les transferts de fonds irréguliers forment l'ensemble des envois d'argent de la part des émigrés sur des périodes différentes et sans échéance fixe à destination des ménages. Ils s'effectuent de manière irrégulière et obéissent à un certain nombre de facteurs. Le plus souvent, ces transferts sont motivés par des sollicitations faites par une personne ou par la famille de l'émigré pour la satisfaction de besoins urgents.

Les résultats des enquêtes ont permis de savoir que les transferts de fonds ont un caractère irrégulier, et ce pour diverses raisons. En réalité, pour certains ménages, les envois se font selon l'expression des besoins. Souvent, certaines circonstances comme une maladie grave, un décès, un baptême, un mariage ou d'autres besoins qu'ils puissent être, font l'objet d'un transfert irrégulier. Dans ce cas de figure, les émigrés répondent aux sollicitations en envoyant de l'argent même si cela ne coïncide pas au moment habituel de l'envoi. Les transferts irréguliers se font également à l'occasion des événements religieux tels que la Tabaski, la Korité, le Gamou et le Magal.

3. Une estimation approximative des transferts de fonds

Jusqu'à nos jours, la question de la collecte des données statistiques complètes et fiables sur les transferts de fonds continue d'être un problème. Néanmoins, Puisqu'ils sont intrinsèquement liés à la migration, les difficultés rencontrées pour les définir se répercutent dès lors qu'il s'agit de mesurer leur volume. C'est pour cette raison qu'il paraît important de préciser que la finalité de cette étude n'est pas de donner des statistiques exactes sur l'ensemble des transferts de fonds mais c'est plutôt de montrer leur ampleur et éventuellement l'effet qu'ils peuvent avoir sur le développement local.

Or, les données mobilisées dans cette étude rendent compte fidèlement de l'importance des revenus migratoires dans cette zone et servent de preuves pour montrer leurs véritables effets sur le développement de Niomré.

3.1. Le volume important des transferts de fonds selon les données fournies par le CMS de Niomré

Les sommes envoyées par les émigrés de Niomré sont colossales. D'après les informations données par l'actuel directeur du CMS à Niomré, l'évaluation trimestrielle récente des transferts se récapitulent comme suit :

Tableau 14 : Évaluation trimestrielle des transferts effectués au CMS de Niomré

Modes de transfert	Année 2020			Total
	Mars	Avril	Mai	
Western Union	11 750 000 francs CFA			24 900 000 FCFA
Ria	8 500 000 francs CFA			
Money Gram	4 650 000 francs CFA			

Source : CMS, agence de Niomré, juillet 2020.²⁶

L'examen du tableau ci-dessus montre l'immensité des sommes d'argent injectées dans la commune de Niomré. La période pendant laquelle ces envois ont eu lieu coïncide avec la pandémie de la Covid-19. Malgré la crise, une somme de 24 900 000 francs CFA a été envoyée par le biais de trois modes de transferts que sont Western Union, Ria et Money Gram sur une durée de trois mois²⁷. Nonobstant, il est à préciser que le volume total de l'argent envoyé par les émigrés dépasse largement cette somme et était plus important avant la crise. En fait, les

²⁶ Ces informations nous ont été fournies par l'actuel directeur du CMS de Niomré, Omar Sy.

²⁷ Le montant évalué sur cette période (mars, avril, mai) qui coïncide avec la pandémie sont moins importants que ceux envoyés avant. Les effets de la crise ont impacté lourdement l'ampleur des transferts de fonds dans la commune de Niomré comme partout dans le Sénégal.

sommes envoyées au niveau de l'ACEP et par le biais d'autres canaux ne sont pas comptabilisés.²⁸

3.2. La représentation des transferts de fonds selon les ménages enquêtés

Les résultats de nos enquêtes ont permis de faire une représentation des sommes d'argent reçues par les ménages. Selon ces résultats, les transferts de fonds sont d'une importance capitale et occupent une grande partie dans le revenu des ménages de la commune de Niomré. Il importe alors de démontrer cette situation de fait en exposant les montants reçus par les ménages enquêtés dans le cadre de l'étude. Ainsi, le tableau suivant présente les montants reçus par les ménages enquêtés sur la période d'un mois.

Tableau 15 : Estimation des montants reçus par les ménages enquêtés par mois

Montant	Nombre de citation	Fréquence
Non réponse	4	7,3 %
50 000 à 100 000 francs CFA	14	25,5 %
100 000 à 200 000 francs CFA	21	38,2 %
200 000 à 300 000 francs CFA	9	16,4 %
Plus de 300 000 francs CFA	3	5,5 %
Montant variable	4	7,3 %
Total	55	100 %

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Les chiffres présentés dans ce tableau sont illustratifs mais ne constituent en aucun cas la totalité des sommes envoyées. En vérité, nombreux sont les ménages qui reçoivent un montant compris entre 100 000 et 200 000 francs CFA par mois. Si nous considérons le nombre important des ménages qui bénéficient de ces transferts de fonds, on peut en déduire que les sommes d'argent envoyées par les émigrés dans la commune de Niomré sont colossales.

4. L'utilisation des transferts de fonds

L'utilisation des transferts de fonds est un facteur qui concourt à leur caractérisation. La façon dont cette manne financière est utilisée dépend de plusieurs facteurs. De cette manière, les résultats de nos enquêtes ont abouti à une identification d'un certain nombre de poste d'affectation des revenus migratoires.

²⁸ Nous n'avons pas pu obtenir des données sur les transferts effectués au niveau de l'ACEP. Cependant, il est à retenir que 90% des opérations effectuées par cette banque sont des retraits d'argent. Le CMS est la banque qui reçoit plus d'argent venant de l'extérieur. Selon le directeur M. Omar Sy, le CMS de Niomré a été désigné l'année dernière comme la banque qui a fait plus d'opérations de retrait d'argent au niveau régional.

Tableau 16 : Utilisation des transferts de fonds

Utilisation de l'argent transféré	Nombre de citations	Fréquence
Non réponse	6	10, 9 %
Dépenses quotidiennes	40	72, 7 %
Investissement	6	10, 9 %
Création d'une activité commerciale	3	5, 5 %
Autres	0	0, 0 %
Total observations	55	100 %

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

À la suite de l'examen du tableau ci-dessus, les transferts de fonds sont le plus souvent utilisés pour la couverture des dépenses quotidiennes. Parmi les ménages enquêtés, 72,7 % d'entre eux utilisent les transferts de fonds pour gérer les dépenses quotidiennes. L'affectation de l'argent au poste d'investissement ne représente que 10%. En général, le type d'investissement le plus pratiqué est le bâtiment.²⁹ C'est dans les grandes villes comme Dakar que certains émigrés construisent des immeubles à louer pour gagner de l'argent.

À part ce type d'utilisation considéré comme un investissement peu productif, certains ménages profitent de ces revenus pour créer une activité commerciale. Ceux qui utilisent une partie de l'argent qu'ils reçoivent pour faire le commerce représentent un taux de 5,5%. Bref, la majeure partie de l'argent envoyé par les émigrés est consacré au recouvrement des dépenses quotidiennes.

5. Les avantages social et économique des transferts de fonds

Dans les sociétés où les revenus migratoires sont considérés comme une manne financière permettant aux récepteurs d'améliorer leurs conditions de vie, la vie sociale et économique est directement ou indirectement influencée par ces revenus. C'est ainsi que les analyses produites par l'approche microéconomique représentent les transferts de fonds comme une bouée de sauvetage sociale et économique pour les ménages qui les reçoivent.

5.1. Les avantages sociaux des transferts de fonds

Pour aborder la question des transferts de fonds dans sa globalité, il est important de faire appel à la sociologie qui est la discipline la mieux placée pour étudier l'aspect social de toute chose. Étant donné que les émigrés sont des membres éloignés de leur communauté

²⁹ Généralement, certains émigrés construisent un immeuble surtout dans la ville de Dakar afin de le louer. Ce type d'investissement est le domaine de prédilection des émigrés car étant le moyen d'investir le plus assuré à leurs yeux. C'est aussi un moyen de créer une autre source de revenu à l'insu de la famille pour faire des épargnes.

d'origine, il est bien normal qu'ils contribuent aux changements de la vie sociale de leur localité d'origine. Cette contribution financière se matérialise par l'injection des transferts de fonds, le seul lien affectif qu'ils continuent de garder avec leur communauté. En effet, il est clair que les envois de fonds représentent ce fameux « altruisme »³⁰ qui fait que les émigrés conservent leur place dans leur propre communauté quel que soit le temps passé à l'extérieur. C'est de cette même manière que les transferts de fonds ont une importance sociale surtout dans la vie de ceux qui les reçoivent.

En partant de cette idée, il faudrait donc comprendre que les envois de fonds permettent non seulement de maintenir les relations sociales qui existent entre les émigrés et la population locale mais aussi d'en créer d'autres. Si aujourd'hui certaines familles restent ensemble c'est parce qu'il y a cette manne financière qui joue un rôle de régulateur social même s'ils présentent parfois une source de conflit. Dans certains ménages, les revenus migratoires sont la seule condition qui maintient la cohésion et la sécurité sociale.

Dans un autre sens, l'importance sociale des transferts de fonds se matérialise par le statut social qu'ils donnent aux bénéficiaires. Au niveau de la commune de Niomré, les bénéficiaires sont bien considérées et respectées quel que soit leur passé. Si parmi ces familles il y avait des pauvres et des marginaux, elles sont devenues aujourd'hui, grâce aux transferts de fonds, des références et des modèles à suivre pour avoir une ascension sociale. Ce changement de statut social dû aux transferts de fonds concerne non seulement les bénéficiaires mais aussi les émigrés en personne. C'est dans cette optique que Bara Mboup nous signale que

Les transferts ont servi d'abord les émigrés dans leur reconversion économique locale et leur statut social. Très souvent issus de la catégorie sociale des sans-emplois ou des prolétaires de la société, les voilà (les émigrés) promus au rang d'investisseurs et de décideurs au plan social, voire politique... (2006, 262-263).

De même, la question du statut social de l'émigré a été abordée dans un rapport réalisé par le laboratoire des études sur le Genre, l'Environnement, la Religion et les Migrations (GERM) de l'UGB. Dans ce rapport, un enquêté du nom de Dabo indique que :

La société sénégalaise accorde le plus souvent un certain statut de prestige au migrant. Ce qui fait que toutes les portes lui seront ouvertes. La migration est source

³⁰ Au plan étymologique : ce concept est créé par Auguste Comte (1798-1857) à partir d'*autrui*, venant du latin *alter*, autre, avec le suffixe *-isme*, servant à former des mots correspondant à une attitude, un comportement, une doctrine, un dogme, une idéologie ou une théorie. Dans ce contexte, l'altruisme est une disposition de caractère qui conduit à s'intéresser, à se dévouer, à se consacrer et à vouloir faire le bien aux autres, à les aider, à faire preuve de générosité envers eux, sans rien attendre en retour.

d'estime et de respect. Elle donne une valeur sociale à la personne (...) L'argent et les richesses que l'on acquiert avec la migration donnent un certain statut social (...) Cela va des relations sociales aux regards des autres. (...) Le migrant gagne des privilèges. Il est écouté quand il parle et le plus souvent, sa voix compte au moment de la prise de décision (2018, 73).

Par ailleurs, il est important de prendre en compte la solidarité qui existe entre les familles dont leurs fils sont à l'étranger et celles qui n'ont pas d'émigré(s). Cette solidarité est prouvée par l'action de certains émigrés quand ils apprennent que tel ou tel voisin est en difficulté.

Par exemple, les pauvres bénéficient de l'aide de la part des familles d'émigrés ou des émigrés eux-mêmes. Souvent, certains émigrés envoient de l'argent pour aider les familles en deuil ou en situation de choc naturel. Les ménages qui reçoivent des transferts de fonds viennent aussi en aide à des proches en leur donnant de la nourriture que certains considèrent comme de la charité ou « Zakat ».³¹

Aussi, la notion de solidarité ne se limite pas entre les familles du même quartier ou du même village. C'est-à-dire que les jeunes qui sont en difficulté en dehors du pays sont soutenus par leurs frères émigrés. Souvent, c'est en cas de maladie grave, de décès ou de manque de papiers que les émigrés développent des actions d'entraide. Ces liens de solidarité sont généralement plus vifs entre les membres d'association du même village ou de la même localité. Ils font des cotisations pour créer un fonds de solidarité. Selon Demba Lô, président de l'association des émigrés de Niomré « *Thia Kanam* »³², cet élan de solidarité entre les émigrés officiellement reconnus par l'association est axé sur trois niveaux à savoir :

- L'hébergement ;
- La démarche pour l'obtention des papiers tels que la carte de séjour pour les nouveaux émigrés ;
- L'insertion dans le milieu du travail.³³

5.2. Les avantages économiques des transferts de fonds

L'aspect pécuniaire du sujet, que nous abordons dans ce mémoire, nous amène à convoquer l'économie même si cela n'est pas de notre ressort. L'importance des transferts de

³¹ Mot arabe traduit par « aumône légale » et représente le troisième des piliers de l'islam.

³² « *Thia kanam* » est un terme wolof qui signifie « *Aller de l'avant* » ou « *En Avant* ».

³³ Entretien réalisé avec Demba Lô, ancien émigré et représentant actuel des émigrés du village de Niomré, quartier Thiengue 1, le 20 Août 2019.

fonds dans le développement économique des ménages bénéficiaires peut être appréhendée à travers les points suivants :

5.3. La diversification et l'augmentation du revenu des ménages

Les envois de fonds des émigrés permettent aux ménages d'ajouter une autre source de revenus plus importante que celles venant des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et autres. Serigne Mansour Tall confirme cette hypothèse en soutenant que « les revenus non agricoles dont principalement les envois monétaires des proches ayant tenté leur chance dans des contrées plus clémentes représentent une part essentielle des ressources monétaires avec lesquelles les ménages ruraux survivent et vivent » (2004, 38). Les fonds envoyés par les émigrés renforcent ces revenus très faibles des ménages en leur permettant de réduire leurs vulnérabilités face aux aléas de la vie tels que la sécheresse, la famine et autres catastrophes naturelles. Cette situation est bien réelle et attire l'attention de l'État du Sénégal qui, à travers le Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, s'intéresse à cette potentialité de la migration.

D'ailleurs, il est retenu que dans les régions de Matam, Tambacounda, Louga et Diourbel, plus des deux tiers des revenus des ménages sont constitués à partir des transferts de ressources des émigrés. Ces transferts ont représenté dans les années 2000 plus de cinq milliards de francs CFA, soit 2,5 % du PIB ou 10 % des revenus au titre des opérations courantes (Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur, 2016).

Il arrive qu'il y ait des ménages qui n'ont d'autres revenus que celui venant de l'émigration. C'est pour cela que Serigne Mansour Tall nous signale que « dans certains villages de la région de Louga, les transferts d'argent des migrants représentent 90% des revenus des ménages » (Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur, 2016). En vérité, en tant que source importante de revenus pour de nombreux ménages à faible niveau de vie, les envois de fonds des émigrés stimulent la consommation en augmentant le pouvoir d'achat.

5.4. L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages

L'approche microéconomique permet de voir les capacités des deux catégories de ménages en matière d'achat et de consommation des produits locaux et des produits importés. Le pouvoir d'achat peut être défini comme la quantité de biens et services qu'on peut acheter avec le revenu disponible. Dans les ménages, il y a un certain nombre de facteurs qui montrent leur pouvoir d'achat. Parmi ces facteurs, il y a tout d'abord les types de produits consommés, leur qualité et leur prix. Par exemple, les plus aisées associées aux familles d'émigrés

consomment des produits de qualité et plus chers. Elles font une commande de ravitaillement au niveau des boutiques et parviennent à verser la somme sans la moindre difficulté et dans les délais.

Or, les ménages sans émigrés, ayant un faible niveau de revenus, se contentent de faire des achats aux détails. Elles ont tendance à garder leurs anciennes habitudes de consommation en essayant d'assurer les trois repas par jour. Leurs dépenses sont limitées et adaptées à leur niveau de revenu.

6. Création d'activités économiques grâce aux transferts de fonds

Il est vrai que les transferts de fonds sont économiquement importants dans la vie des ménages qui misent sur leur optimisation. Leur utilisation semble se limiter aux dépenses de consommation qui justifient leur importance dans la constitution du budget familial.

Mis à part cette affectation attribuée aux transferts de fonds, ils sont aussi utilisés pour créer des activités à caractère économique. Certains ménages bénéficiaires profitent de cette manne financière pour pratiquer l'élevage. Cette activité peut être considérée comme un investissement rentable et moins risqué. Selon Serigne Mansour Tall, « l'émigré n'investit pas souvent en dehors de l'achat de têtes de bétail dans les activités rurales familiales » (2004, 38). Souvent, ce sont les parents restés à la maison qui décident de le faire pour manifester leur soutien à leurs fils émigrés et créer un climat de confiance. Cette pratique est très présente dans la vie des ménages d'émigrés qui, soit gèrent l'activité au village, soit la confient à un berger à proximité géographique.

Conclusion partielle

Enfin, le chapitre sur l'état des lieux des transferts de fonds dans la commune de Niomré était destiné à rendre compte des facteurs déterminants de ces opérations financières et de leur importance dans la vie socio-économique des parents restés à Niomré. Ainsi, il a été abordé l'ensemble des éléments pouvant caractériser les transferts de fonds dans la zone.

Chapitre 2 : La contribution par transferts de fonds des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré

Il est admis que l'amélioration des conditions de vie³⁴ est le refrain du développement local. Donc, il est possible d'analyser la contribution des transferts de fonds sur le développement local à travers les transformations qu'ils apportent dans les conditions de vie des bénéficiaires. Dans ce chapitre, l'objectif est de montrer la contribution des émigrés sur le développement local de la commune de Niomré. Cette contribution sera étudiée à travers les transferts de fonds après qu'ils aient été testés sur l'amélioration des conditions de vie des ménages. Pour ce faire, le chapitre est scindé en deux sous-chapitres. Le premier abordera l'effet des transferts de fonds sur les conditions de vie des habitants de Niomré. Le deuxième sous-chapitre traitera de l'incidence des transferts de fonds sur le développement local de la commune de Niomré.

1. L'effet des revenus migratoires sur les conditions de vie des populations de Niomré

Il s'agit ici de montrer l'incidence des rapatriements de fonds sur les conditions de vie dans la commune de Niomré. Pour cela, l'analyse de leur effet est faite sur la base de leur utilisation dans le poste des dépenses de consommation, de santé et d'éducation. Toutefois, cette analyse n'est pas suffisante pour déterminer cet effet sur les conditions de vie. Il y a aussi les réalisations effectuées par les émigrés dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social qui représentent également des aspects permettant de mesurer l'effet de leur redistribution sur toute la communauté.

Ainsi, pour mieux aborder cette question, il semblerait très logique de le faire en fonction des secteurs sur lesquels les revenus migratoires peuvent agir. C'est donc une analyse qui va porter sur la consommation, la santé, l'éducation et le bien-être social.

1.1. L'effet des transferts de fonds sur la consommation des ménages

L'analyse de l'effet des transferts de fonds doit se faire logiquement sur la base d'une comparaison de la situation d'avant leur réception et celle pendant qu'ils sont reçus par les ménages. A défaut, cette étude adopte une autre méthode d'analyse qui propose une comparaison de la situation des ménages qui reçoivent des revenus issus de l'émigration et celle des ménages qui n'en reçoivent pas. Ces deux catégories de ménages sont prises en compte

³⁴ Selon Joseph Emmanuel Mata (enseignant à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville) les conditions de vie sont définies comme étant l'ensemble des éléments d'environnement, des biens, des services ou des comportements qui permettent aux ménages de vivre et d'exprimer extérieurement ou intérieurement leur « e go ». <http://cjrs-rcsr.org/archives/25-3/mata.pdf>

pour représenter autrement la situation d'avant la réception des transferts et celle pendant leur utilisation.

La majeure partie des ménages enquêtés affirme que l'argent envoyé par leurs parents émigrés est en partie utilisé pour couvrir les dépenses d'alimentation. Ce résultat se confirme aussi dans une autre étude réalisée par le Ministère de l'Économie et des Finances. Selon cette étude, « la part des transferts reçus consacrée à l'alimentation est plus importante dans les régions de Tambacounda (77%), de Diourbel (74%), de Matam (70%) et de Louga (74%) » (Ministère de l'économie et des finances, 2012, 6).

En fait, le volet de la consommation courante des ménages avec émigré (s) est presque totalement assuré par les transferts de fonds. Selon une étude récente (Ch. Diop, 2003), il représenterait 75% des transferts, ce qui n'est pas éloigné des 80% rapportés par Fall, selon les travaux de Daum (Sander et Barro). Comparer à la situation des ménages sans transferts de fonds, le niveau et la qualité de consommation des ménages récipiendaires se sont révélés plus importants. Cela revient à dire qu'avec l'argent envoyé par les émigrés, les ménages récepteurs parviennent à subvenir quotidiennement leurs besoins en consommation. C'est pour cette raison que l'utilisation massive des transferts prioritairement pour des besoins de consommation courante constitue un élément important d'amélioration des conditions de vie des familles sénégalaises bénéficiaires, surtout celles vivant en milieu rural ou urbain défavorisé dans des contextes d'extrême précarité.

Les résultats de notre étude ont permis de démontrer le rôle déterminant des transferts de fonds dans la couverture des dépenses des ménages bénéficiaires.

Tableau 17 : Couverture des dépenses des ménages bénéficiaires par les transferts de fonds

Couverture des dépenses	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	4	7,3%
Oui	46	83,6%
Non	5	9,1%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

La couverture des dépenses quotidiennes grâce aux transferts de fonds peut être considérée comme une variable pouvant contribuer à prouver leur rôle dans l'amélioration des conditions de vie des ménages récepteurs. En vérité, la frange la plus importante des ménages enquêtés affirme que les transferts de fonds leur ont permis de couvrir totalement leurs dépenses

quotidiennes. Ce qui implique un soulagement dans la satisfaction des besoins alimentaires. Les enquêtes indiquent en effet que 83,6% des ménages enquêtés parviennent à couvrir leurs dépenses quotidiennes grâce aux transferts de fonds. Pour les 9,1%, les raisons qui font qu'ils n'ont pas cette même possibilité sont souvent liées au nombre important de personnes prises en charge par un émigré pour la plupart du temps.

Dans un autre sens, les transferts de fonds permettent aux bénéficiaires de diversifier les produits consommés. Néanmoins, les ménages non bénéficiaires n'ont généralement pas la possibilité de diversifier leur consommation et ont tendance à consommer les produits locaux et moins chers. Le niveau de consommation entre les deux types de ménages se différencie fondamentalement par la qualité et la quantité des produits consommés.

D'ailleurs, les résultats ont mis au clair la couverture des dépenses de consommation faites grâce aux transferts de fonds en indiquant le montant des dépenses des ménages bénéficiaires.

Tableau 18 : Estimation des dépenses mensuelles des ménages bénéficiaires

Montant des dépenses de consommation	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	6	10,9%
100 000 francs CFA	34	61,8%
200 000 francs CFA	9	16,4%
300 000 francs CFA	4	7,3%
Plus de 300 000	2	3,6%
Total obtenu	55	100%

Source : Enquête terrain, septembre 2019.

La moyenne des dépenses quotidiennes des ménages bénéficiaires des transferts de fonds est estimée à 5000 francs CFA minimum. Il s'agit souvent des ménages dont les membres ne sont pas nombreux et qui ont à leur disposition un stock de produits alimentaires. Par contre, il y a des ménages qui dépensent plus de 5000 francs CFA par jour. C'est le cas des grandes familles regroupées dans une seule maison. Cette situation est très différente de celle des ménages qui ne bénéficient pas des transferts de fonds.

Tableau 19 : Estimation des dépenses quotidiennes des ménages non bénéficiaires

Montant des dépenses quotidiennes	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	1	2,2%
1000 francs CFA	4	8,9%
1 500 francs CFA	4	8,9%
2000 francs CFA	6	13,3%
2 500 francs CFA	12	26,7%
Plus de 2 500 francs CFA	6	13,3%
Dépenses variables	12	26,7%
Total	45	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Pour les ménages de cette catégorie, la dépense minimale est de 1000 francs CFA par jour. Cependant, il y a une bonne partie de ménages qui effectue des dépenses quotidiennes dont le montant est de 2 500 francs CFA tout au plus.

Finalement, lorsqu'on évalue le rôle joué par les transferts de fonds, il est important d'examiner à la fois leurs implications économiques et non-économiques. En termes de développement humain, les effets ne sont pas toujours pris en compte. Il importe donc d'aborder cet aspect, en accordant une attention particulière à l'incidence des envois de fonds sur le bien-être des populations, et ce à travers deux variables telles que la santé et l'éducation.

1.2. L'effet des transferts de fonds sur la santé

En remontant à la deuxième partie de ce mémoire, la contribution des émigrés dans le domaine de la santé est clairement exprimée. D'une part, les effets induits par les transferts de fonds dans ce domaine se résument aux apports en nature faits par les émigrés. Il s'agit principalement des ambulances, des médicaments et des équipements que les émigrés ont offerts aux structures sanitaires. Bien plus, l'action des émigrés dans le domaine de la santé va au-delà de ces apports en nature car dans certains villages, ils contribuent à la rémunération du personnel soignant en faisant des cotisations. Ainsi, la sage-femme de la case de santé de Pakha Sow précise dans un entretien que :

L'action des émigrés dans le domaine de la santé est réelle. Ici, nous avons bénéficié de deux locaux dont l'un est considéré comme une salle d'accouchement et l'autre est aménagé pour me servir de bureau. De plus, les émigrés contribuent au paiement du personnel à travers une cotisation faite par les habitants du village et eux-mêmes.

Pour preuve, il m'est arrivé de rester un moment sans salaire et c'est les émigrés qui se sont portés volontaire pour me payer³⁵.

Cette collaboration, bien qu'informelle fait l'objet d'une contribution au développement du secteur de la santé. C'est par crainte de voir leur case de santé en arrêt, chose qui peut mettre en danger la santé des habitants du village, qu'ils n'hésitent pas de régler ce genre de problème.

D'autre part, l'effet des transferts de fonds sur la santé peut être étudié sur l'état de santé de la population. La bonne qualité d'une alimentation induit un bon état de santé des individus. Ce rapport entre conditions alimentaires et état de santé est expliqué dans la théorie de Maslow.³⁶ Cette théorie soutient qu'en satisfaisant les besoins des membres des ménages, les fonds les placent dans des conditions favorables à un bon état de santé et donc contribuent à l'amélioration de leur santé.

Les transferts de fonds qui permettent aux ménages d'avoir un pouvoir d'achat donnent aussi un accès aux soins médicaux à ces derniers. En vérité, la nutrition des enfants ne pose pas un problème de santé chez les ménages bénéficiaires des revenus migratoires. Ainsi, les personnes âgées peuvent aussi maintenir leur état de santé grâce aux transferts de fonds qui leur donnent la possibilité d'avoir une consommation de qualité et une prise en charge sanitaire. Également, les femmes enceintes bénéficient d'une bonne prise en charge sanitaire tout au long de leur grossesse grâce à l'argent envoyé par leur mari émigré.

En réalité, la contribution des émigrés sur le développement du secteur de la santé n'est facilement remarquable que lorsqu'il y a une absence ou une insuffisance des systèmes d'assurance-maladie et des infrastructures médicales. Dans la commune de Niomré, les retombées de l'émigration sont en quelque sorte un substitut de cette assurance-maladie, car ils permettent aux ménages bénéficiaires d'effectuer des dépenses de santé comme elles sont présentées dans le tableau suivant :

³⁵ Entretien réalisé avec Mme Séné, sage-femme de la case de santé de Pakha Sow, le 30 Août 2019.

³⁶ Cette théorie de Maslow est un cadre qui permet de comprendre comment les fonds transférés peuvent influencer sur la santé. Leur utilisation dans la satisfaction des besoins des ménages surtout les besoins essentiels permet aux membres de jouir une meilleure santé. Elle est aussi appelée la théorie de la satisfaction.

**Tableau 20 : Estimation des dépenses mensuelles de santé des ménages
bénéficiaires**

Montant des dépenses de santé	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	7	12,7%
Moins de 50 000 francs CFA	9	16,4%
Plus de 50 000 francs CFA	6	10,9%
Moins de 100 000 francs CFA	13	23,6%
Plus de 100 000 francs CFA	7	12,7%
Montant variable	13	23,6%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Généralement, les ménages qui effectuent des dépenses de santé avec un montant important sont ceux dans lesquels il y a des personnes malades ou âgées, des enfants ou des femmes en état de grossesse dont leur santé est fragile. Comme les ménages récepteurs, cette situation est aussi notée dans les ménages qui ne bénéficient pas de transferts de fonds mais ces derniers n'ont pas les moyens d'offrir une prise en charge sanitaire conséquente.

Pour les ménages bénéficiaires ayant des personnes malades en leur sein, les dépenses de santé peuvent aller de moins de 50 000 francs CFA à plus de 100 000 francs CFA par mois. En l'absence d'une assurance-maladie, ces ménages réservent une somme destinée à la santé des membres de la famille et surtout à celle des enfants, des personnes âgées et des femmes en état de grossesse.

Au contraire, les dépenses de santé des ménages qui ne reçoivent pas des transferts de fonds, et ayant des malades en leur sein, se sont révélées différentes. Ainsi, elles sont représentées dans le tableau suivant :

Tableau 21 : Les dépenses mensuelles de santé des ménages sans émigré (s)

Valeurs	Nombre de citations	Fréquence
Variable	22	40%
Cotisation mensuelle de 300 francs CFA	17	30,9%
10 000 à 20 000 francs CFA	8	14,6%
20 000 à 30 000 francs CFA	5	9,1%
30 000 à 40 000 francs CFA	3	5,5%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

La variabilité des dépenses de santé des ménages sans transferts de fonds se justifie par la faiblesse de leur revenu. Il n'est pas facile de voir un ménage de cette catégorie épargner de l'argent pour prévoir des dépenses de santé. Cependant, certains d'entre eux font des cotisations de 300 francs CFA par mois pour alléger leurs dépenses de santé en cas de maladie d'un des leurs.

En fin de compte, la comparaison faite à ce niveau révèle de meilleures conditions de santé chez les ménages récipiendaires que chez les non bénéficiaires. Une interprétation qui converge avec celle de Ndeye Binta Keita, pour qui « l'étude comparative des ménages suivant qu'ils soient migrants ou non migrants montre que les ménages migrants vivent dans des conditions de santé meilleure. Cet avantage bien qu'il existe n'est que léger » (2013, 10).

1.3. L'effet des transferts de fonds sur l' ducation

Tout comme le secteur de la santé, celui de l'éducation peut servir de repère pour faire une analyse de l'effet des transferts de fonds dont il est question dans cette étude. D'abord, la comparaison qui résulte de l'effet des transferts de fonds sur l'éducation apparaît sous l'angle de la capacité à gérer les dépenses d'éducation des enfants. Il est clair que les ménages avec émigré(s) disposent plus de moyens que ceux qui n'en ont pas pour supporter de telles dépenses. En effet, les jeunes en âge d'étude issus des familles d'émigré (s) n'éprouvent aucune contrainte financière et ont plus de chance de continuer leurs études dans le pays ou à l'étranger. Visiblement, l'effet des revenus migratoires sur l'éducation se trouve dans le taux de scolarisation et la prise en charge des enfants envoyés à l' cole.

Ensuite, ces revenus issus de l'émigration peuvent avoir un effet l'éducation des enfants à travers l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Les émigrés tiennent beaucoup à l'éducation de leurs enfants et n'hésitent pas à y investir pour

leur réussite. Ils mettent à leur disposition tous les moyens pouvant les aider à avancer dans leurs études. On ne manque pas de voir des enfants avec des outils informatiques (portables, tablettes, ordinateurs). En outre, leurs parents font de sorte qu'ils ne manquent de rien en leur donnant des fournitures complètes. Cela montre le rôle joué par les émigrés à travers leurs transferts financiers, qui pallient les manquements des ménages qui ne sont plus en mesure d'assurer les coûts inhérents à l'éducation (fournitures, manuels, transport, internat et scolarité pour certains, etc.).

En réalité, les fonds envoyés aux ménages sont aussi dépensés dans l'éducation des enfants. Ils permettent de les scolariser et de les mettre dans des conditions d'études favorables. Une représentation des dépenses d'éducation des ménages qui reçoivent des transferts de fonds est faite pour apprécier la prise en charge des enfants scolarisés.

Tableau 22 : Estimation des dépenses de d'éducation des ménages bénéficiaires

Montant des dépenses d'éducation	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	6	10,9%
Moins de 50 000 francs CFA	28	50,9%
Plus de 50 000 francs CFA	6	10,9%
Moins de 100 000 francs CFA	9	16,4%
Plus de 100 000 francs CFA	6	10,9%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

L'examen de l'absence des transferts de fonds chez les ménages non bénéficiaires peut aussi montrer leur effet sur l'éducation. En effet, les ménages sans émigré (s) et n'ayant pas suffisamment de revenus rencontrent un certain nombre de problèmes dans la scolarisation de leurs enfants. Souvent, leurs enfants ne sont pas scolarisés ou finissent par abandonner leurs études. Il arrive que certains ménages envoient leurs enfants dans les écoles coraniques. C'est à partir de cette légère comparaison qu'on peut voir les effets induits par les transferts de fonds sur l'éducation. Il s'agit donc des effets sur le taux de scolarisation des enfants et sur la prise en charge.

Tableau 23 : Estimation des dépenses d'éducation des ménages non bénéficiaires

Montant des dépenses d'éducation	Nombre de citations	Fréquence
100 000 francs CFA	1	2,9%
Plus de 100 000 Francs CFA	8	29,4%
Moins de 50 000 francs CFA	10	23,5%
Plus de 50 000 francs CFA	9	26,5%
30 à 40 000 francs CFA	4	11,2%
Plus de 10 000 francs CFA	2	5,8%
Total observations	34	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

2. La contribution individuelle des émigrés dans le développement de Niomré

Étant donné que les émigrés sont des membres éloignés de leur communauté d'origine, ils aspirent naturellement à contribuer au développement de leur localité. Ce qui vérifie l'existence d'un lien transnational dans les rapports qu'ils entretiennent avec leur pays de provenance. L'expression de ce transnationalisme³⁷ se manifeste par une volonté de soutenir leur famille en envoyant de l'argent à chaque fois qu'ils en ont la possibilité. Cet argent envoyé est destiné à des fins diverses mais son utilisation obéit pour la plupart du temps à une satisfaction des besoins de consommation.

En revanche, d'autres utilisations en sont faites comme les dépenses de santé et d'éducation et, dans une certaine mesure, la création de petits emplois. En fait, il convient de dire que la contribution individuelle des émigrés au développement de Niomré se matérialise par leur volonté d'améliorer les conditions de vie de leur famille. En outre, les initiatives socio-économiques de Demba Lô peuvent être considérées comme un exemple de contribution individuelle, cette fois-ci, à l'échelle communautaire. En vérité, cet émigré de retour réalise avec ses propres moyens un grand effort dans la promotion locale de Niomré. Ce dernier a ouvert deux boulangeries entre 1998 et 2004. Il a recruté environ une vingtaine de jeunes dans la commune et dispose de dix (10) points de vente de pain.

³⁷ Selon Glick Schiller, Basch et al. (1994), le transnationalisme est défini comme « les procédés par lesquels les migrants forment et maintiennent des relations sociales multiples et créent de la sorte des liens entre la société d'origine et la société où ils s'installent. [...] Un élément essentiel du transnationalisme est la multiplicité des participations des immigrants transnationaux (transmigrants) à la fois dans le pays d'accueil et d'origine. » <http://leprojetcosmopolis.com/5le-transnationalisme-dans-tous-ses-etats/>

En plus, avec la collaboration d'autres jeunes émigrés, de la population et des étrangers, il a créé une coopérative agricole depuis presque trois ans pour accompagner les cultivateurs qui ne disposent d'aucune structure d'accompagnement étatique.

3. La contribution collective des émigrés dans le développement de Niomré

La contribution collective des émigrés est associée à l'action des associations. Selon le représentant de l'association des émigrés à Niomré (Demba Lô), « les objectifs fixés sont l'achèvement de la construction de la grande mosquée, l'accès à l'eau des populations et la réhabilitation du poste de santé ».³⁸ Pour atteindre ces objectifs, les émigrés font des cotisations destinées à financer leur projet d'aide au développement. Dans l'avenir, cette association compte même construire un hôpital. Bien que ces objectifs ne soient pas entièrement atteints, des actions pouvant contribuer au développement de la commune ont été entreprises. En effet, vers les années 2000-2005, l'association avait offert deux ambulances à la commune : un Renault 18 et Peugeot 505 qui est toujours fonctionnel.

De plus, l'esprit collectif des émigrés se traduit par une belle initiative destinée à permettre aux populations d'avoir un accès à l'eau potable. Un total de cinq (5) fontaines publiques ont été implantées dans les quartiers de Niomré. Ce projet d'accès à l'eau potable est estimé à des millions et dépend entièrement de l'engagement des émigrés.

Également, l'éclairage de certains quartiers fait partie des réalisations faites par la diaspora de Niomré. L'action de l'association regroupant les émigrés rentre dans le cadre de l'amélioration du bien-être de la communauté grâce aux différentes réalisations effectuées.

4. Les réalisations des émigrés au profit de la communauté

4.1. L'action des émigrés dans le domaine de la santé

Les réalisations faites par les émigrés dans le domaine de la santé présentent des effets non négligeables dans le développement du secteur. A cet effet, les dons et actions volontaires ont permis aux structures de santé bénéficiaires de fonctionner malgré la persistance de certaines contraintes. L'effet positif de cette contribution sur le développement local de Niomré est très soutenable d'autant plus qu'on ne peut pas parler de développement sans prendre en compte la santé. C'est grâce à elle que les individus puissent non seulement créer le développement mais aussi s'en réjouir.

³⁸ Voir en image les réalisations collectives des émigrés dans les annexes.

En ce qui concerne la participation des émigrés pour l'entretien des structures sanitaires, la sage-femme du poste de santé de Niomré et celle de Pakha Sow ont fait le point. Selon Mme Gueye, sage-femme du poste de santé Niomré :

Entre 2017 et 2018, nous avons reçu de la part de l'association des émigrés des équipements tels qu'une table d'accouchement et du matériel de pansement. Souvent, les émigrés en vacances viennent nous demander ce que nous manquons et ce que nous aimerions avoir pour mieux s'occuper des malades. Avant, c'est eux qui assuraient mon salaire. Ils ont eu à mettre à notre disposition deux ambulances. Cependant, nous avons constaté qu'ils ont un peu arrêté de nous apporter leur soutien. Il y avait une collaboration entre l'association et le poste. Je me rappelle, quand j'étais l'ICP, j'avais sollicité son appui et elle nous a donné des draps et a nettoyé le poste. Nous avons réussi à tenir une réunion pour consolider notre collaboration mais cela n'a pas de suite³⁹.

Et dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, les émigrés sont les premiers à apporter leur soutien au poste de santé de Niomré. Ils ont offert un lot de masques, du gel et une importante enveloppe financière.

4.1. Les réalisations des émigrés en matière d'adduction d'eau potable

La question relative à l'accès à l'eau potable est depuis longtemps une préoccupation qui a suscité beaucoup d'efforts de la part des autorités et de la population de Niomré. Étant donné que la commune de Niomré repose sur un espace terrestre qui n'abrite aucune source d'eau à part la nappe phréatique, la salinité de l'eau des puits a fait que la population de Niomré éprouve un besoin absolu en eau potable. Ainsi, les enquêtes ont révélé que les émigrés de cette zone se donnent comme mission de régler le problème d'eau en implantant des bornes fontaines dans les quartiers ou villages avec des branchements liés au lac de Guer de keur Momar Sarr. À Niomré (chef-lieu de commune), cinq (5) bornes fontaines sont déjà mises en place. Notre entretien avec M. Demba Lô a permis de noter l'essentiel des réalisations en matière d'adduction d'eau. Il nous relate les actions entreprises par lui-même et quelques émigrés en ces termes :

Avec l'appui de quelques parents émigrés, nous avons déboursé beaucoup d'argent pour le raccordement en eau de quelques maisons. La dernière réalisation dans ce cadre a été l'implantation d'une fontaine dans le quartier Dakhar Gua. Ce projet d'implantation de bornes fontaines est en cours car nous comptons en implanter dans d'autres quartiers⁴⁰.

³⁹ Entretien réalisé avec Mme Gueye, sage-femme du poste de santé de Niomré, le 28 Août 2019.

⁴⁰ Entretien réalisé avec M. Demba Lô, représentant des émigrés, le 20 Août 2019.

5. Le rôle des réalisations faites par les émigrés sur le développement de Niomré

Généralement, les types de réalisations faites par les émigrés se résument à l'implantation des bornes fontaines, à la construction de locaux dans les structures sanitaires et les mosquées. Ces actions traduisent une forme d'expression d'une volonté de contribuer au développement du bien-être de la communauté locale. Les émigrés de la commune de Niomré ont la réputation de faire leur participation pour toutes réalisations rentrant dans le cadre de l'amélioration du bien-être des populations et de leur épanouissement.

Ces faits qui semblent moins influents sont à prendre en compte car leur multiplication pourrait être un réel potentiel de développement local d'autant plus qu'ils tendent à être présents là où l'État est absent. Ces initiatives locales ont commencé à prendre de l'ampleur et s'alignent aux politiques de décentralisation. Elles sont destinées à combler les manquements de la puissance publique dont l'inefficacité et l'inaction sont désormais très déconcertantes au regard de la léthargie qui caractérise les territoires. C'est pourquoi il est important d'accorder plus d'attention à la capacité économique du migrant et de son rôle social plus déterminant.

6. La création d'emploi

Pour que les transferts de fonds soient optimisés, il faudrait en faire un moyen de créer d'autres revenus. L'étude menée sur la contribution par transferts de fonds des émigrés au développement local de Niomré tente de montrer la valeur accordée à la création d'emploi. Créer des emplois pour les jeunes et les femmes c'est créer des sources de revenus pouvant aussi contribuer à améliorer les conditions de vie et diminuer la dépendance des ménages vis-à-vis des transferts de fonds.

Tableau 24 : Emplois créés grâce aux transferts de fonds

Création d'emploi	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	9	16,4%
Oui	20	36,4%
Non	26	47,3%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

L'objectif de l'enquête était de savoir le nombre de ménages ayant créé un emploi grâce à l'argent qu'ils reçoivent de la part des émigrés. Les chiffres montrent que 36,4% des ménages

ont affirmé avoir créé un emploi. Pour la plupart du temps, les types d'emplois créés sont liés aux activités ménagères, aux travaux champêtres ou autres métiers comme chauffeur ou berger. Il y a aussi la présence d'autres emplois identifiés dans le domaine de la boulangerie dont le propriétaire est un ancien émigré qui a recruté une vingtaine de personnes environ.

Cependant, il faut dire que la majeure partie des ménages bénéficiant des transferts de fonds ne créent pas de l'emploi. Ils représentent un taux de 47,3%. Pour ceux qui n'ont pas répondu à cette question, il semblerait qu'ils évitent de faire une déclaration de patrimoine ou que les emplois qu'ils ont créés avec cet argent se trouvent dans d'autres zones. C'est le cas de quelques émigrés de la commune qui ont recruté des jeunes à l'insu de leur famille pour la gestion d'un magasin de vente de pièces détachées à Louga ou à Dakar.

Par ailleurs, les nouvelles initiatives des émigrés de Niomré ont aussi occasionné la création d'emplois dans le domaine de la gestion des ordures. C'est à travers l'association « *Bolo And Liquey* » créée par des émigrés que l'idée de gérer les ordures en collaboration avec la mairie est née. Ce domaine d'activité, qui fait partie des compétences transférées aux collectivités locales, intéresse aussi la diaspora de Niomré qui compte y apporter leur soutien pour aider la population. Les émigrés ont déployé des moyens nécessaires (Tracteur avec wagon, râtaux, pelles, tenues de travail pour le personnel, etc.) pour la gestion effective des ordures dans tout le village de Niomré. Le personnel chargé de faire le travail compte dix jeunes.

Au-delà de cette activité ayant permis de créer des emplois, les membres de cette même association ont mis à la disposition des populations un dépôt gaz. Des jeunes sont recrutés temporairement pour faire le déchargement.

Conclusion partielle

Dans ce chapitre, il a été question de déterminer la dimension contributive des transferts de fonds dans le développement local de la commune de Niomré. Pour ce faire, l'étude est portée sur deux éléments à travers lesquels les transferts de fonds sont testés pour obtenir des résultats concernant leurs effets sur le développement local de Niomré. D'abord, cette analyse de l'effet des transferts de fonds est faite sur la base de leurs effets sur les conditions de vie des ménages qui est le refrain du développement local. Ensuite, le test est effectué sur la base des réalisations faites par les émigrés dans les différents secteurs susceptibles de booster le développement local. Ce qu'il faut retenir de cette analyse, c'est que les transferts de fonds ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des ménages bénéficiaires de façon spécifique.

Chapitre 3 : Vérification des hypothèses, discussion et recommandation

La méthodologie et les techniques de recherche adoptées dans cette étude visaient à atteindre les objectifs de départ et de tester les hypothèses qui ont représenté les réponses anticipées aux questions posées. L'exploitation des données dans le chapitre précédent va permettre de procéder à une vérification des hypothèses mais aussi d'engager une discussion pour expliquer la valeur des résultats vis-à-vis de la littérature. En plus, des recommandations seront formulées et adressées aux différents acteurs impliqués et concernés par le thème de l'étude.

1. Vérification des hypothèses

1.1. Hypothèse centrale

Comme annoncée dans la première partie de ce mémoire, l'hypothèse centrale était formulée comme suit : Les revenus migratoires contribuent considérablement à l'amélioration des conditions de vie des ménages et dans un sens plus large, ils constituent éventuellement un potentiel de développement de la Commune de Niomré.

Au terme des interprétations, les résultats donnés sur la comparaison du niveau de consommation des ménages avec émigré (s) et de ceux sans émigré sont révélateurs. En fait, l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires passe nécessairement par une bonne consommation de produits alimentaires et un accès aux services sociaux. Les conclusions faites selon les résultats obtenus montrent que les ménages bénéficiaires des transferts de fonds ont un niveau de consommation plus important. L'effet des transferts de fonds sur la consommation induit d'autres effets secondaires comme ceux contribuant à la santé. En d'autres termes, l'amélioration du niveau de consommation grâce aux transferts de fonds va jusqu'à améliorer l'état de santé des consommateurs et de leur bien-être social.

Au-delà de cette contribution des transferts de fonds dans l'amélioration des conditions de vie des récepteurs, il convient d'évoquer la possibilité d'accéder aux services sociaux qu'ils offrent aux bénéficiaires. Il a été admis que les transferts de fonds sont non seulement utilisés pour subvenir aux besoins de consommation, mais aussi de santé et d'éducation. Les enquêtes ont permis de savoir que certains ménages prévoient un montant pour gérer les éventuelles dépenses de santé dans la somme d'argent qu'ils reçoivent de la part des émigrés. Or, d'autres ménages n'épargnent pas pour prévoir des dépenses de santé, mais ils sollicitent les émigrés à chaque fois qu'ils éprouvent le besoin.

Par ailleurs, les transferts de fonds des émigrés ont occasionné dans la commune de Niomré la mise en place de quelques infrastructures sociales au profit de la communauté. Le

bien-être social est une préoccupation de tous les émigrés qui mobilisent leurs moyens pour construire une mosquée, équiper un poste de santé, implanter des bornes fontaines, etc. L'ensemble de ces réalisations ne doit pas être négligé dans la mesure où elles profitent à bon nombre d'habitants, quel que soit leur degré de recouvrement.

Cette contribution financière, bien qu'insuffisante peut être considérée comme un potentiel de développement dans la mesure où l'action des émigrés au service de leur communauté va continuer à se développer.

En somme, le cumul des actions menées par les émigrés de façon individuelle ou collective pour améliorer les conditions de vie et d'existence des populations, nous amène à confirmer notre hypothèse centrale.

1.2. Hypothèse secondaire 1

Les transferts de fonds effectués par les émigrés augmentent le pouvoir d'achat des ménages et changent leur mode de vie.

Au regard des informations qui ont été développées dans la partie sur les avantages économiques des transferts de fonds, l'approche microéconomique d'ordre qualitatif et quantitatif a permis d'étudier le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires. Et ce, à travers une comparaison basée sur la présence des transferts de fonds dans certains ménages et leur absence dans d'autres. Ce qui a abouti à un certain nombre de conclusions sur l'augmentation du pouvoir d'achat et le renforcement du budget familial par les transferts de fonds. Donc, les transferts de fonds sont à l'origine d'une consommation de produits dont l'accès n'est pas donné à tous. Cela voudrait dire que les ménages bénéficiaires des transferts de fonds ont une capacité financière leur permettant d'acheter des produits de qualité parfois importés. Il est clair que de tels produits coûtent chers et que leur acquisition prouve le simple fait que les acheteurs ont un pouvoir d'achat.

Par ailleurs, la réception des transferts de fonds chez certains ménages entraîne parfois une légère transformation de certaines habitudes. En effet, les ménages bénéficiaires ont tendance à abandonner de plus en plus certaines activités à savoir l'agriculture et l'élevage. Cela est dû par le fait que les personnes en âge de travail pouvant cultiver les terres sont parties à l'extérieur et envoient de l'argent pour permettre aux bénéficiaires de subvenir à leurs besoins. Cette manne financière a permis aux récepteurs de construire une maison en dure (terrasse) avec un équipement (téléviseur, réfrigérateur, meubles, etc.) souvent importé. La nouvelle maison et les nouveaux biens matériels offrent un environnement différent de celui d'avant la réception des transferts de fonds et imposent un nouveau mode de vie.

Enfin, les résultats des enquêtes réalisées dans le cadre de ce mémoire ont permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle les transferts de fonds augmentent le pouvoir d'achat des ménages et changent leur mode de vie.

1.3. Hypothèse secondaire 2

La population de la commune de Niomré, malgré l'absence de l'implication de l'État, bénéficie d'un certain nombre d'infrastructures ou d'équipements de quelle que nature que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social.

L'étude de la contribution des transferts de fonds sur le développement de Niomré a été axée sur une analyse qui prend en compte les réalisations faites par les émigrés. Les résultats fournis par nos enquêtes ont rendu possible leur identification. Ainsi, du point de vue santé, les émigrés ont réalisé d'importantes actions pouvant être considérées comme une contribution au développement local. Il s'agit de la construction de locaux dans certains postes de santé de la commune. Ces locaux additionnés aux dons d'équipements et les réalisations dans le domaine de l'accès à l'eau potable, comblent un vide créé par l'absence du pouvoir publique.

Bien vrai que les résultats obtenus n'ont pas montré une contribution conséquente dans le domaine de l'éducation, leurs actions n'ont pas épargné le développement du bien-être social des populations. Il a été noté un grand effort dans la construction des mosquées (la grande mosquée de Niomré et celle de Pakha Sow) dans la commune qui n'est habitée majoritairement que par une population musulmane.

En définitive, la combinaison de tels résultats sur l'action des émigrés dans le domaine de la santé et dans le cadre du bien-être social, confirme à moitié la deuxième hypothèse secondaire. Néanmoins, les enquêtes n'ont pas permis d'identifier des actions réalisées par les émigrés dans le domaine de l'éducation.

1.4. Hypothèse secondaire 3

Dans la commune de Niomré, les rapports de collaboration dans une dynamique de développement local entre les autorités locales et les émigrés sont faibles voire même inexistants.

L'entretien que nous avons réalisé avec M. Pape Lô, le maire de la commune de Niomré, nous renseigne sur les rapports entre la collectivité locale et les émigrés. Ainsi, au cours de cet entretien, le maire s'est clairement prononcé sur cette question :

La collectivité locale est très limitée dans son fonctionnement. La gestion locale de l'émigration nécessite un appui fort de l'Etat en matière d'accompagnement et d'encadrement. Ce qui n'est pas encore fait et jusqu'à présent aucune initiative n'a été prise dans ce cadre. On ne peut pas à nous seuls gérer l'émigration car il y a

beaucoup d'enjeux. On avait commencé à nouer des relations de collaboration avec la population et les émigrés qui ensemble, avaient réussi à collecter une somme de 50 millions, mais malheureusement la gestion de cet argent n'était pas bonne. Ce qui a fait que les émigrés sont devenus réticents et préfèrent agir seuls ou à travers leur association qui compte environ deux milles membres. Nous avons même proposé un projet communautaire pour travailler sur un programme alimentaire, mais il est sans suite⁴¹.

En somme, les propos du maire de la commune de Niomré nous permettent de confirmer l'hypothèse sur les rapports de collaboration entre la collectivité locale et les émigrés.

2. Discussion

Les résultats de notre étude doivent être soumis à une discussion pour montrer le lien qu'ils entretiennent avec les hypothèses établies et la littérature. Autrement dit, il convient d'expliquer en quoi certains résultats ont permis de confirmer ou d'infirmer les hypothèses. De même, les résultats obtenus doivent être confrontés à la littérature notamment à l'approche microéconomique pour montrer ce qui les différencie et ce qui fait leur convergence.

2.1. Le rapport entre les résultats de l'étude et la littérature

La confirmation de l'hypothèse centrale est soutenue non seulement par les résultats obtenus mais aussi par la littérature. Les enquêtes que nous avons menées ont abouti à une confirmation de l'idée selon laquelle la réception des transferts de fonds entraîne une amélioration des conditions de vie des ménages. Aussi, dans la littérature, cette thèse est soutenue par certains auteurs comme Medina et Cardona (2010) et Salas (2014). Pour eux, l'effet des transferts de fonds est positif sur les dépenses privées de santé et d'éducation, ce qui implique une amélioration des conditions de vie des ménages récepteurs.

Cependant, même si cette convergence permet d'admettre que les transferts de fonds améliorent les conditions de vie des ménages, la littérature n'est pas trop optimiste sur le fait qu'ils soient un potentiel de développement local. Par contre, ce qui nous a amené à considérer cette manne financière comme un potentiel de développement local, ce sont les réalisations faites par les émigrés dans le secteur de la santé et d'autres domaines à savoir l'électrification, l'adduction en eau, la gestion des ordures etc. Dans un contexte de décentralisation où les collectivités locales comme celle de Niomré sont confrontées à un manque criard de ressources humaines et surtout financières, la comptabilisation de ces réalisations est nécessaire quand il faut parler de développement local.

⁴¹ Entretien réalisé avec M. Pape Lô, maire de la commune de Niomré, le 19 Août 2019.

Pourtant, il semblerait que la considération des transferts de fonds comme un potentiel de développement est contestable. En d'autres termes, malgré la confirmation de cette hypothèse nous prenons en compte le caractère privé des transferts de fonds qui peut renverser la tendance. En effet, certains auteurs ne considèrent pas les Remittances comme un potentiel de développement local pour la simple raison qu'ils sont privés. La véracité de cette hypothèse est soutenable, bien que cela ne doive pas faire l'objet d'une généralisation des faits. Si on considère seulement le caractère privé des transferts de fonds, leur redistribution est presque improbable.

Or, nous considérons que cette redistribution des transferts de fonds existe dans la commune de Niomré. Elle se matérialise par les réalisations collectives des émigrés. C'est un aspect que nous avons considérablement pris en compte dans cette étude afin de les considérer comme un potentiel de développement au niveau local.

2.2. La particularité des résultats de l'étude

Les résultats obtenus lors de nos enquêtes nous ont permis d'aller plus loin en admettant que les transferts de fonds augmentent non seulement le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires mais aussi changent leur mode de vie.

Tableau 25 : Effet des transferts de fonds sur le mode de vie

Changement de mode de vie	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	2	3,6%
Oui	45	81,8%
Non	8	14,6%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

La majeure partie des ménages enquêtés ont reconnu que les revenus migratoires ont changé leur mode de vie. Ce changement est remarqué dans les habitudes alimentaires, le milieu de vie, le mode de vie et le délaissement de certaines activités et habitudes traditionnelles. C'est ce que Papa Issa Ndiaye tente de montrer : « En milieu rural, ces revenus concourent à façonner un « nouveau mode de vie » et entraînent un abandon progressif des terres » (2007, 89).

C'est grâce à l'approche microéconomique d'ordre qualitatif et quantitatif que nous sommes arrivés à déterminer la différence des dépenses de consommation entre deux catégories de ménages⁴². Les résultats induits par cette comparaison révèlent un niveau de consommation plus stable et plus important chez les ménages bénéficiaires par rapport aux ménages sans

⁴² Les ménages soutenus par les émigrés et les ménages non soutenus.

transferts. La consommation de biens et services de haute facture traduit clairement la force financière que disposent ces ménages et influe sur leur mode de vie. En fait, l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages est intrinsèquement liée à son revenu disponible et celui de l'envoyeur (émigré). La place des transferts de fonds dans le revenu des ménages est dominante dans la commune de Niomré. Et c'est pour cela que Serigne Mansour Tall nous signale que « dans certains villages de la région de Louga, les transferts d'argent des migrants représentent 90% des revenus des ménages » (2001).

Toutefois, dans la littérature étudiée, les réalisations effectuées par les émigrés qui pourraient favoriser le développement local sont presque sous-estimées. Comme nous l'avons souligné précédemment, ces réalisations concernent parfois les secteurs de développement comme celui de la santé. Les résultats de notre étude ont montré que les émigrés ont financé la mise en place d'un certain nombre d'infrastructures et d'autres dispositifs pour l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Cet aspect fait la particularité de notre étude et constitue par la même occasion un nouveau levier pour le paradigme Migration-Développement Local. Cela nous a amené à s'intéresser à ces dites réalisations pour déterminer leur effet et faire une contribution scientifique sur le rapport migration-développement mais cette fois-ci au niveau local.

Bien que les associations d'émigrés ne soient pas étudiées dans ce mémoire, les relations qu'elles entretiennent avec les collectivités locales d'origine ne sont pas clairement exprimées dans la littérature. S'il y a bien des choses qui sont largement étudiées par les chercheurs, ce sont les réalisations collectives des associations d'émigrants dans leur localité d'origine. Nous prenons l'exemple de l'étude réalisée par Mélamine Maro (2007) qui se pose la question suivante « les réalisations effectuées par certains groupes d'immigrés en faveur du développement local de leur zone d'origine (écoles, centres de formation, santé pour d'autres) ont-elles vraiment eu un effet non négligeable quant à l'amélioration des conditions sociales, sanitaires, éducatives et de formation des populations ? ». Cela sous-entend que la plupart des études sur les associations d'émigrés à l'image de celle-ci s'intéresse au codéveloppement⁴³ qui n'implique pas réellement la relation entre émigrés et collectivités locales d'origine mais plutôt la relation entre associations et ONG.

⁴³ Le codéveloppement se définit au niveau international comme toute action de développement social, économique, culturel et politique qui s'appuie sur une collaboration entre les migrants, leurs organisations, leurs partenaires publics et privés à la fois dans les pays d'origine et de destination avec un cadre partagé in Koffi Annan, International migration and development : Report of the General Secretary, 18 mai 2006.

Contrairement à ces études, nous avons considéré les rapports de collaboration entre les émigrés (association) et la collectivité locale de Niomré sous l'angle d'une dynamique de développement à travers la mise en place de projets communs et inclusifs. En vérité, les résultats de notre étude ont révélé une absence totale de collaboration entre cette collectivité et les émigrés. Cette situation nous amène à formuler des recommandations allant dans le sens d'améliorer davantage les conditions de vie des populations autochtones.

3. Recommandation

Dans le cadre de ce mémoire et sur la base des résultats obtenus, nous entendons adresser quelques recommandations à l'État du Sénégal, aux autorités locales et aux émigrés de la commune de Niomré. Ainsi, lesdites recommandations sont destinées à éclairer d'abord les autorités publiques et aux émigrés sur les enjeux de l'émigration et ses rapports avec le développement local. Il s'agira également de renseigner ces derniers sur la nécessité d'aller vers une collaboration forte pour profiter des avantages de l'émigration et se préparer pour atténuer éventuellement les effets de la dépendance de la presque totalité de la population vis-à-vis des transferts de fonds.

3.1. Recommandations adressées à l'État du Sénégal

Dans la gestion de l'émigration, l'État du Sénégal en est un acteur fondamental en ce sens qu'il détient le pouvoir absolu et les moyens pour établir une politique digne de ce nom. Ceci étant, nous allons nous référer aux résultats obtenus dans le cadre de cette étude pour attirer l'attention de l'Etat dans la gestion de l'émigration au niveau des collectivités locales en général et à Niomré en particulier. Ainsi, nous formulons ces recommandations que nous jugeons pertinentes et logiques :

- Ajouter la gestion locale de la migration dans les compétences transférées. Ce nouveau transfert de compétence pourrait permettre une mise en place d'une politique inclusive de gestion de la migration au niveau local. Puisque les interventions des collectivités locales en matière de migration et de développement sont étroitement liées au processus de décentralisation politique et administrative. L'État devrait mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires à leur disposition pour la gestion de ce domaine. Cela pourrait faciliter l'application et la réussite des politiques de codéveloppement et de la coopération.
- Encadrer la collaboration entre les collectivités locales et les émigrés. Les avantages de cet encadrement sont énormes car ils permettront aux émigrés de se sentir plus considérés et d'avoir plus de confiance et d'engagement quant à leurs investissements

dans des projets de développement communautaire. La confiance est la base et la sève nourricière de toute collaboration quelle que soit sa nature.

3.2. Recommandations adressées aux autorités locales

La collectivité locale, étant une personne morale de droit public, est l'instance la plus apte à élaborer une politique de la migration sur le terroir communautaire si les compétences lui sont transférées. Dans le cadre de cette étude, des résultats ont montré la position des autorités locales dans la gestion de l'émigration. C'est par rapport à ces résultats que nous allons formuler des recommandations pour déterminer le rôle et la responsabilité des autorités locales dans le phénomène de l'émigration à Niomré :

- Créer un cadre de concertation entre elle et les émigrés pour définir les principes de collaboration dans l'élaboration de projets communautaires. L'importance de créer ce cadre de concertation réside dans le fait de montrer aux émigrés le rôle capital qu'ils peuvent jouer dans le développement de leur localité d'origine et l'intérêt qu'ils peuvent en tirer. Le dialogue permettra de trouver les points de convergence et les possibilités de définir clairement les responsabilités des deux parties dans une parfaite collaboration et l'ensemble des termes de référence. Il permettra également de savoir les aspirations des différentes parties et les attentes des uns envers les autres ;
- Intégrer le ou les représentants des émigrés dans les membres conseillers de la collectivité locale. Cette intégration permettra la prise en compte des aspirations de la diaspora et la création d'un climat de confiance entre les émigrés et les autorités locales ;
- Aider les émigrés à s'organiser aussi bien dans la commune que dans la diaspora. L'organisation des émigrés en association peut faciliter la communication et favoriser la participation de tous les membres dans la réalisation des projets communautaires créés dans le cadre de la collaboration.
- Travailler avec les ONG qui s'occupent des questions de la migration comme le GRDR, Enda Tiers Monde, etc. La collaboration entre la collectivité locale et les ONG peut donner sur des relations de coopération entre la commune de Niomré et d'autres communes à l'extérieur. Certains émigrés comme Demba Lô (représentant des émigrés à Niomré) ont des liens avec certaines autorités au niveau des pays d'accueil. Cela peut être exploité pour tisser des liens de coopération entre ces autorités et celles de la commune de Niomré par exemple dans le cadre de l'encadrement de l'émigration de retour à travers la politique codéveloppement ;

- Élaborer des projets communautaires réalisables en déterminant clairement l'intérêt des émigrés et particulièrement celui de leurs familles pour leur éviter une dépendance totale des transferts de fonds. La création de projets dans les domaines du maraîchage, de l'élevage et de la transformation des céréales peut permettre aux femmes de travailler et de créer une source de revenu qui servira de secours aux transferts de fonds. L'importance de ces projets communautaires dans la commune est de diminuer la dépendance des transferts de fonds qui risqueraient de retomber dans une nouvelle précarité due aux crises comme la pandémie de la Covid-19 qui secoue le monde actuellement. L'effet de la pandémie sur le volume des transferts de fonds vers l'Afrique était déjà prédit par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA) qui « avance que les envois de fonds des migrants vont baisser en 2020 à cause de la pandémie du Covid-19, après plusieurs années de hausse »⁴⁴.

La dépendance des ménages, vis-à-vis des transferts des émigrés, est confirmée par les résultats de l'étude comme elle est précisée dans un rapport qui stipule : « 2 millions de sénégalais ruraux dépendent de l'envoi des fonds des migrants internationaux, qui ont atteint au total, pour l'ensemble des ménages sénégalais, 2 milliards de dollars en 2016, soit 13.5% du PIB » (FIDA, 2017, 13). En effet, certains ménages ont clairement manifesté leur dépendance totale des transferts de fonds et les réponses sont chiffrées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 26 : Source de revenus des ménages bénéficiaires des transferts de fonds

Source de revenu	Nombre de citations	Fréquence
Question sans réponse	2	3,6%
Oui	20	36,4%
Non	33	60%
Total observations	55	100%

Source : Enquête de terrain, septembre 2019

Le tableau ci-dessus nous indique que 36,4% des ménages enquêtés et bénéficiant des transferts de fonds en dépendent. Même si ceux qui n'en dépendent pas sont plus nombreux, la situation peut s'amplifier du moment que les jeunes continuent d'émigrer. Des études ont

⁴⁴ <https://afrique.le360.ma/maroc-senegal/economie/2020/10/15/32219-afrique-cause-du-covid-19-les-transferts-dela-diaspora-vont-chuter-de-21-32219>, Mise à jour le 16/10/2020 à 15H11, publié le 15/10/2020 à 15h07 par Moussa Diop)

montré avec beaucoup de précision, cette dépendance des ménages vis-à-vis des transferts de fonds. Par exemple, selon l'Institut PANOS⁴⁵, dans la Vallée du fleuve Sénégal beaucoup de villages dépendent exclusivement des revenus des émigrés. Depuis quelques années, « Louga semble tenir sa survie du fait des revenus engendrés par l'émigration de ses fils, plus de 20 milliards de francs CFA par an » (Sall, 2009). Aujourd'hui, la ville et certains villages, à l'instar de ceux de la commune de Niomré, dépendent beaucoup des fonds envoyés par les émigrés.

Actuellement, les ménages qui dépendaient de ces transferts de fonds souffrent de la crise sanitaire mondiale parce que tout simplement la pandémie de la Covid-19 a des effets négatifs qui se traduisent par un manque à gagner pour les pays d'origine des migrants. En conséquence, des études provisoires concernant l'effet de la crise sur le transfert d'argent des émigrés vers le Sénégal sont déjà entreprises. Ces études stipulent que : « déjà, certains ménages sénégalais commencent à se trouver à court de ressources, leurs principaux pourvoyeurs de revenus étant en confinement dans leurs lieux de résidence, ou carrément en chômage technique ».⁴⁶

3.3. Recommandations adressées aux émigrés

Comme nous l'avons souligné en haut, les émigrés sont des membres éloignés de leur communauté d'origine. Ils sont tout de même des acteurs qui de façon directe ou indirecte participent au développement de leur localité de provenance. Et ce à travers les transferts de fonds qu'ils effectuent au profit de leurs familles d'origine et de leur communauté en général.

En considérant qu'ils ont toujours besoin de se distinguer en faisant des actes parfois non pris en compte, ils ont sûrement besoin de connaître le rôle qu'ils jouent dans le développement de leur lieu d'origine. Ainsi, pour arriver à montrer aux émigrés le rôle qu'ils y jouent et l'intérêt qu'ils en ont, nous les recommandons de :

- S'organiser en association dans les pays d'accueil et d'origine afin de créer une fédération pour être dans des dispositions plus favorables à la collaboration et à la coopération décentralisée.⁴⁷ En effet, l'organisation des émigrés en association va faciliter non seulement leur collaboration avec la collectivité locale, mais aussi elle peut

⁴⁵ Une institution indépendante, totalement africaine, qui se veut une organisation africaine de référence dans le domaine des médias, qu'il s'agisse du développement des médias (Médiadev) aussi bien que de la communication pour le développement (C4D), commise à l'excellence, axée sur les résultats. <https://www.panos-ao.org/fr/panos/propos-de-lipao>.

⁴⁶ <https://www.xibaaru.sn/limpact-du-covid-19-dans-le-transfert-dargent-des-emigres-vers-le-senegal/>

⁴⁷ Elle se caractérise par la mise en place d'une relation conventionnelle entre deux ou plusieurs collectivités territoriales de pays différents dans le but de mener ensemble des actions qui peuvent concerner les différents champs de la vie de ces collectivités.

https://www.ciedel.org/wpcontent/uploads/2014/05/docs_documentation_art_sem_14CIEDEL_Articleassises.pdf

être à l'origine d'une coopération entre les collectivités de leur pays d'accueil et celle de Niomré. De plus, cette organisation sera considérée comme un organe plénier et de décision en vue de permettre aux émigrés de mieux encadrer leurs actions en participant à l'élaboration de projets communautaires en collaboration avec la collectivité locale.

- Exiger aux membres d'associations de faire des cotisations mensuelles ou annuelles pour avoir un fonds. Une bonne organisation des associations peut faciliter la gestion de la collecte de ces cotisations à travers une mise en place d'un bureau et d'une caisse sociale. L'importance de cette caisse sera d'aider un membre en difficultés ou de financer la réalisation d'une infrastructure sociale dans leur localité. Pour la transparence et la gestion sobre de cet argent, tous les membres doivent participer à la prise de décision. Les membres doivent tous avoir le droit de compte rendu pendant les assemblées qui doivent se tenir selon leur convenance.
- Intégrer les émigrés de retour dans les associations à titre exceptionnel. L'implication des anciens émigrés rentrés au village peut profiter ceux résidant toujours à l'extérieur. En réalité, ils peuvent servir de par leur expérience et représenter par la même occasion des relais. Ils sont les seules personnes à pouvoir en ce moment comparer les réalités d'ici et d'ailleurs et déterminer une éventuelle synergie entre les gens d'ici et ceux d'ailleurs dans un processus de développement.
- Investir dans des projets de développement communautaire. Il est vrai que la collectivité locale n'est pas dans les bonnes dispositions pour financer entièrement des projets concertés de développement communautaire du fait qu'elle n'ait pas suffisamment de moyens financiers. Cependant, avec la collaboration des émigrés, le cofinancement de projets est bien possible. La réalisation de tels projets peut profiter à la population, à la collectivité locale et aux émigrés.
- Créer un comité de gestion et de contrôle des infrastructures réalisées par eux-mêmes. L'importance de ce comité sera d'éviter les détournements commis par certaines personnes surtout dans les lieux d'origine. Ce même comité peut élargir ses fonctions pour gérer et contrôler les chantiers (maisons) de certains émigrés qui souvent ne finissent jamais à cause de quelques défaillances liées au détournement.
- Collaborer avec les autorités locales d'ici et d'ailleurs ainsi qu'aux ONG évoluant dans le domaine de la migration. Cette collaboration permet non seulement aux émigrés et à la collectivité locale de mutualiser leurs forces et leurs ambitions pour promouvoir la coopération décentralisée. L'intérêt de créer une synergie entre ces différents acteurs se

trouve dans la possibilité de mieux gérer le phénomène de l'émigration en établissant une politique inclusive au niveau de la commune de Niomré en particulier et dans tout le Sénégal en général. Dans ce cas, il est possible de maîtriser la question des transferts de fonds qui jusque-là pose un problème majeur non résolu pour les États et les institutions monétaires.

Conclusion partielle

Le dernier chapitre de notre mémoire consistait à vérifier les hypothèses de notre recherche en se basant sur les résultats obtenus. Ainsi, la présentation de ces résultats ont permis de confirmer certaines hypothèses posées en début de la recherche et d'en infirmer d'autres. Également, ce chapitre a fait l'objet d'un cadre de discussion qui a permis de déterminer les points de convergence et de divergence entre les résultats obtenus et la littérature évoquée. Dans le même sens, notre contribution scientifique apportée et inspirée par les résultats s'est matérialisée à travers un certain nombre de recommandations adressées aux parties concernées par le thème de l'étude.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire de master avait pour ambition de répondre à la question de savoir quelle est la contribution par transfert de fonds des émigrés dans le développement local de la commune de Niomré. Le problème qui a suscité ce questionnement renvoie à l'existence d'un phénomène migratoire très ancien et accompagné d'importants flux financiers qui n'ont jusqu'à présent pas fait l'objet d'études quelconques. L'association des concepts de migration et de développement a motivé la réflexion sur un paradigme que nous avons tenté d'étudier dans ce mémoire. Il s'agit ici de mettre à l'épreuve les concepts de l'émigration et du développement local pour extraire de cet examen le rapport qu'ils entretiennent en s'intéressant aux transferts de fonds.

Le cadre référentiel qui a permis de situer la place et l'intérêt scientifique du thème abordé est tiré d'une littérature de développement reposant sur une approche macroéconomique et microéconomique. Cette littérature choisie indique un ensemble de points de vue sur l'effet des transferts de fonds sur le développement tant national que local. L'approche la plus globale préconise une idée selon laquelle les transferts de fonds ne sont positifs sur le développement que lorsqu'ils sont investis dans des secteurs productifs. Il est convenu dans cette rubrique littéraire que les transferts de fonds sont plus utiles pour satisfaire des besoins en consommation.

Il convenait donc de s'intéresser aux revenus migratoires en faisant une analyse de leur comportement sur le développement local de la commune de Niomré. L'analyse a été faite sur la base d'une méthodologie de recherche impliquant une comparaison de deux catégories de ménages. Il s'agit des ménages bénéficiaires des transferts de fonds et d'autres non bénéficiaires. La mise en examen de cette manne financière s'est voulue être une étude empirique destinée à penser son effet sur le développement local. À l'épreuve des faits et des statistiques, il apparaît incontestable que le volume des transferts de fonds est très important dans la commune de Niomré.

Néanmoins, il semble que la réponse à la question sur la contribution des transferts de fonds dans le développement local de la commune de Niomré soit une chose qu'il faut relativiser. Les résultats obtenus dans cette étude révèlent une importance capitale des revenus migratoires dans la commune de Niomré. Bien plus, ils ont montré que l'utilisation de cette manne financière est essentiellement concentrée sur la satisfaction des besoins élémentaires. La consommation, l'amélioration du cadre de vie, la prise en charge de l'éducation des enfants et le recouvrement des soins de santé sont les postes d'affectation des revenus migratoires les plus en vue. Cela explique que les transferts de fonds sont destinés à répondre au besoin

d'amélioration des conditions de vie des ménages. Cette situation renvoie donc à un développement familial qui se matérialise dans cette zone par une ascension sociale dont la manifestation reste la possibilité de vivre dans de bonnes conditions.

Pourtant, il y a une certaine marge de redistribution des transferts de fonds qui touche cette fois-ci le développement au sens le plus large. Cette redistribution des revenus migratoires représente l'élément le plus tangible pour mesurer la contribution des émigrés au développement local de la commune de Niomré. C'est à ce niveau précis qu'il faut relativiser l'effet des transferts de fonds. Pour que la commune de Niomré puisse bénéficier de l'argent des émigrés, il faut qu'il soit investi dans des secteurs de développement pouvant créer de l'emploi. Bien que l'action des émigrés sur le secteur de la santé soit un fait réel, il n'en est pas de même pour les autres secteurs clés. S'il y a lieu d'apprécier positivement la contribution par transferts de fonds des émigrés dans le développement local de Niomré, il s'agit essentiellement de l'amélioration du bien-être et de la formation du capital humain. Ces deux aspects contribuent à augmenter les capacités et la productivité des individus à long terme et entraînent des effets multiplicateurs de revenus.

Toutefois, force est de reconnaître que les transferts de fonds n'agissent pas de la même façon sur le secteur de l'éducation. Dans ce domaine, l'effet des transferts de fonds n'est noté qu'au niveau de la prise en charge des dépenses liées à l'éducation des enfants. En effet, les envois de fonds sont aussi un facteur qui contribue à l'augmentation du taux de scolarisation des enfants. Mis à part ces effets, le secteur de l'éducation ne subisse pas de transformations majeures provoquées par les grosses sommes d'argent envoyées dans la commune de Niomré.

S'il ne faut ni exagérer ni sous-estimer la contribution des émigrés, il faut admettre que l'effet des transferts de fonds sur le développement local de Niomré est plus ou moins positif malgré sa faiblesse sur certains secteurs. Il est vrai que les émigrés contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages qui est un objectif du développement local. Leurs actions dans le secteur de la santé et d'autres domaines comme l'adduction en eau, la solidarité familiale entre autres ont fait d'eux des acteurs incontestables de développement à Niomré. Nonobstant, ces initiatives réalisées par les émigrés sont loin de hausser le niveau de développement économique de Niomré mais en constituent un levier.

Cette faiblesse de la contribution des émigrés sur le développement local de Niomré et la possibilité d'optimiser les flux financiers débouchent sur d'autres pistes de réflexion. En effet, cette présente étude nous a amené à soulever d'autres questions dont le problème qui les suscite est la dépendance forte des ménages vis-à-vis de ces revenus. Cette problématique

implique également une nécessité d'optimisation des revenus migratoires pour éviter la « malédiction de la dépendance ». Ceci étant dit, nous nous interrogeons sur la question de savoir : Quels sont les mécanismes d'optimisation qu'il faut mettre en place pour réduire la dépendance des ménages bénéficiaires des transferts de fonds ?

Ainsi, pour aller dans le sens d'une anticipation à la réponse d'une telle interrogation, nous considérons que l'optimisation des transferts de fonds demande d'abord une prise de conscience sur les éventuelles crises qui pourront fortement diminuer la capacité des émigrés à transférer de l'argent à leurs familles. Autrement dit, les pays d'origine, et en particulier les collectivités locales, doivent se préparer à de nouveaux risques pouvant diminuer considérablement l'apport des émigrés qui est aujourd'hui un élément important qu'il faut prendre en compte dans les politiques de développement. Ensuite, au-delà de cette mise au point, il existe un nouveau défi qui, nous semble-t-il, doit interpeller tous les acteurs qui s'intéressent à la question du rapport entre migration et développement. Ce défi est la concrétisation de l'engagement politique des émigrés, qui rendra possible leur intégration dans les plans locaux de développement et la facilitation de la mise en place des mécanismes d'optimisation des transferts de fonds.

Références bibliographiques

I. Ouvrages généraux

- BAGUENARD, Jacques. *La décentralisation territoriale*. Paris : PUF, 1978.
- BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte, 2003.
- BOUIVET, Christian et MARTIN, Jacques. *Géographie*. Paris : 2^e Hachette Éducation, 1992.
- DERRAU, M. *Précis de Géographie Humaine*. Paris : ARMAND COLIN, 1961.
- DIOP, Djibril. *Décentralisation et gouvernance locale au Sénégal*. Paris : L'Harmattan, 2006.
- FALL Papa Demba. *Des francenabes aux modou-modou : L'émigration sénégalaise contemporaine*. Dakar : L'Harmattan, 2016.
- JOËL, Gilbert et GUY, Jumel. *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Colin, 1997.
- KASSÉ, Moustapha. *Sénégal : crise économique et ajustement structurel*, Dakar : Éditions Nouvelles du Sud, 1990.
- LEVY, Jacques et LUSSAULT, Michel. *Dictionnaire de la géographie et de l'Espace des sociétés*, Paris : L'Harmattan, 2003.
- MÂCON. *Actes des états généraux des pays*, juin 1982, supplément au n°231 de Correspondance Municipale.
- TALL, Serigne Mansour. *Investir dans la ville africaine, les émigrés et l'habitat à Dakar*, Paris : CREPOS-KARTHALA, 2009.
- TOPPE, Gilbert. *L'union africaine et le développement de l'Afrique*. Paris : Harmattan, 2010.

II. Thèses et mémoires

- BALDE, Yéro. *Aide publique, transferts des migrants et développement économique*, thèse : Université de Limoges, 05 novembre 2012.
- COIFFARD, Marie. *Les déterminants et effets macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*, thèse, Sciences économiques : Université de Grenoble, 2011.
- DIAKHABY, Fatoumata. *Émigration et destruction du tissu économique et social dans le département de Bakel : Cas de Moudery*, Mémoire de Maitrise, Géographie : UCAD, 2006.
- KEITA, Ndeye Binta. *Effets des transferts de fonds des migrants internationaux sur la santé des CODE*, Mémoire de Master : UCAD, 2013.

MARENA, Joseph Antoine. *Le marché hebdomadaire et ses apports dans le développement local : cas de Yarang balante dans le département de Goudomp (Sénégal)*, Mémoire de master, département de LEA. Ziguinchor, 2019.

MARO, Malamine. *Les associations sénégalaises en France à l'épreuve du codéveloppement*. Mémoire de master, Département de Sociologie : Université d'Evry Val d'Essonne, 2007.

MBOUP, Bara. *Politiques de développement, migration internationale et équilibre entre villes et campagnes dans le vieux bassin arachidier (Région de Louga)*, thèse, Département de Géographie. Dakar, 2006.

NDIAYE, Papa Issa. *L'effet local des revenus migratoires dans le département de Louga (Sénégal) : approche géographique*, mémoire de maîtrise : Université Gaston Berger de Saint Louis, 2007.

SANTANASOLO, Miraharinaly. *Dynamique communale et processus de développement décentralisé : Cas de la commune urbaine d'Ambilobe, district d'Ambilobe, Région Diana*, mémoire de maîtrise : Université d'Antananarivo, 2013.

III. Revues et articles

ANANOU, Foly. *Les transferts de fonds : L'aide « privée » africaine...au développement*, L'Afrique des Idées, 7 juin 2013.

DILIP, Ratha & World Bank (2006). *Economic Implications of Remittances and Migration*.

HADDADI, Rosa Titouche, « *Effets économiques et sociaux sur les pays en développement des envois de fonds des émigrés sur leur région d'origine* », Insaniyat, 2013.

KONANDI, Jean Mermoz. *Sénégal : les transferts de fonds de la diaspora passent le cap de 2 milliards de dollars*, 2017.

LIGNEAU, Philippe. *La décentralisation des politiques d'actions sociales en France*. Actes du colloque de Varsovie de 1988, Paris : Presses Universitaires de France, 1990, 160 p.

MBASSI, Elong (J.P). *Les dix règles d'or du développement local*, L'Afrique Municipale, n°1, 1998.

MUTUME, Gumisai. « *Transferts de fonds : une aubaine pour le développement* », AfriqueRenouveau, 2005.

OUMANSOUR, Nor-eddine, AZEROUAL, Mohamed et BAHIZ. *Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ?* octobre 2019.

PECOUD, Antoine. *Les transferts de fonds vus par les organisations internationales construction d'un enjeu et élaboration d'un agenda politique international*, Cairn info, 2013/4 N° 67-68.

PINTO-DOBERNING, Isle. *Dialogue international sur la migration : Intégration du phénomène migratoire dans les objectifs stratégiques de développement*, Edition Buitenlandso Zaken, 2005.

SY, Demba. *Décentralisation, gouvernance et développement : le cas du Sénégal in Bonne gouvernance et développement en enfant*. Dakar : IAD, Mai 1997.

TALL, Serigne Mansour. *Les émigrés sénégalais en Italie : Transferts financiers et développement de l'habitat*, Décembre 2004.

IV. Rapports et documents de travail

ANNAN, Koffi. *International migration and development: Report of the General Secretary*, 18 Mai 2006.

ANSD, RGPHAE 2013. *Situation Économique et Sociale du Sénégal* Ed. 2016.

BANQUE MONDIALE (BM), Annual Remittances Data (2017)

MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU FMI, 2008.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES. *Étude sur les envois de fonds des travailleurs sénégalais émigrés*, Direction de la Monnaie et du Crédit, Rapport de l'Enquête Nationale, Avril 2012.

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT *de la commune de Niomré*, 2012-2017.

RAPPORT FINAL DU PAYS — SENEGAL : *Pratiques des autorités locales et autres acteurs locaux dans la gestion de la migration pour le développement*, Aout 2007.

RAPPORT FINAL-1^{ER} PASSAGE. *Déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal : Kolda, Kédougou et Tambacounda*, GERM & Faits de Sociétés, UGB, 2018, 73p.

SALL, Thierno Mountaga. *Émigration : quelle orientation des fonds de transfert pour un développement durable*, Rapport, Décembre 2009.

SANDER, Cerstin et BARRO, Issa. *Étude sur le transfert d'argent des émigrés au Sénégal et les services de transfert en microfinance*, Document de travail N° 40

TALL, Serigne Mansour. « *Les émigrés sénégalais en Italie : Transferts financiers et développement de l'habitat* », Rapport : IAGU Décembre 2004

Webographie

<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/october-2005/transferts-de-fonds-une-aubaine-pour-le-d%C3%A9veloppement>

<https://www.sikafinance.com/marches/senegal-les-transferts-de-la-diaspora-depassent-le-cap-de-2-milliards-de-dollars-18408><https://www.iedafrique.org/Senegal-transferts-des-migrants-dynamique-entrepreneuriale-et-resilience-au.html>

<https://www.issuelab.org/resource/diaspora-developpement-et-citoyennete-les-migrants-originares-du-bassin-du-fleuve-senegal.html>

<http://www.senterritoires.com/decentralisation-au-senegal-les-collectivites-territoriales-prisonni%C3%A8res-de-tares-cong%C3%A9nitales/>

<http://journals.openedition.org/insaniyat/14348>

<https://www.xibaaru.sn/leffet-du-covid-19-dans-le-transfert-dargent-des-emigres-vers-le-senegal/>

<http://sheepshed.info/navetanes/presentation.html>

[https://afrique.le360.ma/maroc-senegal/economie/2020/10/15/32219-afrique-cause-du-covid-19les-transferts-de-la-diaspora-vont-chuter-de-21-32219,](https://afrique.le360.ma/maroc-senegal/economie/2020/10/15/32219-afrique-cause-du-covid-19les-transferts-de-la-diaspora-vont-chuter-de-21-32219)

<https://www.panos-ao.org/fr/panos/propos-de-lipao>

https://www.ciedel.org/wpcontent/uploads/2014/05/docs_documentation_art_sem_14CIEDE_LArticleassises.pdf

Tables des illustrations

- **Liste cartes**
 - Carte administrative de la commune de Niomré.....40
- **Liste des graphiques**
 - Graphique 1** : Répartition de la population par sexe.....44
 - Graphique 2** : Répartition ethnique de la population.....45
- **Liste des tableaux**
 - Tableau 1** : Tableau récapitulatif de l'élaboration du thème d'étude.....23
 - Tableau 2** : L'échantillonnage.....41
 - Tableau 3** : Zonage de la commune de Niomré.....47
 - Tableau 4** : La répartition par âge des émigrés.....55
 - Tableau 5** : Les conditions de voyage.....65
 - Tableau 6** : Les motifs de l'émigration à Niomré.....66
 - Tableau 7** : Niveau d'étude des émigrés issus des ménages enquêtés.....68
 - Tableau 8** : Durée de séjour.....69
 - Tableau 9** : Les stratégies de choix de la destination.....70
 - Tableau 10** : Destination.....71
 - Tableau 11** : Les modes de transferts utilisés.....75
 - Tableau 12** : Estimation des ménages recevant régulièrement des transferts de fonds.....76
 - Tableau 13** : Périodisation de la réception des transferts de fonds.....77
 - Tableau 14** : Évaluation trimestrielle des transferts effectués au CMS de Niomré...78
 - Tableau 15** : Estimation des montants reçus par les ménages enquêtés par mois.....79
 - Tableau 16** : Utilisation des transferts de fonds.....80
 - Tableau 17** : Couverture des dépenses des ménages bénéficiaires par les transferts de fonds.....86
 - Tableau 18** : Estimation des dépenses mensuelles des ménages bénéficiaires.....87
 - Tableau 19** : Estimation des dépenses quotidiennes des ménages non bénéficiaires.88
 - Tableau 20** : Estimation des dépenses mensuelles de santé des ménages bénéficiaires.....90
 - Tableau 21** : Présentation des dépenses de santé des ménages sans émigrés sur une période d'un mois.....91

Tableau 22 : Estimation des dépenses de d'éducation des ménages bénéficiaires...	92
Tableau 23 : Estimation des dépenses d'éducation des ménages non bénéficiaires..	93
Tableau 24 : Emplois créés grâce aux transferts de fonds.....	96
Tableau 25 : Effet des transferts de fonds sur le mode de vie.....	102
Tableau 26 : Source de revenus des ménages bénéficiaires des transferts de fonds..	106

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire adressé aux ménages avec émigré (s)

THEME 1 : IDENTIFICATION

1. Y'a-t-il un ou des émigré(s) dans votre ménage?

1. Oui 2. Non

2. Si oui, combien?

3. Que représentent-ils dans la famille?

1. Mari 2. Fils 3. Frère
 4. Soeur 5. Autre

4. Si 'Autre', précisez?

5. Quel âge ont-ils?

1. Moins de 20ans 2. entre 20 et 30ans
 3. entre 30 et 40ans 4. plus de 50ans

6. Quelle est votre ethnité?

1. Wolof 2. Peul 3. Autre

7. Si 'Autre', précisez?

8. Quel est votre caste?

1. Guér 2. Guéwel 3. Teugue
 4. autre

9. Si 'autre', précisez?

10. Vos parents émigrés sont-ils mariés?

1. Oui 2. Non

11. Ont-ils des enfants?

1. Oui 2. Non

12. Si Oui, combien?

1. 1 2. 2 3. 3
 4. 4 5. Plus de 5

13. Sont-ils avec des membres de la famille à l'extérieur?

1. Oui 2. Non

14. Si oui, combien ?

1. 1 2. 2 3. 3 4. plus de 4

15. Combien de personnes sont à leur charge?

1. Moins de 5 2. 10 3. 15
 4. plus de 15

16. Combien de temps ont-ils fait à l'étranger?

1. Moins 1an 2. 1an
 3. 2ans 4. 3ans
 5. 4ans 6. plus de 5ans

17. Ont-ils été à l'école?

1. Oui 2. Non

18. Ont-ils obtenu un diplôme d'étude?

1. Oui 2. Non

19. Si oui, lequel?

20. Avaient-ils un métier avant d'émigrer?

1. Oui 2. Non

21. Dans quel domaine?

1. Agriculture 2. élevage
 3. Fonction publique 4. Informel
 5. autre

22. Si 'autre', précisez?

23. Combien de fois sont-ils rentrés?

1. 0 2. 1fois
 3. 2fois 4. 3fois
 5. 4fois 6. plus de 5fois

24. Pourquoi émigrer?

1. Pour étudier 2. Pour rechercher du travail
 3. autre

25. Si 'autres', précisez?

26. Quel est selon vous le motif des départs pour l'émigration?

1. Amélioration des conditions de vie
 2. Manque de travail
 3. Faiblesse de la rentabilité agricole
 4. Possibilité de gain plus important
 5. Autres

27. Si 'autre', précisez?

28. Comment sont-ils partis?

1. Voie légale 2. Clandestinement
 3. Trajet avec Escale

29. Où sont-ils allés?

1. France 2. Espagne 3. Italie
 4. Maroc 5. Etats-unis 6. Autres

30. Si 'Autres', précisez?

31. Qu'est-ce qui guide le choix de leur destination?

1. Existence de réseau de parents
 2. Facilité d'accès au pays d'accueil
 3. Autres

32. Si autres, précisez?

33. Qui prend la décision pour un nouveau départ?

1. Famille
 2. un membre de la famille
 3. un parent émigré

34. L'émigration donne t-elle de la considération et de l'estime aux émigrés et à leurs familles?

1. Oui 2. Non

35. Quels sont les impacts sociaux de l'émigration sur vos relations avec vos parents émigrés?

1. Cohésion 2. Division
 3. Manque de confiance 4. Divorce
 5. Autres

36. Si 'Autres', précisez?

37. Les impacts économiques des revenus migratoires n'ont-ils pas créé une frustration aux yeux des familles sans émigrés?

1. Oui 2. Non

38. Aidez-vous les familles pauvres sans émigré?

1. Oui 2. Non

39. Si 'Oui', comment?

40. Qui vient en aide à vos parents émigrés quand ils sont en difficultés?

1. Famille 2. Parents émigrés
 3. Association d'émigrés

41. L'émigration est-elle votre seule source de revenus?

1. Oui 2. Non

42. Si 'Non', précisez?

43. La forte mobilité de vos fils n'a-t-elle pas freiné le secteur agricole?

1. Oui 2. Non

44. L'émigration des jeunes n'a t-elle pas rendu votre population vieille et féminine?

1. Oui 2. Non

45. L'émigration a t-elle changé votre mode de vie?

1. Oui 2. Non

46. Si oui, justifiez?

THEME 3: REVENUS MIGRATOIRES ET LEURS UTILISATIONS

47. Vos parents émigrés envoient-ils de l'argent?

1. Oui 2. Non

48. Quelle est la fréquence de leurs envois?

1. 1fois/mois 2. 2fois/mois
 3. 3fois/mois 4. Plus de 3 fois

THEME 2 : LES CARACTERISTIQUES DE L'EMIGRATION A NIOMRE

49. Quel est le montant envoyé?

1. 50 à 100 000 2. 100 000 à 200 000
 3. 200 000 à 300 000 4. Plus de 300 000

50. Qui gère ces revenus?

1. Chef de famille 2. Femme de l'émigré
 3. Frère 4. Relais de l'émigré
 5. Autre

51. Si autre, précisez?

52. Ces revenus migratoires couvrent-ils toutes vos dépenses de consommation?

1. Oui 2. Non

53. Quel est le montant de ces revenus qui est destiné aux dépenses de consommation?

1. 100 000 2. 200 000
 3. 300 000 4. Plus de 300 000

54. Quel est le montant destiné à l'éducation des enfants dans l'année?

1. Moins de 50 000 2. Plus de 50 000
 3. Moins de 100 000 4. Plus de 100 000

55. Quel est le montant alloué à la santé des membres du ménage?

1. Moins de 50 000 2. Plus de 50 000
 3. Moins de 100 000 4. Plus de 100 000

56. Les envoies d'argent sont-ils réguliers?

1. Oui 2. Non

57. Si non, pourquoi?

58. Quels sont les modes de transferts utilisés?

1. Mandats postaux 2. Virements bancaires
 3. Western Union 4. Money Gram
 5. A l'aide d'un tiers 6. autre

59. Si 'autre', précisez?

60. Envoyent-ils autre chose que de l'argent?

1. Oui 2. Non

61. Si oui, quoi?

1. Matériel électroménager
 2. Automobile
 3. Meubles
 4. Pièces détachées
 5. Autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

62. Si 'autres', précisez :

63. Quelle utilisation faites-vous des revenus migratoires?

1. Dépenses quotidiennes
 2. investissements
 3. activités commerciales
 4. Autres

64. Si 'Autres', précisez?

65. Quelles sont les réalisations faites grace aux revenus migratoires au sein du ménage?

1. Acquisition de terrain/maison
 2. Création d'activités
3. Mariage
 4. Achat de matériel agricole ou semence
 5. Départ d'un autre membre de la famille
 6. autres

66. Si 'autres', précisez?

67. Y'a t-il des réalisations collectives au profit de la communauté?

1. Oui 2. Non

68. Si 'Oui', lesquelles?

69. Quels sont vos projets avec ces revenus?

1. Achat de terrain
 2. Construction d'une maison
 3. Création d'une entreprise personnelle
 4. Entreprendre une activité commerciale

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

70. Ces revenus vous ont-ils permis de créer des emplois?

1. Oui 2. Non

71. Si oui, lesquels?

1. Saisonnier 2. Chauffeur 3. Boulanger
 4. Gardien 5. Ménage

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

Annexe 2 : Questionnaire adressé aux ménages sans émigré

SECTION 1 : IDENTIFICATION

1. Êtes-vous originaire du village?

1. Oui 2. Non

2. Si Non, précisez?

3. Quel est votre ethnie?

4. Avez-vous un emploi?

1. Oui, Non

5. Quelle est votre profession ?

1. Paysan 2. Eleveur
 3. commerçant, Autres

6. Si Autres, précisez?

7. Quels sont vos sources de revenus?

1. Agriculture 2. Commerce 3. Elevage
 4. Autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

8. Si autres, précisez?

9. Vous êtes combien dans la maison?

10. Y'a t-il des membres de la famille qui sont dans les autres régions du pays?

1. Oui 2. Non

11. Si oui, combien?

12. Travaillent-ils au compte de la famille?

1. Oui 2. Non

13. Vos enfants sont-ils scolarisés?

1. Oui 2. Non

SECTION 2: MENAGES SANS TRANSFERTS

14. Bénéficiez-vous de l'argent envoyé par les émigrés d'autres familles?

1. Oui 2. Non

15. Si oui, comment?

16. Les familles d'émigrés vous viennent-ils en aide en cas de besoins?

1. Oui 2. Non

17. Combien s'élèvent vos dépenses quotidiennes?

1. 1000 2. 1500
 3. 2000 4. 2500
 5. Dépense variable

18. Effectuez-vous des dépenses pour vos soins médicaux?

1. Oui 2. Non

19. Si oui, combien et sur quelle période?

20. Quel est le montant de vos dépenses annuelles allouées à l'éducation de vos enfants?

21. Quels sont les produits que vous consommez?

1. Produits locaux 2. Produits importés

22. Qui assure la dépense quotidienne?

1. Le père de famille
 2. La mère
 3. Le fils aîné
 4. Participation collective

23. Les familles d'émigrés vous sollicitent-ils pour la réalisation de certains travaux domestiques?

1. Oui 2. Non

24. Si oui, quel genre de travail?

1. Ménage 2. Gardien
 3. Travaux champêtres 4. Autres

25. Si autres, précisez?

26. Existent-ils des rapports entre vous et les familles d'émigrés?

1. Oui 2. Non

27. Si oui; lesquels?

28. Les émigrés participent-ils souvent à la réalisation de vos projets?

1. Oui 2. Non

29. Si oui, lesquels?

30. Les réalisations collectives des émigrés vous profitent-elles?

1. Oui 2. Non

31. Si 'Oui', expliquez?

32. Les conditions de vie des familles d'émigrés vous incitent-elles à vouloir tenter vos chances?

1. Oui 2. Non

33. Avez-vous l'intention de faire émigrer un membre de la famille?

1. Oui 2. Non

34. Si 'Oui', comment vous vous y préparez?

Annexe 4 : Guides d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX AUTORITES LOCALES

Thème 1 : Identification

Prénom(s) :

Nom :

Fonction :

Thème 2 : Émigration et développement local

Sous-thèmes :

- Place et rôle des émigrés dans le développement local
- Projets communs de développement : coopération entre la collectivité locale et l'association des émigrés
- Apports directs ou indirects de l'émigration dans les recettes de la collectivité locale

Thème 3 : Décentralisation et Développement Local

Sous-thèmes :

- Gestion locale de l'émigration
- Intégration de l'émigration dans le Plan Local de Développement (PLD)
- Institutionnalisation du phénomène de l'émigration au niveau local
Optimisation de l'apport des émigrés dans la gouvernance et le développement économique local
- Politique et programmes prévus en faveur des émigrés

Thème 4 : Rapports entre émigrés et institutions locales

Sous-thèmes :

- Relations entre association d'émigrés et autorités locales
- Actions ou part des autorités locales dans les réalisations faites par les émigrés

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX COMMERCANTS DU MARCHÉ HEBDOMADAIRE DE NIOMRE

Thème 1 : Choix du marché

Sous-thèmes :

- Durée et raisons de la fréquentation
- Comparaison du marché par rapport à d'autres marchés hebdomadaires d'autres localités (le cas des marchés de Keur Momar Sarr et Gouy Mbeut)
- Résultats des apports du marché en termes de bénéfice

- Produits les plus vendus
- Le pouvoir d'achat

Thème 2 : Revenus migratoires et développement du marché

Sous-thème :

- L'augmentation du nombre de commerçants
- Augmentation du taux de fréquentation
- Le volume des produits vendus et achetés
- Marchandage
- Développement de la clientèle

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX EMIGRES RENTRES OU EN VACCANCES

Thème 1 : Émigration

Sous-thèmes :

- Motifs de l'émigration
- Les caractéristiques de l'émigration (Trajectoires, Accueil, Insertion)
- La vie à l'étranger
- Retours aux origines

Thème 2 : Revenus migratoires

Sous-thèmes :

- Les transferts de fond : modes, régularité et utilisation
- Les résultats de ces transferts
- Investissements et choix du domaine
- Difficultés rencontrées dans les réalisations

GUIDE D'ENTRE ADRESSE AUX ASSOCIATIONS D'EMIGRES

Thème 1 : Organisation

Sous-thèmes :

- Objectifs
- Modalités d'adhésion
- Pays d'accueil

Thème 2 : Fonctionnement

Sous-thèmes

- Participation des membres
- Plan d'actions

- Réalisations
- Domaines d'intervention

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX INSTITUTIONS FINANCIERES

Sous-thèmes :

- Périodisation et taux des transferts de fonds
- État d'évolution des envois

Annexe 5 : Réalisations des émigrés en matière d'adduction d'eau



Source : Photo prise lors de notre descente de terrain en septembre 2019.

Annexe 6 : Mosquée en construction dans le village de Pakha Sow



Source : Photo prise lors de notre descente de terrain en septembre 2019.

Annexe 7 : Équipements mis en place pour la gestion des ordures



Source : Photo prise par nous-mêmes lors de notre descente de terrain en septembre 2019



Source : Photo prise lors de notre descente de terrain en septembre 2019

Table des matières

DÉDICACES.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
RÉSUMÉ.....	3
ABSTRACT	4
RESUMEN.....	5
Liste des sigles et abréviations	6
Cadre théorique.....	15
1. Problématique	15
1.1. Contexte.....	15
1.2. Justification.....	18
1.3. Pertinence du sujet	19
1.4. Intérêt du sujet.....	20
2. Les objectifs et hypothèses de l'étude	22
2.1. Objectifs.....	22
2.1.1. Objectif principal	22
2.1.2. Objectifs secondaires.....	22
2.2. Les hypothèses de travail.....	22
2.2.1. Hypothèse principale.....	22
2.2.2. Hypothèses secondaires (HS)	23
3. Revue de la littérature.....	25
3.1. L'approche macroéconomique.....	25
3.1.1. Courant d'analyse « développementaliste ».....	27
3.1.2. Le courant d'analyse « pessimiste »	28
3.2. Synthèse de l'approche macroéconomique et critique littéraire	28
3.2.1. Synthèse de l'approche macroéconomique	28
3.2.2. Revenue critique de la littérature	29

4.	L'approche microéconomique	30
5.	Synthèse de l'approche microéconomique et critique littéraire.....	31
5.1.1.	Synthèse de l'approche microéconomique.....	31
5.1.2.	Revue critique de la littérature.....	31
6.	Analyse conceptuelle.....	31
6.1.	Définition des transferts de fonds	32
6.2.	Définition de l'émigré	33
6.3.	Définition du développement local.....	34
Chapitre 2 : Cadre méthodologique		37
1.	Approche méthodologique.....	37
2.	La recherche documentaire	37
3	Processus de collecte des données	38
3.1	Les techniques de collecte des données	38
3.2	Le questionnaire.....	39
3.3	Technique d'échantillonnage.....	39
3.3.1	Population mère et choix des villages.....	40
3.3.2	La taille de l'échantillon.....	40
3.4	L'enquête exploratoire	41
3.5	Les entretiens	41
4	Observation directe	42
5	Saisie et traitement des données.....	42
6	Difficultés rencontrées et stratégies mises en œuvre	43
6.1	Une documentation lacunaire	43
6.2	La réticence des personnes susceptibles à l'enquête.....	43
6.3	Insuffisance de moyens financiers	43
6.4	Contrainte de mobilité.....	44
6.5	Vol.....	44

DEUXIÈME PARTIE : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CADRE DE L'ÉTUDE	45
.....	45
Chapitre 1 : Présentation générale de la commune de Niomré	47
1. Cadre physique	47
1.1. Situation géographique	47
1.2. Le relief et les sols	48
1.3. Le climat	48
1.4. Les températures	49
1.5. Les vents	49
1.6. La pluviométrie	49
2. Les potentialités naturelles	50
2.1. Végétation	50
2.2. Faune	51
2.3. Hydrologie-hydrographie	51
2.4. Ressources naturelles et environnement	52
3. Cadre humain	52
3.1. Jeunesse	54
3.2. Culture	56
4. Les services sociaux	56
4.1. Les services de santé	56
4.2. Les services d'hygiène et d'assainissement	57
4.3. Les services en eau et l'énergie	58
4.4. Les services de sécurité et de protection civile	59
5. L'éducation	60
6. Activités économiques	60
6.1. Le commerce	60
6.3. L'élevage	62

Chapitre 2 : L'émigration.....	64
1. Les caractéristiques des mouvements de la population.....	64
2. Les causes de l'émigration.....	65
3. Les conséquences de l'émigration	67
3.1. Les conséquences sur le plan démographique	67
3.2. Les conséquences sur le plan social	67
3.3. Les conséquences sur le plan de l'agriculture	67
3.4. Les conséquences sur le plan éducatif.....	68
4. Une tradition à l'émigration dans la commune de Niomré	69
5. L'organisation des départs.....	70
6. Le choix de la destination.....	70
TROISIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	72
Chapitre 1 : État des lieux des transferts de fonds dans la commune de Niomré.....	74
1. Caractéristiques des transferts de fonds dans la zone d'étude	74
1.1. Les transferts formels	74
1.2. Les transferts informels	75
2. La périodisation des envois de fonds selon les ménages enquêtés	76
2.1. Les transferts réguliers	76
2.2. Les transferts irréguliers.....	77
3. Une estimation approximative des transferts de fonds.....	78
3.1. Le volume important des transferts de fonds selon les données fournies par le CMS de Niomré	78
3.2. La représentation des transferts de fonds selon les ménages enquêtés	79
4. L'utilisation des transferts de fonds	79
5.2. Les avantages économiques des transferts de fonds	82
5.3. La diversification et l'augmentation du revenu des ménages.....	83
5.4. L'augmentation du pouvoir d'achat des ménages.....	83

6.	Création d'activités économiques grâce aux transferts de fonds	84
1.	L'effet des revenus migratoires sur les conditions de vie des populations de Niomré	85
1.1.	L'effet des transferts de fonds sur la consommation des ménages	85
1.2.	L'effet des transferts de fonds sur la santé	88
1.3.	L'effet des transferts de fonds sur l'éducation.....	91
2.	La contribution individuelle des émigrés dans le développement de Niomré	93
3.	La contribution collective des émigrés dans le développement de Niomré	94
4.	Les réalisations des émigrés au profit de la communauté	94
4.1.	L'action des émigrés dans le domaine de la santé	94
5.	Le rôle des réalisations faites par les émigrés sur le développement de Niomré	96
6.	La création d'emploi	96
1.	Vérification des hypothèses	98
1.1.	Hypothèse centrale	98
1.2.	Hypothèse secondaire 1	99
1.3.	Hypothèse secondaire 2.....	100
2.	Discussion.....	101
2.1.	Le rapport entre les résultats de l'étude et la littérature	101
2.2.	La particularité des résultats de l'étude.....	102
3.	Recommandation.....	104
3.1.	Recommandations adressées à l'État du Sénégal	104
3.2.	Recommandations adressées aux autorités locales	105
3.3.	Recommandations adressées aux émigrés.....	107
	Références bibliographiques	114
	Tables des illustrations.....	118
	ANNEXES	120

THEME 1 : IDENTIFICATION	121
THEME 2 : LES CARACTERISTIQUES DE L'EMIGRATION A NIOMRE	122
SECTION 1 : IDENTIFICATION	124
SECTION 1 : IDENTIFICATION	126